

COMPTES PUBLICS 2025-2026

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le fonds consolidé du
revenu : fonds général
et fonds spéciaux



COMPTES PUBLICS 2025-2026

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le fonds consolidé du
revenu : fonds général
et fonds spéciaux

Année financière terminée le 31 mars 2026

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2025-2026 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juillet 2026**

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2026

Table des matières

Avant-propos	i
Structure des portefeuilles	vii
Partie A : Fonds général	
Rapport de l'excédent des dépenses, des investissements et des autres coûts du fonds général sur les crédits autorisés	3
Sommaire des crédits	
État de l'emploi des crédits	7
Sommaire des revenus et des dépenses	
Revenus et dépenses des portefeuilles	15
Revenus des portefeuilles par catégories	16
Dépenses des portefeuilles par supercatégories	18
Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories	20
Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories	22
Revenus, crédits, dépenses, investissements et autres coûts par portefeuilles	
Assemblée nationale	25
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	35
Affaires municipales et Habitation	45
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	59
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	69
Conseil exécutif	85
Culture et Communications	99
Cybersécurité et Numérique	111
Économie, Innovation et Énergie	123
Éducation	137
Emploi et Solidarité sociale	151
Enseignement supérieur	163
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	177
Famille	189

Finances.....	203
Immigration, Francisation et Intégration	217
Justice	227
Langue française.....	241
Relations internationales et Francophonie	249
Ressources naturelles et Forêts	261
Santé et Services sociaux.....	273
Sécurité publique	289
Tourisme	303
Transports et Mobilité durable	315
Travail.....	327

Comptes à fin déterminée

Revenus et dépenses des comptes à fin déterminée	339
--	-----

Partie B : Fonds spéciaux

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	345
---	-----

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements des fonds spéciaux par portefeuilles

Affaires municipales et Habitation	
Fonds régions et ruralité	351
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	352
Culture et Communications	
Fonds Avenir Mécénat Culture	353
Fonds du patrimoine culturel québécois	354
Cybersécurité et Numérique	
Fonds de la cybersécurité et du numérique.....	355
Économie, Innovation et Énergie	
Capital ressources naturelles et énergie	356
Fonds des ressources naturelles	357
Fonds du développement économique.....	358
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	359

Éducation	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	360
Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	362
Fonds de développement du marché du travail	363
Fonds des biens et des services	364
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	365
Fonds québécois d'initiatives sociales	366
Enseignement supérieur	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	367
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	
Fonds bleu	368
Fonds d'électrification et de changements climatiques	369
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	371
Fonds des ressources naturelles	372
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	373
Finances	
Fonds de financement	374
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	375
Fonds de lutte contre les dépendances	376
Fonds des générations	377
Fonds du centre financier de Montréal	378
Fonds du Plan Nord	379
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	380
Fonds relatif à l'administration fiscale	381
Justice	
Fonds Accès Justice	382
Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	383
Fonds des registres du ministère de la Justice	384
Fonds du Tribunal administratif du Québec	385
Ressources naturelles et Forêts	
Fonds des ressources naturelles	386
Fonds d'information sur le territoire	388
Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	389

Sécurité publique	
Fonds des services de police.....	390
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique	391
Transports et Mobilité durable	
Fonds aérien	392
Fonds de gestion de l'équipement roulant.....	393
Fonds de la sécurité routière	394
Fonds des réseaux de transport terrestre.....	395
Travail	
Fonds du Tribunal administratif du travail.....	397
Descriptions des programmes	399
Glossaire	419

Avant-propos

Le volume 2 des comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Son objectif principal est de rendre compte de l'utilisation des crédits alloués aux ministères et organismes budgétaires, ainsi que des dépenses et des investissements des fonds spéciaux, en les comparant aux sommes approuvées par le Parlement et inscrites au budget de dépenses¹.

Ce volume se divise en deux parties.

- La partie A présente les revenus des ministères et organismes budgétaires, leurs crédits autorisés, les dépenses, les investissements et les autres coûts imputés à ces crédits ainsi que les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent.
- La partie B présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Le fonds général et les fonds spéciaux rendent compte de leurs opérations financières selon les méthodes comptables adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement que présente le volume 1 et dans la Directive sur les conventions comptables du gouvernement adoptée par le Conseil du trésor.

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé et de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec, soit :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et organismes budgétaires.

La partie A rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. Ces revenus sont administrés par l'Agence du revenu du Québec et présentés dans le portefeuille Finances, puisque le ministre des Finances exerce les fonctions de ministre du Revenu.

Pour les besoins de la présente partie :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);

¹ Les données financières comparatives correspondent à celles publiées dans le volume 2 des *Comptes publics 2024-2025*, sauf indication contraire.

Avant-propos (suite)

- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3). Ces crédits constituent des transferts financés par le régime fiscal, soit des avantages financiers accordés aux contribuables autres que la réduction de l'impôt ou des taxes qu'ils auraient dû autrement verser au gouvernement;
- les restructurations entre deux entités du fonds général ayant eu lieu au cours de l'année financière ne sont pas reflétées, afin de respecter la structure budgétaire en vigueur au moment de l'autorisation des crédits par le Parlement. Les incidences de ces restructurations sont comptabilisées au solde d'ouverture du déficit cumulé dans l'année financière où la structure budgétaire est modifiée.

La partie A présente :

- le rapport de l'excédent des dépenses, des investissements et des autres coûts du fonds général sur les crédits autorisés;
- le sommaire des crédits;
- le sommaire des revenus et des dépenses¹;
- le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses, des investissements et des autres coûts par portefeuilles¹, c'est-à-dire plus précisément :
 - les revenus, présentés par catégories,
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes,
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories,
 - l'évolution des crédits initiaux, présentée par programmes,
 - les dépenses de transfert, présentées par programmes, ainsi qu'une ventilation par bénéficiaires et par catégories de dépenses,
 - les dépenses d'affectation à un fonds spécial, présentées par catégories de dépenses;
- les revenus et les dépenses des comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale ainsi que par les ministères et organismes budgétaires.

¹ Les revenus et les dépenses excluent les opérations liées aux comptes à fin déterminée, ces dernières étant présentées distinctement.

Avant-propos (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux par portefeuilles. Elle présente :

- le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement;
- le détail des revenus, des dépenses, des excédents à approuver, des surplus (déficits) cumulés liés aux activités au début et à la fin, des investissements ainsi que du budget des fonds spéciaux.

Approbations

Lorsque les dépenses et les investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux sont supérieurs aux sommes approuvées par le Parlement en vertu des lois sur les crédits ou de lois particulières, ils occasionnent un excédent qui doit être imputé sur les crédits alloués pour l'année financière suivante (pour le fonds général) ou faire l'objet d'une approbation (pour les fonds spéciaux). Toutefois, certaines dépenses et certains investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux ne sont pas soumis à l'approbation du Parlement.

Dépenses et investissements ne nécessitant pas de crédits – Fonds général

Les principales dépenses et investissements ne nécessitant pas de crédits sont :

- les dépenses d'amortissement des immobilisations;
- les dépenses liées à la consommation de stocks et de frais payés d'avance;
- les dépenses liées aux opérations de restructuration;
- les dépenses négatives¹ dans le service de la dette du portefeuille Finances lorsque les revenus de placement des fonds destinés à pourvoir au paiement des prestations des avantages sociaux futurs dépassent les dépenses d'intérêts relatives aux obligations découlant de ces prestations;
- les dépenses et les acquisitions d'immobilisations négatives¹ découlant de la révision à la baisse des crédettes, frais à payer et autres provisions prises dans une année précédente.

¹ Afin de ne pas créer de disponibilité budgétaire, ces dépenses et ces acquisitions d'immobilisations sont présentées dans celles ne nécessitant pas de crédits.

Avant-propos (suite)

Dépenses et investissements ne nécessitant pas d'approbation – Fonds spéciaux

Les dépenses et investissements suivants ne nécessitent pas d'approbation annuelle :

- les dépenses liées aux quotes-parts des participations dans des partenariats du fonds Capital ressources naturelles et énergie et du Fonds du développement économique;
- les investissements du Fonds des générations (article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations [RLRQ, chapitre R-2.2.0.1]) et ceux réalisés conformément à l'article 15 de la Loi sur l'administration financière;
- le service de la dette et les investissements du Fonds de financement visés par l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances [RLRQ, chapitre M-24.01];
- les dépenses financées par la contribution des automobilistes au transport en commun du Fonds des réseaux de transport terrestre (article 88.5 de la Loi sur les transports [RLRQ, chapitre T-12]);
- les dépenses et les acquisitions d'immobilisations négatives¹ découlant de la révision à la baisse des créiteurs et frais à payer prises dans une année précédente.

Modification comptable – Paiements de transfert

Le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert au cours de l'année financière terminée le 31 mars 2021. Depuis cette date, les dépenses de transfert relativement aux infrastructures publiques sont comptabilisées au rythme des travaux admissibles réalisés par les bénéficiaires de ces transferts. Les infrastructures subventionnées ont fait l'objet de l'inscription d'une provision au Fonds de suppléance. L'intégration de cette modification comptable au processus d'autorisation parlementaire habituel a débuté en 2022-2023 et s'est terminée en 2025-2026. Ces dépenses de transfert sont présentées dans les programmes concernés des ministères.

Par ailleurs, les révisions de dépenses et d'investissements encourues au plus tard le 31 mars 2022 sont déjà approuvées en vertu des articles 141 et 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} avril 2022, le gouvernement a appliqué la norme comptable du chapitre SP 3280, OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS, du *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément à cette norme, un passif doit désormais être comptabilisé dès que le gouvernement acquiert ou construit une immobilisation pour laquelle il a une obligation juridique d'engager des coûts afin de la mettre hors service de façon permanente. Au moment de la comptabilisation initiale du passif, un actif équivalent est comptabilisé. Cet actif est ensuite amorti sur la durée de vie utile de l'immobilisation concernée par l'obligation de mise hors service. Auparavant, ces coûts étaient constatés dans l'exercice au cours duquel ces immobilisations étaient mises hors service.

¹ Afin de ne pas créer de disponibilité budgétaire, ces dépenses et ces acquisitions d'immobilisations sont présentées dans celles ne nécessitant pas d'approbation.

Avant-propos (suite)

Pour 2025-2026, les dépenses et les investissements des ministères et organismes budgétaires liés à la mise hors service d'immobilisations ayant pris naissance avant le 1^{er} avril 2022 sont couverts par des crédits permanents octroyés en vertu des dispositions de la Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Les approbations nécessaires pour l'excédent des dépenses et des investissements résultant de révisions des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ayant pris naissance avant le 1^{er} avril 2022 ainsi que pour les dépenses de désactualisation et d'indexation ont été octroyées en vertu des dispositions de cette même loi.

Arrondissement

Les montants présentés dans ce volume ont été arrondis au millier de dollars près. Par conséquent, la somme de ces montants peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

Les données financières de 2025-2026 sont présentées selon la structure des portefeuilles établie dans le *Budget de dépenses 2025-2026*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et des fonds spéciaux découlant du remaniement ministériel de septembre 2025 ne sont pas reflétés dans chacun des portefeuilles¹.

Fonds général

Portefeuilles selon le <i>Budget de dépenses 2025-2026</i>	Transferts de responsabilités non reflétés dans le présent volume
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ²	Transfert de la responsabilité relative à la région de la Capitale-Nationale et à la Commission de la capitale nationale du Québec au portefeuille Affaires municipales et Habitation ³
Conseil exécutif	Transfert de la responsabilité relative à la lutte contre le racisme au portefeuille Relations internationales et Francophonie
Culture et Communications	Transfert de la responsabilité relative à la jeunesse au portefeuille Économie, Innovation et Énergie
Finances	Transfert de la responsabilité relative aux relations avec les Québécois d'expression anglaise au portefeuille Relations internationales et Francophonie
Relations internationales et Francophonie	Transfert de la responsabilité relative à la condition féminine et au Conseil du statut de la femme au portefeuille Santé et Services sociaux

¹ Les transferts de responsabilités découlant du remaniement ministériel de septembre 2025 sont reflétés dans les dépenses de portefeuilles des états financiers consolidés du gouvernement du Québec (volume 1 des comptes publics), conformément aux normes comptables pour le secteur public.

² Ce portefeuille a été renommé Conseil du trésor, Administration gouvernementale et Efficacité de l'État.

³ La responsabilité relative à la région de la Capitale-Nationale et à la Commission de la capitale nationale du Québec ainsi que le Fonds de la région de la Capitale-Nationale ont été transférés au portefeuille Ressources naturelles et Forêts en septembre 2025, puis au portefeuille Affaires municipales et Habitation en décembre 2025.

Structure des portefeuilles (suite)

Rapprochement des dépenses du fonds général par portefeuilles

Année financière terminée le 31 mars 2026

(en milliers de dollars)

	Dépenses avant transferts de responsabilités (volume 2)	Incidences des transferts de responsabilités	Dépenses après transferts de responsabilités
Assemblée nationale	196 224		196 224
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	164 979		164 979
Affaires municipales et Habitation	4 918 982	76 543	4 995 524
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 273 296		1 273 296
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ⁽¹⁾	2 098 354	(76 543)	2 021 811
Conseil exécutif	615 651	(271)	615 381
Culture et Communications	1 480 450	(68 408)	1 412 043
Cybersécurité et Numérique	291 026		291 026
Économie, Innovation et Énergie	2 079 613	68 408	2 148 021
Éducation	22 938 458		22 938 458
Emploi et Solidarité sociale	5 429 538		5 429 538
Enseignement supérieur	9 947 901		9 947 901
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	568 508		568 508
Famille	4 739 758		4 739 758
Finances	7 316 286	(15 859)	7 300 427
Immigration, Francisation et Intégration	585 531		585 531
Justice	2 337 584		2 337 584
Langue française	82 187		82 187
Relations internationales et Francophonie	177 409	(16 752)	160 657
Ressources naturelles et Forêts	692 106		692 106
Santé et Services sociaux	61 477 052	32 882	61 509 934
Sécurité publique	2 807 297		2 807 297
Tourisme	461 367		461 367
Transports et Mobilité durable	5 011 803		5 011 803
Travail	40 327		40 327
	137 731 687	—	137 731 687

(1) Ce portefeuille a été renommé Conseil du trésor, Administration gouvernementale et Efficacité de l'État.

Structure des portefeuilles (suite)

Fonds spéciaux

Portefeuille selon le <i>Budget de dépenses 2025-2026</i>	Transfert de responsabilité non reflété dans le présent volume
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ¹	Transfert du Fonds de la région de la Capitale-Nationale au portefeuille Affaires municipales et Habitation

Rapprochement des dépenses des fonds spéciaux par portefeuilles

Année financière terminée le 31 mars 2026

(en milliers de dollars)

	Dépenses avant transfert de responsabilité (volume 2)	Incidences du transfert de responsabilité	Dépenses après transfert de responsabilité
Affaires municipales et Habitation	221 918	25 000	246 918
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ⁽¹⁾	25 000	(25 000)	—
Culture et Communications	31 207		31 207
Cybersécurité et Numérique	696 534		696 534
Économie, Innovation et Énergie	1 400 862		1 400 862
Éducation	171 185		171 185
Emploi et Solidarité sociale	1 472 910		1 472 910
Enseignement supérieur	25 000		25 000
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	1 582 405		1 582 405
Famille	4 367 864		4 367 864
Finances	4 779 236		4 779 236
Justice	203 434		203 434
Ressources naturelles et Forêts	883 549		883 549
Santé et Services sociaux	116 302		116 302
Sécurité publique	910 341		910 341
Tourisme	352 417		352 417
Transports et Mobilité durable	8 777 941		8 777 941
Travail	102 254		102 254
	26 120 359	—	26 120 359

(1) Ce portefeuille a été renommé Conseil du trésor, Administration gouvernementale et Efficacité de l'État.

¹ Ce portefeuille a été renommé Conseil du trésor, Administration gouvernementale et Efficacité de l'État.

FONDS GÉNÉRAL

Rapport de l'excédent des dépenses, des investissements et des autres coûts du fonds général sur les crédits autorisés

Année financière terminée le 31 mars 2026

Par l'adoption de crédits annuels et de crédits permanents, le Parlement autorise le gouvernement à effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits annuels, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses, des investissements et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits annuels à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses, des investissements et des autres coûts sur les crédits alloués doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2026 démontre qu'aucun excédent des dépenses, des investissements et des autres coûts sur les crédits de cette année financière n'a été constaté. Les crédits étaient suffisants pour l'inscription des dépenses, des investissements et des autres coûts réalisés.

Au nom du gouvernement du Québec,

La sous-ministre des Finances,

La sous-ministre adjointe et
contrôleuse des finances,

Original signé

Original signé

Christyne Tremblay

Lucie Pageau, CPA

Québec, le 17 juillet 2026

SOMMAIRE DES CRÉDITS

État de l'emploi des crédits

Année financière terminée le 31 mars 2026

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés (tableau 1)	Moins : Crédits utilisés (tableau 2)	Moins : Autres décisions liées à l'engagement des crédits			Excédents
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	211 520	211 520				
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	180 335	168 261			12 074	
Affaires municipales et Habitation	4 930 086	4 930 086				
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 295 343	1 279 484	4 743		11 115	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	6 458 239	2 097 432			4 360 807	
Conseil exécutif	618 635	617 909			726	
Culture et Communications	1 486 923	1 486 923				
Cybersécurité et Numérique	327 215	296 117	31 097			
Économie, Innovation et Énergie	2 137 116	2 129 984	181		6 951	
Éducation	22 988 887	22 988 875			12	
Emploi et Solidarité sociale	5 429 816	5 429 816				
Enseignement supérieur	10 094 896	10 094 763			133	
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	587 451	578 361			9 090	
Famille	4 759 500	4 759 500				
Finances	7 707 209	7 704 260	2 947		2	
Immigration, Francisation et Intégration	612 601	588 978	10 743		12 880	
Justice	2 347 566	2 347 563			3	
Langue française	83 510	83 510				
Relations internationales et Francophonie	180 540	180 534			6	
Ressources naturelles et Forêts	692 453	692 453				
Santé et Services sociaux	61 758 838	61 721 325			37 513	
Sécurité publique	2 819 917	2 819 917				
Tourisme	461 367	461 367				
Transports et Mobilité durable	5 278 908	5 278 908				
Travail	51 570	40 986	4 133		6 451	
	143 500 441	138 988 835	53 843	-	4 457 762	-
Annuels	112 682 269	108 170 664	53 843		4 457 762	
Permanents	30 818 171	30 818 171				
	143 500 441	138 988 835	53 843	-	4 457 762	-
Dépenses	138 867 912	138 355 760	50 243		461 909	
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	4 095 308	125 821			3 969 487	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	407 942	384 291	3 600		20 051	
Immobilisations en ressources informationnelles	129 279	122 964			6 315	
	143 500 441	138 988 835	53 843	-	4 457 762	-

Tableau 1 : Crédits autorisés

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux (tableau 1.1)	Crédits complémentaires (tableau 1.2)	Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Total
Assemblée nationale	209 685	5 842		(4 007)	211 520
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	176 349	72	8 264	(4 350)	180 335
Affaires municipales et Habitation	3 683 093	6 227	1 185 520	55 246	4 930 086
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 280 596	13 642		1 105	1 295 343
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	22 231 337		(15 276 692)	(496 406)	6 458 239
Conseil exécutif	571 699		46 616	319	618 635
Culture et Communications	823 874		647 802	15 246	1 486 923
Cybersécurité et Numérique	253 919		73 296		327 215
Économie, Innovation et Énergie	1 502 561		635 971	(1 415)	2 137 116
Éducation	19 829 662		3 341 287	(182 062)	22 988 887
Emploi et Solidarité sociale	5 205 475	7 250	140 500	76 592	5 429 816
Enseignement supérieur	9 051 833		1 022 295	20 768	10 094 896
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	571 026	16 615	(162)	(29)	587 451
Famille	4 083 342	30 026	646 052	81	4 759 500
Finances	7 060 327		(48 877)	695 758	7 707 209
Immigration, Francisation et Intégration	811 149	14 035	(212 583)		612 601
Justice	1 888 910	8 008	567 150	(116 502)	2 347 566
Langue française	81 464		2 047		83 510
Relations internationales et Francophonie	176 260		4 035	246	180 540
Ressources naturelles et Forêts	498 509		189 881	4 063	692 453
Santé et Services sociaux	57 033 171		4 236 677	488 990	61 758 838
Sécurité publique	2 196 911	4 516	584 612	33 878	2 819 917
Tourisme	123 862		326 216	11 289	461 367
Transports et Mobilité durable	3 406 854	3 311	1 868 728	16	5 278 908
Travail	40 205		11 366	(1)	51 570
	142 792 072	109 545	-	598 824	143 500 441
Annuels	112 611 545	70 724			112 682 269
Permanents	30 180 526	38 821		598 824	30 818 171
	142 792 072	109 545	-	598 824	143 500 441
Dépenses	137 895 060	103 703	267 626	601 523	138 867 912
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4 148 922		(53 525)	(89)	4 095 308
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	592 663	6 211	(188 966)	(1 966)	407 942
Immobilisations en ressources informationnelles	155 427	(369)	(25 136)	(643)	129 279
	142 792 072	109 545	-	598 824	143 500 441

Tableau 1.1 : Crédits initiaux

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Annuels	Permanents	Votés au cours d'années antérieures		Total
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Assemblée nationale		209 685			209 685
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	91 408	84 941			176 349
Affaires municipales et Habitation	3 683 074	19			3 683 093
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 280 587	10			1 280 596
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 142 788	1 088 548			22 231 337
Conseil exécutif	568 710	2 989			571 699
Culture et Communications	823 864	10			823 874
Cybersécurité et Numérique	253 909	10			253 919
Économie, Innovation et Énergie	1 501 042	1 519			1 502 561
Éducation	18 230 677	1 598 985			19 829 662
Emploi et Solidarité sociale	5 199 955	5 519			5 205 475
Enseignement supérieur	8 778 133	273 700			9 051 833
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	570 917	110			571 026
Famille	4 083 132	210			4 083 342
Finances	198 325	6 862 002			7 060 327
Immigration, Francisation et Intégration	811 149				811 149
Justice	1 066 183	822 727			1 888 910
Langue française	81 464				81 464
Relations internationales et Francophonie	176 150	110			176 260
Ressources naturelles et Forêts	498 480	30			498 509
Santé et Services sociaux	37 851 536	19 181 636			57 033 171
Sécurité publique	2 149 196	47 714			2 196 911
Tourisme	123 853	10			123 862
Transports et Mobilité durable	3 406 819	35			3 406 854
Travail	40 195	10			40 205
	112 611 545 ⁽¹⁾	30 180 526	-	-	142 792 072
Dépenses	107 740 769	30 154 291			137 895 060
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4 148 812	110			4 148 922
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	581 302	11 361			592 663
Immobilisations en ressources informationnelles	140 663	14 765			155 427
	112 611 545	30 180 526	-	-	142 792 072

(1) Les crédits annuels ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

Loi n° 1 sur les crédits, 2025-2026 (L.Q. 2025, c. 6)

Loi n° 2 sur les crédits, 2025-2026 (L.Q. 2025, c.11)

En milliers de dollars

32 193 495

80 418 050

112 611 545

Tableau 1.2 : Crédits complémentaires

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions	Total
Assemblée nationale			5 842	5 842
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			72	72
Affaires municipales et Habitation	6 227			6 227
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 642			13 642
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Conseil exécutif				
Culture et Communications				
Cybersécurité et Numérique				
Économie, Innovation et Énergie				
Éducation				
Emploi et Solidarité sociale	7 250			7 250
Enseignement supérieur				
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	16 615			16 615
Famille			30 026	30 026
Finances				
Immigration, Francisation et Intégration	14 035			14 035
Justice	8 008			8 008
Langue française				
Relations internationales et Francophonie				
Ressources naturelles et Forêts				
Santé et Services sociaux				
Sécurité publique	1 636		2 881	4 516
Tourisme				
Transports et Mobilité durable	3 311			3 311
Travail				
	70 724	-	38 821	109 545
Annuels	70 724			70 724
Permanents			38 821	38 821
	70 724	-	38 821	109 545
Dépenses	70 724		32 979	103 703
Investissements :				
Prêts, placements, avances et autres coûts				
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			6 211	6 211
Immobilisations en ressources informationnelles			(369)	(369)
	70 724	-	38 821	109 545

Tableau 2 : Crédits utilisés

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Dépenses	Investissements			Total
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	
Assemblée nationale	187 786	22	15 530	8 182	211 520
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	160 601		250	7 410	168 261
Affaires municipales et Habitation	4 927 828		448	1 810	4 930 086
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 263 711		10 483	5 290	1 279 484
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 095 906		422	1 104	2 097 432
Conseil exécutif	615 502		438	1 970	617 909
Culture et Communications	1 482 743		58	4 122	1 486 923
Cybersécurité et Numérique	295 582	1		534	296 117
Économie, Innovation et Énergie	2 127 163	1 609	449	762	2 129 984
Éducation	22 980 261	2	4 065	4 547	22 988 875
Emploi et Solidarité sociale	5 429 816				5 429 816
Enseignement supérieur	9 970 563	121 062		3 138	10 094 763
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	537 645	21	36 068	4 627	578 361
Famille	4 743 354		102	16 044	4 759 500
Finances	7 701 627		13	2 620	7 704 260
Immigration, Francisation et Intégration	578 343			10 635	588 978
Justice	2 326 384	1	706	20 471	2 347 563
Langue française	81 745		2	1 763	83 510
Relations internationales et Francophonie	173 381	701	5 627	825	180 534
Ressources naturelles et Forêts	681 591		8 274	2 588	692 453
Santé et Services sociaux	61 720 704		82	538	61 721 325
Sécurité publique	2 779 751		22 029	18 137	2 819 917
Tourisme	461 367				461 367
Transports et Mobilité durable	4 991 895	2 401	279 245	5 368	5 278 908
Travail	40 509			478	40 986
	138 355 760	125 821	384 291	122 964	138 988 835
Annuels	107 566 967	125 799	368 716	109 182	108 170 664
Permanents	30 788 792	22	15 575	13 782	30 818 171
	138 355 760	125 821	384 291	122 964	138 988 835

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Revenus et dépenses des portefeuilles

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Revenus	Dépenses
Assemblée nationale	21	196 224
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	565	164 979
Affaires municipales et Habitation	51 474	4 918 982
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	33 141	1 273 296
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	252	2 098 354
Conseil exécutif	236	615 651
Culture et Communications	8 207	1 480 450
Cybersécurité et Numérique	2 039	291 026
Économie, Innovation et Énergie	47 090	2 079 613
Éducation	208 883	22 938 458
Emploi et Solidarité sociale	967 648	5 429 538
Enseignement supérieur	50 785	9 947 901
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	158 263	568 508
Famille	31 845	4 739 758
Finances	41 060 296	7 316 286
Revenus confiés au ministre du Revenu ⁽¹⁾	80 010 675	
Immigration, Francisation et Intégration	913 766	585 531
Justice	288 690	2 337 584
Langue française	984	82 187
Relations internationales et Francophonie	455	177 409
Ressources naturelles et Forêts	30 138	692 106
Santé et Services sociaux	933 798	61 477 052
Sécurité publique	59 668	2 807 297
Tourisme		461 367
Transports et Mobilité durable	74 985	5 011 803
Travail	7	40 327
	124 933 911	137 731 687
Dépenses – Crédits annuels		107 566 967
Dépenses – Crédits permanents		30 788 792
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(624 072)
		137 731 687

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions de ministre du Revenu.

Revenus des portefeuilles par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits, permis et redevances
Assemblée nationale			
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
Affaires municipales et Habitation			8 827
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			18 771
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
Conseil exécutif			
Culture et Communications			753
Cybersécurité et Numérique			
Économie, Innovation et Énergie			165
Éducation			21
Emploi et Solidarité sociale			42 354
Enseignement supérieur			16
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs			43 786
Famille			30 413
Finances	11 445 682	45 224	6
Revenus confiés au ministre du Revenu ⁽¹⁾	48 002 315	29 480 071	1 178 797
Immigration, Francisation et Intégration			40 200
Justice			7 312
Langue française			
Relations internationales et Francophonie			
Ressources naturelles et Forêts			26 189
Santé et Services sociaux			11
Sécurité publique			26 570
Tourisme			
Transports et Mobilité durable			64 484
Travail			
	59 447 997	29 525 295	1 488 674

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions de ministre du Revenu.

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement fédéral	2026	2025
21		21		21	886
565		565		565	727
42 647		51 474		51 474	30 800
14 371		33 141		33 141	27 931
252		252		252	1 878
236		236		236	2 607
7 454		8 207		8 207	3 283
2 039		2 039		2 039	37
46 925		47 090		47 090	10 909
13 932		13 952	194 931	208 883	329 550
180 526		222 880	744 768	967 648	952 947
50 769		50 785		50 785	60 606
74 477		118 263	40 000	158 263	75 695
1 433		31 845		31 845	29 776
534 115	4 203 292	16 228 319	24 831 977	41 060 296	42 454 456
1 349 492		80 010 675		80 010 675	74 528 908
6 231		46 431	867 335	913 766	1 644 787
232 174		239 486	49 203	288 690	268 315
984		984		984	627
455		455		455	1 312
3 950		30 138		30 138	18 399
771 496		771 506	162 291	933 798	950 320
12 999		39 568	20 100	59 668	81 300
10 501		74 985		74 985	64 208
7		7		7	138
3 358 048	4 203 292	98 023 305	26 910 606	124 933 911	121 540 402

Dépenses des portefeuilles par supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes
Assemblée nationale	146 722	49 477	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	115 712	34 940	
Affaires municipales et Habitation	98 443	28 773	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	152 846	79 827	2 354
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 691 273	178 172	
Conseil exécutif	152 283	22 512	(114)
Culture et Communications	47 353	31 204	
Cybersécurité et Numérique	54 637	34 782	
Économie, Innovation et Énergie	67 237	28 037	106 828
Éducation	141 351	235 291	
Emploi et Solidarité sociale	202 469	67 304	82 047
Enseignement supérieur	63 668	71 261	65 593
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	267 987	149 811	73
Famille	147 268	113 316	198
Finances	66 311	44 833	
Immigration, Francisation et Intégration	223 696	127 311	
Justice	685 793	859 771	10 756
Langue française	50 194	16 039	
Relations internationales et Francophonie	97 909	29 437	
Ressources naturelles et Forêts	103 721	50 309	(592)
Santé et Services sociaux	119 794	124 621	
Sécurité publique	1 168 433	878 567	105
Tourisme			
Transports et Mobilité durable	160 069	595 120	41
Travail	10 910	8 621	
	6 036 077	3 859 334	267 290
Dépenses – Crédits annuels	5 112 408	3 480 654	164 190
Dépenses – Crédits permanents	926 273	175 109	146 980
Dépenses ne nécessitant pas de crédits	(2 603)	203 570	(43 880)
	6 036 077	3 859 334	267 290

Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette	2026	2025
26			196 224	190 045
14 327			164 979	150 390
4 523 598	268 168		4 918 982	3 949 311
1 038 268			1 273 296	1 286 593
190 604	38 305		2 098 354	2 288 079
440 970			615 651	715 513
1 372 189	26 334	3 370	1 480 450	1 319 326
43 870	157 737		291 026	205 571
927 398	950 113		2 079 613	2 362 133
22 476 425	85 392		22 938 458	23 517 059
3 745 248	1 332 469		5 429 538	5 421 055
9 722 380	25 000		9 947 901	10 373 025
111 815	38 822		568 508	561 257
112 169	4 366 808		4 739 758	4 212 770
47 121	300	7 157 721	7 316 286	7 145 226
234 525			585 531	632 288
735 094	46 170		2 337 584	2 167 426
15 953			82 187	78 350
46 815	3 248		177 409	179 996
71 516	467 152		692 106	723 345
61 232 638			61 477 052	60 751 814
307 456	452 736		2 807 297	2 539 972
352 503	108 864		461 367	532 131
594 818	3 661 755		5 011 803	3 779 833
15 236	5 559		40 327	49 220
108 372 961	12 034 934	7 161 091	137 731 687	135 131 730
86 761 996	12 044 349	3 370	107 566 967	104 106 525
21 996 105	1 881	7 542 444	30 788 792	30 694 137
(385 140)	(11 296)	(384 724)	(624 072)	331 068
108 372 961	12 034 934	7 161 091	137 731 687	135 131 730

Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Bénéficiaires

	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	27 205 541	14 766 840
Institutions d'enseignement	19 884 757	2 982 250
Municipalités		
Organismes à but non lucratif		
Organismes et entreprises du gouvernement	847 545	847 655
Personnes	9 626 327	322 948
Bénéficiaires non ventilés ⁽¹⁾		
	57 564 170	18 919 693

Répartition :

Assemblée nationale		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
Affaires municipales et Habitation	30 440	79 713
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	92 245	27 001
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	26 179	125 123
Conseil exécutif		
Culture et Communications	92 157	201 793
Cybersécurité et Numérique		
Économie, Innovation et Énergie	7 751	2 623
Éducation	15 980 029	2 351 000
Emploi et Solidarité sociale	1 741	704
Enseignement supérieur	3 912 156	628 739
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs		
Famille		
Finances	18 239	7 437
Immigration, Francisation et Intégration		
Justice	106 875	21 416
Langue française		
Relations internationales et Francophonie		
Ressources naturelles et Forêts		3 160
Santé et Services sociaux	37 197 755	15 295 616
Sécurité publique		
Tourisme	16 928	26 190
Transports et Mobilité durable	78 708	149 179
Travail	2 968	
	57 564 170	18 919 693

(1) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

(2) Certaines données ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la présentation adoptée en 2025-2026.

Capital	Intérêts	Support	2026	2025 ⁽²⁾
125 840	1 179	1 293 038	1 420 056	1 937 642
3 800 646	369 555	600 426	46 743 007	44 040 889
3 648 425	559 599	3 945 176	31 020 208	32 002 585
1 075 364	137 729	2 868 254	4 081 348	3 641 643
990 661	30 826	3 162 388	4 183 875	3 561 130
681 251	27 587	89 582	2 493 621	2 957 618
2 701	10	8 478 859	18 430 846	18 042 821
				181 730
10 324 888	1 126 487	20 437 723	108 372 961	106 366 057
		26	26	31
		14 327	14 327	12 678
1 537 187	126 894	2 749 365	4 523 598	3 538 560
83 692	47	835 283	1 038 268	1 047 402
7 884	721	30 697	190 604	214 644
39 221	2 501	399 248	440 970	520 308
512 312	53 825	512 102	1 372 189	1 212 274
25 799		18 072	43 870	120
218 270	1 696	697 058	927 398	802 503
2 619 452	367 142	1 158 802	22 476 425	23 033 018
49		3 742 754	3 745 248	3 742 986
958 392	191 405	4 031 689	9 722 380	10 150 402
(256)	620	111 450	111 815	104 701
		112 169	112 169	100 756
		21 445	47 121	49 423
		234 525	234 525	282 116
5 186		601 617	735 094	730 396
		15 953	15 953	12 056
		46 815	46 815	49 244
67 326	381	648	71 516	53 365
3 816 273	369 555	4 553 440	61 232 638	59 331 738
8 333		299 123	307 456	428 152
303 727	5 658		352 503	343 026
122 040	6 042	238 849	594 818	579 496
		12 268	15 236	26 660
10 324 888	1 126 487	20 437 723	108 372 961	106 366 057

Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Rémunération</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Capital</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Support</u>	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Affaires municipales et Habitation					268 168	268 168	277 500
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		13 305			25 000	38 305	55 148
Culture et Communications			25 334		1 000	26 334	22 168
Cybersécurité et Numérique	37 078	120 659				157 737	136 761
Économie, Innovation et Énergie	2 599	731 048			216 466	950 113	959 876
Éducation			85 392			85 392	62 217
Emploi et Solidarité sociale	189 627	119 569	5 219	779	1 017 277	1 332 469	1 373 016
Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs					38 822	38 822	12 560
Famille			278 431	20 533	4 067 844	4 366 808	3 846 539
Finances					300	300	600
Justice	9 505	3 286	512		32 867	46 170	51 154
Relations internationales et Francophonie	122	7			3 120	3 248	3 248
Ressources naturelles et Forêts	80 163	259 549			127 440	467 152	447 635
Santé et Services sociaux							594 361
Sécurité publique	355 874	86 369	10 378	115		452 736	451 537
Tourisme	9 051	3 351	16 044	3 416	77 001	108 864	189 105
Transports et Mobilité durable	13 306	207 466	2 960 619	93 370	386 995	3 661 755	2 436 378
Travail	4 606	953				5 559	5 707
	701 930	1 545 562	3 381 930	118 213	6 287 300	12 034 934	10 950 510

**REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES,
INVESTISSEMENTS
ET AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES**

ASSEMBLÉE NATIONALE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	21	886
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	21	886
Transferts du gouvernement fédéral		
	21	886

ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Annuels					
Permanents	15 564	15 563			
Ne nécessitant pas de crédits		(1)			
	<u>15 564</u>	<u>15 563</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Annuels					
Permanents	100 603	76 890	23 714		
Ne nécessitant pas de crédits		8 771			
	<u>100 603</u>	<u>85 661</u>	<u>23 714</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires					
Annuels					
Permanents	95 353	95 333	20		
Ne nécessitant pas de crédits		(332)			
	<u>95 353</u>	<u>95 000</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>211 520</u>	<u>196 224</u>	<u>23 734</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels					
Permanents	211 520	187 786	23 734		
Ne nécessitant pas de crédits		8 438			
	<u>211 520</u>	<u>196 224</u>	<u>23 734</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	187 786	196 224			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	22		22		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	15 530		15 530		
Immobilisations en ressources informationnelles	8 182		8 182		
	<u>211 520</u>	<u>196 224</u>	<u>23 734</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note :

Les crédits de l'Assemblée nationale sont permanents. Par conséquent, les crédits autorisés présentés correspondent aux crédits utilisés et peuvent différer des crédits approuvés par le Bureau de l'Assemblée nationale en vertu de l'article 125 de la Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1). Cette présentation n'a toutefois pas pour effet de modifier les crédits approuvés par le Bureau de l'Assemblée nationale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires							
1. Secrétariat général et affaires juridiques							
Permanents (1)	4 159	3 759	400				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Affaires parlementaires							
Permanents (1)	11 405	9 030	2 375				
	15 564	12 788	2 775	-	-	-	-

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale

1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale							
Permanents (1)	25 562	21 261	3 776				
2. Affaires administratives							
Permanents (1)	75 041	37 343	14 511				
Ne nécessitant pas de crédits							
	100 603	58 603	18 287	-	-	-	-

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(1)
-	-	-	-	-	-	(1)
1	502	23				
	15 028	8 159				8 771
1	15 530	8 182	-	-	-	8 771

ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires							
1. Indemnités et allocations aux parlementaires							
Permanents (1)	16 767	1 902	14 845				
Permanents (2)	24 041	23 633	409				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés							
Permanents (1)	40 473	36 539	3 908		26		
3. Services de recherche des partis politiques							
Permanents (1)	3 093	2 659	434				
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale							
Permanents (2)	10 979	10 979					
	<u>95 353</u>	<u>75 712</u>	<u>19 595</u>	<u>-</u>	<u>26</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

Répartition :

Annuels							
Permanents	211 520	147 104	40 657		26		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>211 520</u>	<u>147 104</u>	<u>40 657</u>	<u>-</u>	<u>26</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	147 104	(382)	146 722
Fonctionnement	40 657	8 820	49 477
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	26		26
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>187 786</u>	<u>8 438</u>	<u>196 224</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
20						(332)
20	-	-	-	-	-	(332)
22	15 530	8 182				8 438
22	15 530	8 182	-	-	-	8 438

ASSEMBLÉE NATIONALE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
Annuels			
Permanents	15 499		
	15 499	-	-
Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
Annuels			
Permanents	96 594		
	96 594	-	-
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires			
Annuels			
Permanents	97 592		
	97 592	-	-
	209 685	-	-
Répartition :			
Annuels			
Permanents	209 685		
	209 685	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
		174		(110)	15 564
-	-	174	-	(110)	15 564
		6 555		(2 546)	100 603
-	-	6 555	-	(2 546)	100 603
		(888)		(1 351)	95 353
-	-	(888)	-	(1 351)	95 353
-	-	5 842	-	(4 007)	211 520
		5 842		(4 007)	211 520
-	-	5 842	-	(4 007)	211 520

ASSEMBLÉE NATIONALE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Ventilation par objets d'aide		
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires		
Autres		26
	<u>26</u>	<u>26</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	26	26
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>26</u>	<u>26</u>
Ventilation par bénéficiaires		
Organismes à but non lucratif		26
		<u>26</u>
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		26
		<u>26</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	565	727
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	565	727
Transferts du gouvernement fédéral		
	565	727

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen					
Annuels	30 679	28 006	329	2 344	
Permanents	595	595			
Ne nécessitant pas de crédits		300			
	<u>31 274</u>	<u>28 901</u>	<u>329</u>	<u>2 344</u>	-
Programme 2 – Le Vérificateur général					
Annuels	51 131	46 583	1 477	3 070	
Permanents		1 096			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>51 131</u>	<u>47 680</u>	<u>1 477</u>	<u>3 070</u>	-
Programme 3 – Administration du système électoral					
Annuels					
Permanents	77 551	71 918	5 632		
Ne nécessitant pas de crédits		2 573			
	<u>77 551</u>	<u>74 491</u>	<u>5 632</u>	-	-
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme					
Annuels	6 893	6 676	44	173	
Permanents		396			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 893</u>	<u>7 072</u>	<u>44</u>	<u>173</u>	-
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Annuels					
Permanents	2 517 ⁽¹⁾	2 505	13		
Ne nécessitant pas de crédits		12			
	<u>2 517</u>	<u>2 517</u>	<u>13</u>	-	-
Programme 6 – Le Commissaire à la langue française					
Annuels	2 778	2 359		419	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 778</u>	<u>2 359</u>	-	<u>419</u>	-

(1) Les crédits du Commissaire à l'éthique et à la déontologie sont permanents. Par conséquent, les crédits autorisés présentés correspondent aux crédits utilisés et peuvent différer des crédits approuvés par le Bureau de l'Assemblée nationale en vertu de l'article 74 du Code d'éthique et à la déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1). Cette présentation n'a toutefois pas pour effet de modifier les crédits approuvés par le Bureau de l'Assemblée nationale.

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 7 – Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants					
Annuels	8 192	1 959	166	6 067	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 192</u>	<u>1 959</u>	<u>166</u>	<u>6 067</u>	-
	<u>180 335</u>	<u>164 979</u>	<u>7 660</u>	<u>12 074</u>	-
Répartition :					
Annuels	99 672	85 583		12 074	
Permanents	80 663	75 018	5 645		
Ne nécessitant pas de crédits		4 378			
	<u>180 335</u>	<u>164 979</u>	<u>7 660</u>	<u>12 074</u>	-
Dépenses	170 706	164 979		10 105	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	926		250	676	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 703		7 410	1 292	
	<u>180 335</u>	<u>164 979</u>	<u>7 660</u>	<u>12 074</u>	-

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen							
1. Le Protecteur du citoyen	30 679	24 306	3 699				
Permanents (1)	595	595					
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>31 274</u>	<u>24 901</u>	<u>3 699</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).							
Programme 2 – Le Vérificateur général							
1. Le Vérificateur général	51 131	40 268	6 316				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>51 131</u>	<u>40 268</u>	<u>6 316</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Administration du système électoral							
1. Gestion interne et soutien							
Permanents (1)	46 917	35 898	10 776				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Commission de la représentation électorale							
Permanents (1)	61	7	55				
3. Activités électorales							
Permanents (1)	30 572	4 224	6 620		14 339		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>77 551</u>	<u>40 128</u>	<u>17 451</u>	<u>-</u>	<u>14 339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).							
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme							
1. Le Commissaire au lobbyisme	6 893	4 718	1 958				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>6 893</u>	<u>4 718</u>	<u>1 958</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	16	313			2 344	
						300
-	16	313	-	-	2 344	300
	16	1 461			3 070	1 096
-	16	1 461	-	-	3 070	1 096
	45	198				1 344
		5 389				1 228
-	45	5 587	-	-	-	2 573
	12	32			173	396
-	12	32	-	-	173	396

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie							
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie							
Permanents (1)	2 517	2 159	345				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>2 517</u>	<u>2 159</u>	<u>345</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).							
Programme 6 – Le Commissaire à la langue française							
1. Le Commissaire à la langue française	2 778	2 113	246				
	<u>2 778</u>	<u>2 113</u>	<u>246</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants							
1. Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants	8 192	1 424	534				
	<u>8 192</u>	<u>1 424</u>	<u>534</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	99 672	72 829	12 754				
Permanents	80 663	42 883	17 796		14 339		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>180 335</u>	<u>115 712</u>	<u>30 550</u>	<u>-</u>	<u>14 339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	115 712		115 712
Fonctionnement	30 550	4 390	34 940
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	14 339	(13)	14 327
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>160 601</u>	<u>4 378</u>	<u>164 979</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		13				12
-	-	13	-	-	-	12
					419	
-	-	-	-	-	419	-
	162	4			6 067	
-	162	4	-	-	6 067	-
	205 45	1 810 5 600			12 074	
						4 378
-	250	7 410	-	-	12 074	4 378

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen			
Annuels	30 679		
Permanents	576		
	31 255	-	-
Programme 2 – Le Vérificateur général			
Annuels	51 131		
Permanents			
	51 131	-	-
Programme 3 – Administration du système électoral			
Annuels			
Permanents	81 660		
	81 660	-	-
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme			
Annuels	6 893		
Permanents			
	6 893	-	-
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Annuels			
Permanents	2 705		
	2 705	-	-
Programme 6 – Le Commissaire à la langue française			
Annuels	2 706		
Permanents			
	2 706	-	-
Programme 7 – Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants			
Annuels			
Permanents			
	-	-	-
	176 349	-	-
Répartition :			
Annuels	91 408		
Permanents	84 941		
	176 349	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
					30 679
				19	595
-	-	-	-	19	31 274
					51 131
-	-	-	-	-	51 131
				(4 109)	77 551
-	-	-	-	(4 109)	77 551
					6 893
-	-	-	-	-	6 893
		72		(260)	2 517
-	-	72	-	(260)	2 517
			72		2 778
-	-	-	72	-	2 778
			8 192		8 192
-	-	-	8 192	-	8 192
-	-	72	8 264	(4 350)	180 335
			8 264		99 672
-	-	72		(4 350)	80 663
-	-	72	8 264	(4 350)	180 335

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Ventilation par objets d'aide		
Programme 3 – Administration du système électoral		
Financement des partis politiques		14 189
Remboursement des dépenses électorales		138
	<u>14 339</u>	<u>14 327</u>
Programme 7 – Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants		
Autres		
	<u>250</u>	<u>-</u>
	<u>14 589</u>	<u>14 327</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	14 589	14 339
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(13)
	<u>14 589</u>	<u>14 327</u>
Ventilation par bénéficiaires		
Organismes à but non lucratif		14 327
		<u>14 327</u>
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		14 327
		<u>14 327</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	8 827	8 082
Revenus divers	42 647	22 718
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	51 474	30 800
Transferts du gouvernement fédéral		
	51 474	30 800

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles					
Annuels	75 698	74 286	1 411		
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		2 429			
	<u>75 718</u>	<u>76 735</u>	<u>1 411</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales					
Annuels	827 554	827 552	2		
Permanents		(11 521)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>827 554</u>	<u>816 031</u>	<u>2</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Annuels	1 509 746	1 509 746			
Permanents		(74)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 509 746</u>	<u>1 509 673</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Développement des régions et des territoires					
Annuels	268 168	268 168			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>268 168</u>	<u>268 168</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine					
Annuels	138 225	138 225			
Permanents		(36)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>138 225</u>	<u>138 189</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Commission municipale du Québec					
Annuels	12 664	12 664			
Permanents		4			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 664</u>	<u>12 667</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Habitation					
Annuels	2 042 766	2 041 921	845		
Permanents	55 245	55 245			
Ne nécessitant pas de crédits		352			
	<u>2 098 011</u>	<u>2 097 518</u>	<u>845</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>4 930 086</u>	<u>4 918 982</u>	<u>2 258</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	4 874 821	4 872 563	2 258		
Permanents	55 265	55 265			
Ne nécessitant pas de crédits		(8 847)			
	4 930 086	4 918 982	2 258	-	-
Dépenses	4 927 828	4 918 982			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	448		448		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 810		1 810		
	4 930 086	4 918 982	2 258	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles							
1. Direction et administration	34 802	17 690	14 983		717		
Permanents (1)	20		20				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Politiques et programmes	40 895	40 000	895				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>75 718</u>	<u>57 691</u>	<u>15 898</u>	<u>-</u>	<u>717</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales							
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	773 027	157	45		772 823		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	54 527				54 527		
	<u>827 554</u>	<u>157</u>	<u>45</u>	<u>-</u>	<u>827 350</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités							
1. Compensations tenant lieu de taxes	667 043				667 043		
2. Partage de la croissance d'un point de la taxe de vente du Québec	686 000				686 000		
3. Autres mesures de soutien financier aux municipalités	156 703				156 703		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>1 509 746</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 509 746</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	236	1 176				2 431
						(2)
-	236	1 176	-	-	-	2 429
		2				(11 521)
-	-	2	-	-	-	(11 521)
						(74)
-	-	-	-	-	-	(74)

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 4 – Développement des régions et des territoires							
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	268 168					268 168	
	<u>268 168</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>268 168</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine							
1. Soutien à la région métropolitaine	138 225				138 225		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>138 225</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>138 225</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Commission municipale du Québec							
1. Commission municipale du Québec	12 664	10 855	1 809				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>12 664</u>	<u>10 855</u>	<u>1 809</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Habitation							
1. Société d'habitation du Québec	2 003 544				2 003 544		
Permanents (1)	55 245				55 245		
2. Tribunal administratif du logement	38 821	29 740	8 237				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Soutien à l'habitation	400				400		
	<u>2 098 011</u>	<u>29 740</u>	<u>8 237</u>	<u>-</u>	<u>2 059 190</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
						(36)
-	-	-	-	-	-	(36)
						4
-	-	-	-	-	-	4
	212	632				352
-	212	632	-	-	-	352

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	4 874 821	98 443	25 969		4 479 984	268 168	
Permanents	55 265		20		55 245		
Ne nécessitant pas de crédits							
	4 930 086	98 443	25 989	-	4 535 229	268 168	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	98 443		98 443
Fonctionnement	25 989	2 784	28 773
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	4 535 229	(11 631)	4 523 598
Affectation à un fonds spécial	268 168		268 168
Service de la dette			
	4 927 828	(8 847)	4 918 982

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	448	1 810				(8 847)
-	448	1 810	-	-	-	(8 847)

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles			
Annuels	88 299		
Permanents	19		
	<u>88 318</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales			
Annuels	142 245		
Permanents			
	<u>142 245</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Annuels	1 540 977		
Permanents			
	<u>1 540 977</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Développement des régions et des territoires			
Annuels	279 839		
Permanents			
	<u>279 839</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine			
Annuels	140 325		
Permanents			
	<u>140 325</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Commission municipale du Québec			
Annuels	14 325		
Permanents			
	<u>14 325</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Habitation			
Annuels	1 477 064		
Permanents			
	<u>1 477 064</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>3 683 093</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	3 683 074		
Permanents	19		
	<u>3 683 093</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(12 602)		75 698
				1	20
-	-	-	(12 602)	1	75 718
			685 309		827 554
-	-	-	685 309	-	827 554
			(31 231)		1 509 746
-	-	-	(31 231)	-	1 509 746
			(11 671)		268 168
-	-	-	(11 671)	-	268 168
			(2 100)		138 225
-	-	-	(2 100)	-	138 225
			(1 661)		12 664
-	-	-	(1 661)	-	12 664
6 227			559 475		2 042 766
				55 245	55 245
6 227	-	-	559 475	55 245	2 098 011
6 227	-	-	1 185 520	55 246	4 930 086
6 227			1 185 520		4 874 821
				55 246	55 265
6 227	-	-	1 185 520	55 246	4 930 086

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles		
Autres		717
	717	717
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales		
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		3 813
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau		19 552
Infrastructures municipales en milieu nordique		55 323
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales		7 377
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec		219 371
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec		9 340
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités		425 838
Programmes visant à atténuer l'impact des changements climatiques et des inondations		60 388
Autres		14 828
	827 350	815 829
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation		626 943
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales		40 100
Partage de la croissance d'un point de la taxe de vente du Québec		686 000
Soutien à la Ville de Rouyn-Noranda pour atténuer les impacts de l'activité industrielle lourde		2 790
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec		940
Soutien au milieu municipal en matière d'aménagement du territoire		10 640
Transferts inconditionnels aux municipalités		130 825
Autres		11 435
	1 509 746	1 509 673
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine		
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole		113 125
Fonds signature métropole		14 454
Autres		10 610
	138 225	138 189

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 7 – Habitation		
Aide à l'amélioration de l'habitat		95 553
Aide au logement social, communautaire et abordable		1 849 566
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		618
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec		110 153
Soutien à l'habitation		400
Autres		2 900
	2 059 190	2 059 190
	4 535 229	4 523 598
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	4 535 229	4 535 229
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(11 631)
	4 535 229	4 523 598
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		284 854
Institutions d'enseignement		841
Municipalités		2 925 327
Organismes à but non lucratif		854 264
Organismes et entreprises du gouvernement		110 153
Personnes		348 159
		4 523 598
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		30 440
Fonctionnement		79 713
Capital		1 537 187
Intérêts		126 894
Support		2 749 365
		4 523 598

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Support		268 168
	<u>268 168</u>	<u>268 168</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	268 168	268 168
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>268 168</u>	<u>268 168</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	18 771	18 641
Revenus divers	14 371	9 290
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	33 141	27 931
Transferts du gouvernement fédéral		
	33 141	27 931

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments					
Annuels	767 969	738 588	15 733	13 648	
Permanents	1 114	1 114			
Ne nécessitant pas de crédits		9 224	(18)		
	<u>769 084</u>	<u>748 927</u>	<u>15 715</u>	<u>13 648</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Organismes d'État					
Annuels	526 259	524 009	40	2 210	
Permanents		360			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>526 259</u>	<u>524 368</u>	<u>40</u>	<u>2 210</u>	<u>-</u>
	<u>1 295 343</u>	<u>1 273 296</u>	<u>15 754</u>	<u>15 859</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	1 294 228	1 262 597	15 773	15 859	
Permanents	1 114	1 114			
Ne nécessitant pas de crédits		9 584	(18)		
	<u>1 295 343</u>	<u>1 273 296</u>	<u>15 754</u>	<u>15 859</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 268 455	1 273 296		4 743	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	21 598		10 464	11 115	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 290		5 290		
	<u>1 295 343</u>	<u>1 273 296</u>	<u>15 754</u>	<u>15 859</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments							
1. Direction et administration	109 020	40 630	41 884				
Permanents (1)	19		19				
Permanents (2)	1 096			1 096			
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Développement durable, territorial et sectoriel	172 702	37 570	3 120		131 151		
3. Transformation, marchés, main d'œuvre et politiques intergouvernementales	28 618	6 018	972		21 522		
4. Pêches et aquaculture commerciales	20 401	4 088	226	1 259	14 751		
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	276 325	2 434	289		273 557		
6. Salubrité alimentaire, inspection et santé animale	79 530	40 470	20 354		17 012		
Ne nécessitant pas de crédits							
7. Recherche, programmes et partenariats	81 374	5 746	67		75 472		
	769 084	136 954	66 930	2 354	533 464	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	9 210	5 261	920		11 115	
						9 308
	156		704			
			107			
			77			
			45			
	1 104		591			(102)
	1		88			
-	10 472	5 261	2 533	-	11 115	9 206

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 2 – Organismes d'État							
1. La Financière agricole du Québec	459 139				458 172		
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	13 856	11 231	2 309				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	5 941	4 661	1 004				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Institut de technologie agroalimentaire du Québec	47 322				46 632		
	<u>526 259</u>	<u>15 891</u>	<u>3 313</u>	<u>-</u>	<u>504 804</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	1 294 228	152 846	70 224	1 259	1 038 268		
Permanents	1 114		19	1 096			
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>1 295 343</u>	<u>152 846</u>	<u>70 243</u>	<u>2 354</u>	<u>1 038 268</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	152 846		152 846
Fonctionnement	70 243	9 584	79 827
Créances douteuses, autres provisions et pertes	2 354		2 354
Transfert	1 038 268		1 038 268
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>1 263 711</u>	<u>9 584</u>	<u>1 273 296</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
			967			
	11	29	276			358
			276			2
			691			
-	11	29	2 210	-	-	360
	10 483	5 290	4 743		11 115	9 566
-	10 483	5 290	4 743	-	11 115	9 566

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments			
Annuels	767 692		
Permanents	10		
	<u>767 702</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Organismes d'État			
Annuels	512 895		
Permanents			
	<u>512 895</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>1 280 596</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	1 280 587		
Permanents	10		
	<u>1 280 596</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
12 448			(12 171)		767 969
				1 105	1 114
12 448	-	-	(12 171)	1 105	769 084
1 193			12 171		526 259
1 193	-	-	12 171	-	526 259
13 642	-	-	-	1 105	1 295 343
13 642					1 294 228
				1 105	1 114
13 642	-	-	-	1 105	1 295 343

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments		
Aide à la recherche et au transfert technologique		20 167
Amélioration de la santé animale		12 120
Appui à la formation		6 707
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		14 751
Appui au développement en région		118 027
Appui au secteur de la transformation		55 697
Prime-Vert		31 084
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		273 557
Autres		1 355
	533 464	533 464
Programme 2 – Organismes d'État		
Institut de technologie agroalimentaire du Québec		46 632
La Financière agricole du Québec		458 172
	506 462	504 804
	1 039 926	1 038 268
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	1 039 926	1 038 268
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	1 039 926	1 038 268
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		807 427
Établissements de santé et de services sociaux		56
Institutions d'enseignement		13 942
Municipalités		2 222
Organismes à but non lucratif		81 464
Organismes et entreprises du gouvernement		133 157
		1 038 268
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		92 245
Fonctionnement		27 001
Capital		83 692
Intérêts		47
Support		835 283
		1 038 268

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	252	1 878
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	252	1 878
Transferts du gouvernement fédéral		
	252	1 878

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor					
Annuels	103 631	100 062	1 493	2 076	
Permanents	9	9			
Ne nécessitant pas de crédits		1 649			
	<u>103 640</u>	<u>101 720</u>	<u>1 493</u>	<u>2 076</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales					
Annuels	1 291 718	1 291 718			
Permanents		689			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 291 718</u>	<u>1 292 406</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Commission de la fonction publique					
Annuels	5 719	5 686	33		
Permanents		110			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 719</u>	<u>5 797</u>	<u>33</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances					
Annuels	3 644	3 644			
Permanents	578 612	578 612			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>582 257</u>	<u>582 257</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Fonds de suppléance					
Annuels	4 357 938			4 357 938	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>4 357 938</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>4 357 938</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales					
Annuels	26 903	26 110		793	
Permanents	13 521	13 521			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>40 425</u>	<u>39 632</u>	<u>-</u>	<u>793</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Annuels	76 543	76 543			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>76 543</u>	<u>76 543</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>6 458 239</u>	<u>2 098 354</u>	<u>1 526</u>	<u>4 360 807</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	5 866 096	1 503 764	1 526	4 360 807	
Permanents	592 143	592 143			
Ne nécessitant pas de crédits		2 448			
	6 458 239	2 098 354	1 526	4 360 807	-
Dépenses	2 485 336	2 098 354		389 430	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 969 426			3 969 426	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	1 944		422	1 522	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 533		1 104	429	
	6 458 239	2 098 354	1 526	4 360 807	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor							
1. Direction et administration	38 615	20 521	14 392		133		
Permanents (1)	9		9				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	42 078	40 326	1 752				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et de la performance	15 086	14 649	238		200		
4. Gouvernance en gestion des marchés publics	7 851	7 645	206				
	<u>103 640</u>	<u>83 141</u>	<u>16 596</u>	<u>-</u>	<u>333</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales

1. Financement de fonctions gouvernementales	14 680		10 810		3 870		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Financement des conditions de travail	1 030 855	1 030 855					
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Financement d'activités rendues par le Fonds de la cybersécurité et du numérique	119 134		119 134				
4. Financement du Centre d'acquisitions gouvernementales	36 042		3 209		32 833		
5. Financement de l'Autorité des marchés publics	35 135				35 135		
6. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes							
7. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête							
8. Financement du passif au titre des sites contaminés	55 872		24 848		17 719	13 305	
	<u>1 291 718</u>	<u>1 030 855</u>	<u>158 001</u>	<u>-</u>	<u>89 557</u>	<u>13 305</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	422	1 071			2 076	1 695
						(46)
-	422	1 071	-	-	2 076	1 649
						(25)
						714
-	-	-	-	-	-	689

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Commission de la fonction publique							
1. Commission de la fonction publique	5 719	4 743	944				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>5 719</u>	<u>4 743</u>	<u>944</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances							
1. Régime de retraite des fonctionnaires							
Permanents (1)	22 666	22 666					
2. Régime de retraite de certains enseignants							
Permanents (2)	17 738				17 738		
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics							
Permanents (3)	258 942	258 942 ⁽⁸⁾					
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	3 644	825			2 819		
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels							
Permanents (4)	25 562	25 562					
6. Régime de retraite des juges							
Permanents (5)	40 705	40 705					
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec							
Permanents (6)	91 892	91 892					
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement							
Permanents (7)	121 108	121 108					
	<u>582 257</u>	<u>561 699</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>20 557</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(5) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(6) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(7) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(8) Cette somme inclut des dépenses de 4 344 milliers de dollars relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		33				110
-	-	33	-	-	-	110

-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 5 – Fonds de suppléance							
1.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes	890 327					
2.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des infrastructures subventionnées	698 310					
3.	Provision en application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations						
4.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	300 000					
5.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	269 301					
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en lien avec la transformation des façons de faire de l'État	1 400 000					
7.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits	800 000					
		4 357 938	-	-	-	-	-

Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales

1. Gouvernance en gestion des infrastructures	26 903	8 874	502	16 735		
Permanents (1)	10		10			
Permanents (2)	<u>13 512</u>			<u>13 512</u>		
	<u>40 425</u>	<u>8 874</u>	<u>511</u>	<u>30 247</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
					890 327	
					698 310	
					300 000	
					269 301	
					1 400 000	
					800 000	
-	-	-	-	-	4 357 938	-
					793	
-	-	-	-	-	793	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale							
1. Secréariat à la Capitale-Nationale	55 094	1 247	387		28 460	25 000	
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Commission de la capitale nationale du Québec	21 449				21 449		
	<u>76 543</u>	<u>1 247</u>	<u>387</u>	<u>-</u>	<u>49 909</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	5 866 096	1 129 685	176 420		159 353	38 305	
Permanents	592 143	560 874	18		31 250		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>6 458 239</u>	<u>1 690 559</u>	<u>176 439</u>	<u>-</u>	<u>190 604</u>	<u>38 305</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	1 690 559	714	1 691 273
Fonctionnement	176 439	1 734	178 172
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	190 604		190 604
Affectation à un fonds spécial	38 305		38 305
Service de la dette			
	<u>2 095 906</u>	<u>2 448</u>	<u>2 098 354</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
	422	1 104			4 360 807	
						2 448
-	422	1 104	-	-	4 360 807	2 448

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor			
Annuels	119 949		
Permanents	10		
	119 958	-	-
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales			
Annuels	291 815		
Permanents			
	291 815	-	-
Programme 3 – Commission de la fonction publique			
Annuels	5 523		
Permanents			
	5 523	-	-
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances			
Annuels	3 248		
Permanents	736 929		
	740 177	-	-
Programme 5 – Fonds de suppléance			
Annuels	20 639 800		
Permanents	351 600		
	20 991 400	-	-
Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales			
Annuels	13 732		
Permanents	10		
	13 742	-	-
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Annuels	68 721		
Permanents			
	68 721	-	-
	22 231 337	-	-
Répartition :			
Annuels	21 142 788		
Permanents	1 088 548		
	22 231 337	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(16 318)		103 631
				(1)	9
-	-	-	(16 318)	(1)	103 640
			999 902		1 291 718
-	-	-	999 902	-	1 291 718
			196		5 719
-	-	-	196	-	5 719
			397		3 644
				(158 317)	578 612
-	-	-	397	(158 317)	582 257
			(16 281 862)		4 357 938
				(351 600)	
-	-	-	(16 281 862)	(351 600)	4 357 938
			13 171		26 903
				13 512	13 521
-	-	-	13 171	13 512	40 425
			7 822		76 543
-	-	-	7 822	-	76 543
-	-	-	(15 276 692)	(496 406)	6 458 239
			(15 276 692)		5 866 096
				(496 406)	592 143
-	-	-	(15 276 692)	(496 406)	6 458 239

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor		
Autres		333
	333	333
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales		
Autorité des marchés publics		35 135
Centre d'acquisitions gouvernementales		32 833
Financement du passif au titre des sites contaminés		17 719
Autres		3 870
	89 557	89 557
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances		
Assurance collective sur la vie des employés publics		2 819
Régime de retraite de certains enseignants		17 738
	20 557	20 557
Programme 5 – Fonds de suppléance		
Infrastructures subventionnées		-
	98 310	-
Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales		
Autres		30 247
	31 040	30 247
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale		
Aide à la Ville de Québec		14 800
Commission de la capitale nationale du Québec		21 449
Programme d'appui aux actions régionales		9 900
Zone économique métropolitaine		3 760
	49 909	49 909
	289 706	190 604
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	289 706	190 604
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	289 706	190 604

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Dépenses
Ventilation par bénéficiaires	
Établissements de santé et de services sociaux	3 863
Institutions d'enseignement	29 360
Municipalités	19 400
Organismes à but non lucratif	9 330
Organismes et entreprises du gouvernement	128 652
	190 604
Ventilation par catégories de dépenses	
Rémunération	26 179
Fonctionnement	125 123
Capital	7 884
Intérêts	721
Support	30 697
	190 604

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Fonctionnement		13 305
Support		25 000
	<u>38 305</u>	<u>38 305</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	38 305	38 305
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>38 305</u>	<u>38 305</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	236	1 242
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	236	1 242
Transferts du gouvernement fédéral		1 366
	236	2 607

CONSEIL EXÉCUTIF

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Annuels	1 090	1 090			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 090</u>	<u>1 090</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Annuels	139 146	136 497	2 336	313	
Permanents	3 280	3 280			
Ne nécessitant pas de crédits		719	(490)		
	<u>142 426</u>	<u>140 496</u>	<u>1 846</u>	<u>313</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Relations canadiennes					
Annuels	8 918	8 505		413	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(15)			
	<u>8 918</u>	<u>8 490</u>	<u>-</u>	<u>413</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit					
Annuels	448 940	448 940			
Permanents	15	15			
Ne nécessitant pas de crédits		(668)			
	<u>448 955</u>	<u>448 287</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité					
Annuels	17 233	17 162	72		
Permanents	14	14			
Ne nécessitant pas de crédits		114			
	<u>17 247</u>	<u>17 289</u>	<u>72</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>618 635</u>	<u>615 651</u>	<u>1 918</u>	<u>726</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	615 326	612 193	2 408	726	
Permanents	3 309	3 309			
Ne nécessitant pas de crédits		150	(490)		
	618 635	615 651	1 918	726	-
Dépenses	616 167	615 651		666	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	60			60	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	438		438		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 970		1 480		
	618 635	615 651	1 918	726	-

CONSEIL EXÉCUTIF

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur							
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 090	947	142				
	1 090	947	142	-	-	-	-
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif							
1. Cabinet du premier ministre	5 713	4 532	847		333		
Permanents (1)	49		49				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	18 791	17 976	676		139		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	40 553	25 531	12 686				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Indemnités de l'exécutif							
Permanents (1)	3 231	3 231					
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	73 775	71 728	2 048				
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	313						
	142 426	122 998	16 307	-	471	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 3 – Relations canadiennes							
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes	55		1		55		
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	6 535	4 795	345		982		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Représentation du Québec au Canada	2 327	1 770	557				
Ne nécessitant pas de crédits							
	8 918	6 565	903	-	1 037	-	-

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
						(20)
						(4)
	410	1 926				261
						(7)
					313	
-	410	1 926	-	-	313	229
					413	(14)
						(1)
-	-	-	-	-	413	(15)

CONSEIL EXÉCUTIF

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit							
1. Cabinet du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit Permanents (1)	683 15	423	206 15		55		
2. Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Ne nécessitant pas de crédits	448 257	6 401	1 956		439 900		
	<u>448 955</u>	<u>6 824</u>	<u>2 177</u>	<u>-</u>	<u>439 955</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité

1. Cabinet du ministre responsable des Institutions démocratiques, cabinet du ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et cabinet du ministre responsable de la Laïcité Permanents (1)	1 468 14	1 151	263 14		55		
2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	12 745	10 975	1 699				
3. Institutions démocratiques	1 378	1 329	49				
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	888	881	8				
5. Laïcité de l'État	754	614	119		21		
	<u>17 247</u>	<u>14 949</u>	<u>2 151</u>	<u>-</u>	<u>76</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

[illegible]

CONSEIL EXÉCUTIF

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	615 326	149 052	21 602		441 539		
Permanents	3 309	3 231	78				
Ne nécessitant pas de crédits							
	618 635	152 283	21 680	-	441 539	-	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	152 283		152 283
Fonctionnement	21 680	832	22 512
Créances douteuses, autres provisions et pertes		(114)	(114)
Transfert	441 539	(569)	440 970
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	615 502	150	615 651

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	438	1 970			726	
						(340)
-	438	1 970	-	-	726	(340)

CONSEIL EXÉCUTIF

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Annuels	1 163		
Permanents			
	1 163	-	-
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Annuels	126 969		
Permanents	2 970		
	129 939	-	-
Programme 3 – Relations canadiennes			
Annuels	10 491		
Permanents			
	10 491	-	-
Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit			
Annuels	413 181		
Permanents	10		
	413 191	-	-
Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité			
Annuels	16 905		
Permanents	10		
	16 915	-	-
	571 699	-	-
Répartition :			
Annuels	568 710		
Permanents	2 989		
	571 699	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(73)		1 090
-	-	-	(73)	-	1 090
			12 177		139 146
				310	3 280
-	-	-	12 177	310	142 426
			(1 574)		8 918
-	-	-	(1 574)	-	8 918
			35 759		448 940
				5	15
-	-	-	35 759	5	448 955
			328		17 233
				4	14
-	-	-	328	4	17 247
-	-	-	46 616	319	618 635
			46 616		615 326
				319	3 309
-	-	-	46 616	319	618 635

CONSEIL EXÉCUTIF

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif		
Autres		470
	471	470
Programme 3 – Relations canadiennes		
Appui à la recherche		544
Appui aux relations canadiennes		324
Autres		155
	1 105	1 023
Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit		
Entente avec la nation naskapie		3 227
Entente avec les Inuit (Sanarrutik)		30 086
Ententes avec la nation crie		135 343
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)		3 000
Financement du coût de la vie au Nunavik		22 400
Financement global de l'Administration régionale Kativik		133 936
Financement global des villages nordiques		31 382
Fonds d'initiatives autochtones		58 460
Projets ponctuels autochtones		16 512
Renforcer les partenariats avec les Premières Nations		5 000
Autres		55
	439 955	439 400
Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité		
Laïcité de l'État		21
Autres		55
	76	76
	441 607	440 970
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	441 607	441 539
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(569)
	441 607	440 970

CONSEIL EXÉCUTIF

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Ventilation par bénéficiaires

	Dépenses
Entreprises du secteur privé	6 424
Établissements de santé et de services sociaux	108
Institutions d'enseignement	921
Municipalités	384 486
Organismes à but non lucratif	48 744
Organismes et entreprises du gouvernement	75
Personnes	211
	440 970

Ventilation par catégories de dépenses

Capital	39 221
Intérêts	2 501
Support	399 248
	440 970

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	753	854
Revenus divers	7 454	2 429
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	8 207	3 283
Transferts du gouvernement fédéral		
	8 207	3 283

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission					
Annuels	79 405	75 225	4 180		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 711			
	<u>79 414</u>	<u>78 946</u>	<u>4 180</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Annuels	1 323 094	1 323 094			
Permanents	15 246	15 246			
Ne nécessitant pas de crédits		(5 243)			
	<u>1 338 341</u>	<u>1 333 097</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Jeunesse					
Annuels	69 168	69 168			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(760)			
	<u>69 168</u>	<u>68 408</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>1 486 923</u>	<u>1 480 450</u>	<u>4 180</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	1 471 667	1 467 487	4 180		
Permanents	15 256	15 256			
Ne nécessitant pas de crédits		(2 293)			
	<u>1 486 923</u>	<u>1 480 450</u>	<u>4 180</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 482 743	1 480 450			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	58		58		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 122		4 122		
	<u>1 486 923</u>	<u>1 480 450</u>	<u>4 180</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission							
1. Direction et administration	43 364	14 451	21 384				3 370
Permanents (1)	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Soutien à la mission	35 246	29 794	5 431				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	795	646	150				
	79 414	44 891	26 974	-	-	-	3 370

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	523 289			496 955	26 334		
Permanents (1)	14 971			14 971			
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Musées nationaux	165 838			165 838			
Permanents (1)	3			3			
Permanents (2)	40			40			
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	56 828			56 828			
Permanents (2)	66			66			
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Société de développement des entreprises culturelles	129 704			129 704			
5. Société de télédiffusion du Québec	113 696			113 696			
Permanents (2)	135			135			
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	209 998			209 998			
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	86 124			86 124			
Permanents (2)	31			31			
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	37 617			37 617			
	<u>1 338 341</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 312 006</u>	<u>26 334</u>	<u>-</u>	

(1) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

(2) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	37	4 122				3 743
	21					(33)
-	58	4 122	-	-	-	3 711
						(4 653)
						(354)
						(236)
-	-	-	-	-	-	(5 243)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Jeunesse							
1. Secrétariat à la jeunesse	69 168	2 462	519		66 186		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>69 168</u>	<u>2 462</u>	<u>519</u>	<u>-</u>	<u>66 186</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	1 471 667	47 353	27 484		1 362 946	26 334	3 370
Permanents	15 256		10		15 246		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>1 486 923</u>	<u>47 353</u>	<u>27 493</u>	<u>-</u>	<u>1 378 192</u>	<u>26 334</u>	<u>3 370</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	47 353		47 353
Fonctionnement	27 493	3 711	31 204
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	1 378 192	(6 004)	1 372 189
Affectation à un fonds spécial	26 334		26 334
Service de la dette	3 370		3 370
	<u>1 482 743</u>	<u>(2 293)</u>	<u>1 480 450</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(760)
-	-	-	-	-	-	(760)
	58	4 122				
						(2 293)
-	58	4 122	-	-	-	(2 293)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission			
Annuels	82 854		
Permanents	10		
	<u>82 863</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine			
Annuels	683 760		
Permanents			
	<u>683 760</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Jeunesse			
Annuels	57 251		
Permanents			
	<u>57 251</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>823 874</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	823 864		
Permanents	10		
	<u>823 874</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(3 449)		79 405
					10
-	-	-	(3 449)	-	79 414
			639 334		1 323 094
				15 246	15 246
-	-	-	639 334	15 246	1 338 341
			11 917		69 168
-	-	-	11 917	-	69 168
-	-	-	647 802	15 246	1 486 923
			647 802		1 471 667
				15 246	15 256
-	-	-	647 802	15 246	1 486 923

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine		
Aide au fonctionnement		70 917
Aide aux immobilisations		355 108
Aide aux initiatives de partenariat		11 975
Aide aux projets		36 146
Autres interventions particulières en culture et en communications		33 126
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement		83 780
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide		2 374
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement		9 623
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide		200 376
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec		37 617
Musée d'Art contemporain de Montréal		11 686
Musée de la Civilisation		75 674
Musée des beaux-arts de Montréal		18 681
Musée national de l'histoire du Québec		11 451
Musée national des beaux-arts du Québec		48 035
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement		22 113
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		107 591
Société de la Place des Arts de Montréal		41 074
Société de télédiffusion du Québec		113 831
Société du Grand Théâtre de Québec		15 584
	1 312 006	1 306 763
Programme 3 – Jeunesse		
Stratégie d'action jeunesse et autres		65 426
	66 186	65 426
	1 378 192	1 372 189
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	1 378 192	1 378 192
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(6 004)
	1 378 192	1 372 189

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Ventilation par bénéficiaires

	Dépenses
Entreprises du secteur privé	107 745
Institutions d'enseignement	5 945
Municipalités	225 835
Organismes à but non lucratif	537 536
Organismes et entreprises du gouvernement	460 742
Personnes	34 386
	1 372 189

Ventilation par catégories de dépenses

Rémunération	92 157
Fonctionnement	201 793
Capital	512 312
Intérêts	53 825
Support	512 102
	1 372 189

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Capital		25 334
Support		1 000
	<u>26 334</u>	<u>26 334</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	26 334	26 334
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>26 334</u>	<u>26 334</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	2 039	37
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	2 039	37
Transferts du gouvernement fédéral		
	2 039	37

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	99 209	98 674	535		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		8			
	<u>99 219</u>	<u>98 691</u>	<u>535</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques					
Annuels	144 810	144 810			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>144 810</u>	<u>144 810</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
Annuels	83 185	52 088		31 097	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(4 563)			
	<u>83 185</u>	<u>47 525</u>	<u>-</u>	<u>31 097</u>	<u>-</u>
	<u>327 215</u>	<u>291 026</u>	<u>535</u>	<u>31 097</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	327 205	295 572	535	31 097	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(4 556)			
	<u>327 215</u>	<u>291 026</u>	<u>535</u>	<u>31 097</u>	<u>-</u>
Dépenses	326 679	291 026		31 097	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1		1		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles	534		534		
	<u>327 215</u>	<u>291 026</u>	<u>535</u>	<u>31 097</u>	<u>-</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et administration							
1. Direction et administration	52 046	32 307	19 101		120		
Permanents (1)	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Cybersécurité	31 127	8 264	10 154			12 709	
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Transformation numérique	13 505	9 347	4 142				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Services à la clientèle des solutions communes	2 531	2 162	150			218	
	<u>99 219</u>	<u>52 080</u>	<u>33 557</u>	<u>-</u>	<u>120</u>	<u>12 927</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques							
1. Projets majeurs visant l'accélération de la transformation numérique de l'État	144 810					144 810	
	<u>144 810</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>144 810</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité							
1. Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité	83 185	2 655	1 119		48 314		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>83 185</u>	<u>2 655</u>	<u>1 119</u>	<u>-</u>	<u>48 314</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		518				13
1						(8)
		16				3
1	-	534	-	-	-	8
-	-	-	-	-	-	-
			31 097			(4 563)
-	-	-	31 097	-	-	(4 563)

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	327 205	54 735	34 666		48 434	157 737	
Permanents	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
	327 215	54 735	34 676	-	48 434	157 737	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	54 735	(98)	54 637
Fonctionnement	34 676	106	34 782
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	48 434	(4 563)	43 870
Affectation à un fonds spécial	157 737		157 737
Service de la dette			
	295 582	(4 556)	291 026

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
1		534	31 097			
						(4 556)
1	-	534	31 097	-	-	(4 556)

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et administration			
Annuels	91 801		
Permanents	10		
	91 811	-	-
Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques			
Annuels	64 243		
Permanents			
	64 243	-	-
Programme 3 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité			
Annuels	97 865		
Permanents			
	97 865	-	-
	253 919	-	-
Répartition :			
Annuels	253 909		
Permanents	10		
	253 919	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			7 408		99 209
					10
-	-	-	7 408	-	99 219
			80 567		144 810
-	-	-	80 567	-	144 810
			(14 680)		83 185
-	-	-	(14 680)	-	83 185
-	-	-	73 296	-	327 215
			73 296		327 205
					10
-	-	-	73 296	-	327 215

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et administration		
Autres		120
	120	120
Programme 3 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité		
Amélioration de la couverture cellulaire		22 112
Assurer la connectivité à l'Internet haute vitesse		7 354
Programme Éclair		12
Programme Québec haut débit		14 272
	77 540	43 750
	77 660	43 870
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	77 660	48 434
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(4 563)
	77 660	43 870
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		22 988
Institutions d'enseignement		3
Municipalités		5 955
Organismes à but non lucratif		14 925
		43 870
Ventilation par catégories de dépenses		
Capital		25 799
Support		18 072
		43 870

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		37 078
Fonctionnement		120 659
	<u>157 737</u>	<u>157 737</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	157 737	157 737
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>157 737</u>	<u>157 737</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	165	157
Revenus divers	46 925	10 752
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	47 090	10 909
Transferts du gouvernement fédéral		
	47 090	10 909

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	42 269	41 058	1 211		
Permanents	22	22			
Ne nécessitant pas de crédits		1 688			
	<u>42 292</u>	<u>42 768</u>	<u>1 211</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Développement de l'économie					
Annuels	241 992	240 383	1 609		
Permanents	81	81			
Ne nécessitant pas de crédits		(45 294)			
	<u>242 073</u>	<u>195 170</u>	<u>1 609</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Annuels	482 928	482 928			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(966)			
	<u>482 928</u>	<u>481 962</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Annuels	1 090 837	1 090 837			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(2 978)			
	<u>1 090 837</u>	<u>1 087 860</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Annuels	247 915	247 915			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>247 915</u>	<u>247 915</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Énergie					
Annuels	31 071	23 938		7 132	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>31 071</u>	<u>23 938</u>	<u>-</u>	<u>7 132</u>	<u>-</u>
	<u>2 137 116</u>	<u>2 079 613</u>	<u>2 820</u>	<u>7 132</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	2 137 012	2 127 059	2 820	7 132	
Permanents	104	104			
Ne nécessitant pas de crédits		(47 550)			
	2 137 116	2 079 613	2 820	7 132	-
Dépenses	2 134 296	2 079 613		7 132	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 609		1 609		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	449		449		
Immobilisations en ressources informationnelles	762		762		
	2 137 116	2 079 613	2 820	7 132	-

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et administration							
1. Direction et administration	42 269	24 435	16 144		478		
Permanents (1)	22		22				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>42 292</u>	<u>24 435</u>	<u>16 167</u>	<u>-</u>	<u>478</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Développement de l'économie							
1. Politiques économiques et affaires extérieures	36 436	6 504	3 699		26 234		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	45 232	9 984	4 331		30 918		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Développement économique régional et entrepreneuriat	160 323	10 615	362		147 738		
Permanents (1)	81			81			
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>242 073</u>	<u>27 102</u>	<u>8 391</u>	<u>81</u>	<u>204 889</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).							
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation							
1. Soutien administratif	9 627	9 081	546				
2. Soutien aux organismes et aux projets	231 311				231 311		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Soutien aux infrastructures de recherche	219 429				219 429		
4. Soutien à la relève et à la culture scientifique	22 561				22 561		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>482 928</u>	<u>9 081</u>	<u>546</u>	<u>-</u>	<u>473 301</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	449	762				
						1 688
-	449	762	-	-	-	1 688
						(663)
						(732)
1 609						
						(43 899)
1 609	-	-	-	-	-	(45 294)
						(629)
						(337)
-	-	-	-	-	-	(966)

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique							
1. Mandats gouvernementaux	913 212			76 362		836 850	
2. Programme ESSOR	84 214			52 870		31 343	
3. Rétention d'entreprises stratégiques Ne nécessitant pas de crédits	8 355					8 355	
4. Soutien aux projets de commercialisation	61 082			19 683		41 399	
5. Autres mesures de soutien aux entreprises	23 974			924		23 051	
	<u>1 090 837</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>149 839</u>	<u>-</u>	<u>940 998</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation							
1. Fonds de recherche du Québec	247 137				247 137		
2. Commission de l'éthique en science et en technologie	778	706	72				
	<u>247 915</u>	<u>706</u>	<u>72</u>	<u>-</u>	<u>247 137</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Énergie							
1. Électricité et combustibles	31 071	5 912	1 173		7 738	9 116	
	<u>31 071</u>	<u>5 912</u>	<u>1 173</u>	<u>-</u>	<u>7 738</u>	<u>9 116</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(2 978)
-	-	-	-	-	-	(2 978)
-	-	-	-	-	-	-
			181		6 951	
-	-	-	181	-	6 951	-

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	2 137 012	67 237	26 327	149 839	933 543	950 113	
Permanents	104		22	81			
Ne nécessitant pas de crédits							
	2 137 116	67 237	26 349	149 921	933 543	950 113	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	67 237		67 237
Fonctionnement	26 349	1 688	28 037
Créances douteuses, autres provisions et pertes	149 921	(43 092)	106 828
Transfert	933 543	(6 145)	927 398
Affectation à un fonds spécial	950 113		950 113
Service de la dette			
	2 127 163	(47 550)	2 079 613

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
1 609	449	762	181		6 951	
						(47 550)
1 609	449	762	181	-	6 951	(47 550)

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et administration			
Annuels	43 929		
Permanents	19		
	43 948	-	-
Programme 2 – Développement de l'économie			
Annuels	234 255		
Permanents	1 500		
	235 755	-	-
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Annuels	199 554		
Permanents			
	199 554	-	-
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Annuels	739 088		
Permanents			
	739 088	-	-
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Annuels	247 680		
Permanents			
	247 680	-	-
Programme 6 – Énergie			
Annuels	36 537		
Permanents			
	36 537	-	-
	1 502 561	-	-
Répartition :			
Annuels	1 501 042		
Permanents	1 519		
	1 502 561	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(1 659)		42 269
				3	22
-	-	-	(1 659)	3	42 292
			7 737		241 992
				(1 419)	81
-	-	-	7 737	(1 419)	242 073
			283 374		482 928
-	-	-	283 374	-	482 928
			351 749		1 090 837
-	-	-	351 749	-	1 090 837
			236		247 915
-	-	-	236	-	247 915
			(5 466)		31 071
-	-	-	(5 466)	-	31 071
-	-	-	635 971	(1 415)	2 137 116
			635 971		2 137 012
				(1 415)	104
-	-	-	635 971	(1 415)	2 137 116

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et administration		
Autres		478
	478	478
Programme 2 – Développement de l'économie		
Appui aux producteurs de boissons alcooliques artisanales		16 566
Assurer la croissance du secteur aérospatial québécois		4 316
Économie sociale		11 923
Favoriser l'innovation dans les transports		2 065
Offensive pour la numérisation des entreprises		3 200
Poursuivre le développement du secteur de l'aluminium		3 500
Programme d'appui au fonctionnement d'organismes de développement économique		10 831
Programme d'appui aux projets de développement économique		22 802
Soutenir l'entrepreneuriat et le repreneuriat		2 863
Soutien à la mise en place des zones d'innovation		1 135
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		15 838
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		50 000
Autres		54 671
	204 889	199 711
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation		
Infrastructures de recherche et d'innovation		219 429
Soutien à la relève et à la culture scientifique		22 224
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		230 682
	473 301	472 334
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation		
Fonds de recherche du Québec		247 137
	247 137	247 137
Programme 6 – Énergie		
Croissance, recherche, innovation, approvisionnement et sécurité des ressources énergétiques		6 209
Enfouissement des réseaux câblés de distribution		2
Miser sur l'hydrogène vert et les bioénergies		1 527
	14 438	7 738
	940 244	927 398
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	940 244	933 543
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(6 145)
	940 244	927 398

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Ventilation par bénéficiaires

	Dépenses
Entreprises du secteur privé	54 174
Établissements de santé et de services sociaux	41 935
Institutions d'enseignement	205 042
Municipalités	80 905
Organismes à but non lucratif	431 553
Organismes et entreprises du gouvernement	21 649
Personnes	92 140
	927 398

Ventilation par catégories de dépenses

Rémunération	7 751
Fonctionnement	2 623
Capital	218 270
Intérêts	1 696
Support	697 058
	927 398

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		2 599
Fonctionnement		731 048
Support		216 466
	<u>950 163</u>	<u>950 113</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	950 163	950 113
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>950 163</u>	<u>950 113</u>

ÉDUCATION

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	21	4
Revenus divers	13 932	2 785
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	13 952	2 789
Transferts du gouvernement fédéral	194 931	326 761
	208 883	329 550

ÉDUCATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Administration					
Annuels	354 943	346 337	8 594	12	
Permanents	18	18			
Ne nécessitant pas de crédits		6 966			
	<u>354 961</u>	<u>353 322</u>	<u>8 594</u>	<u>12</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes					
Annuels	157 781	157 761	20		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(330)			
	<u>157 781</u>	<u>157 431</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Annuels	1 483 252	1 483 252			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 483 252</u>	<u>1 483 252</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Annuels	19 222 569	19 222 569			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(46 131)			
	<u>19 222 569</u>	<u>19 176 438</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air					
Annuels	353 419	353 419			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(2 308)			
	<u>353 419</u>	<u>351 111</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	1 416 904	1 416 904			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 416 904</u>	<u>1 416 904</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>22 988 887</u>	<u>22 938 458</u>	<u>8 614</u>	<u>12</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	21 571 964	21 563 339		12	
Permanents	1 416 923	1 416 923			
Ne nécessitant pas de crédits		(41 803)			
	22 988 887	22 938 458	8 614	12	-
Dépenses	22 980 273	22 938 458		12	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	2		2		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	4 065		4 065		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 547		4 547		
	22 988 887	22 938 458	8 614	12	-

ÉDUCATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Administration							
1. Direction	18 020	14 010	3 663		347		
Permanents (1)	18		18				
2. Financement et budget	34 118	20 373	13 746				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Numérique et information	133 278	24 588	104 143				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Réussite éducative et main-d'œuvre	111 334	36 873	70 402				
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Soutien, gouvernance et performance des réseaux	16 071	13 758	2 313				
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Diversité, relations extérieures, anglophones et Autochtones	15 351	6 884	5 113		3 355		
Ne nécessitant pas de crédits							
7. Sport, loisir, activité physique et plein air (2)	13 755	8 078	5 676				
8. Gouvernance des infrastructures	8 658	5 982	2 677				
9. Gouvernance et performance ministérielle	4 358	3 202	1 155				
	<u>354 961</u>	<u>133 747</u>	<u>208 906</u>	<u>-</u>	<u>3 702</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Cet élément inclut les crédits et les dépenses du Protecteur de l'intégrité en loisir et en sport depuis sa création le 7 juin 2025.

Programme 2 – Soutien aux organismes

1. Institut national des mines	1 529				1 529		
2. Soutien à des partenaires en éducation	76 035				76 035		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Action communautaire	49 323				49 323		
4. Instances régionales de concertation	22 655				22 655		
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Conseil supérieur de l'éducation	2 557	2 331	226				
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Commission consultative de l'enseignement privé	189	181	8				
7. Protecteur national de l'élève	5 492	5 091	381				
	<u>157 781</u>	<u>7 603</u>	<u>615</u>	<u>-</u>	<u>149 542</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		4 547				(64)
						7 991
2	4 046				12	(859)
						(100)
						(2)
2	4 046	4 547	-	-	12	6 966
						(310)
						(23)
						3
	20					
-	20	-	-	-	-	(330)

ÉDUCATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal							
1. Subvention d'équilibre fiscal	1 483 252				1 483 252		
2. Revenus accessoires							
	<u>1 483 252</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 483 252</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire							
1. Centres de services scolaires et commissions scolaires Ne nécessitant pas de crédits	14 320 151				14 320 151		
2. Centre de services scolaire et commissions scolaires à statut particulier	675 423				675 423		
3. Financement des infrastructures des centres de services scolaires et des commissions scolaires Ne nécessitant pas de crédits	2 807 743				2 807 743		
4. Établissements d'enseignement privés Ne nécessitant pas de crédits	763 984				763 984		
5. Transport scolaire	655 268				655 268		
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins en éducation préscolaire et en enseignement primaire et secondaire							
	<u>19 222 569</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>19 222 569</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air							
1. Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air Ne nécessitant pas de crédits	153 358				153 358		
2. Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	85 392					85 392	
3. Société des établissements de plein air du Québec	114 670		18 800		95 869		
	<u>353 419</u>	<u>-</u>	<u>18 800</u>	<u>-</u>	<u>249 227</u>	<u>85 392</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
						(1 840)
						(44 242)
						(49)
-	-	-	-	-	-	(46 131)
						(2 308)
-	-	-	-	-	-	(2 308)

ÉDUCATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 6 – Régimes de retraite							
1. Régime de retraite des enseignants							
Permanents (1)	99 083				99 083		
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics							
Permanents (2)	1 162 047				1 162 047		
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement							
Permanents (3)	155 775				155 775		
	<u>1 416 904</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 416 904</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

Répartition :

Annuels	21 571 964	141 351	228 303	21 108 292	85 392		
Permanents	1 416 923		18	1 416 904			
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>22 988 887</u>	<u>141 351</u>	<u>228 322</u>	<u>-</u>	<u>22 525 197</u>	<u>85 392</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	141 351		141 351
Fonctionnement	228 322	6 969	235 291
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	22 525 197	(48 772)	22 476 425
Affectation à un fonds spécial	85 392		85 392
Service de la dette			
	<u>22 980 261</u>	<u>(41 803)</u>	<u>22 938 458</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
2	4 065	4 547			12	
						(41 803)
2	4 065	4 547	-	-	12	(41 803)

ÉDUCATION

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Administration			
Annuels	373 036		
Permanents	19		
	<u>373 055</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Annuels	157 756		
Permanents			
	<u>157 756</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal			
Annuels	1 519 376		
Permanents			
	<u>1 519 376</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Annuels	15 997 256		
Permanents			
	<u>15 997 256</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air			
Annuels	183 253		
Permanents			
	<u>183 253</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Régimes de retraite			
Annuels			
Permanents	1 598 966		
	<u>1 598 966</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>19 829 662</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	18 230 677		
Permanents	1 598 985		
	<u>19 829 662</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(18 093)		354 943
				(1)	18
-	-	-	(18 093)	(1)	354 961
			24		157 781
-	-	-	24	-	157 781
			(36 124)		1 483 252
-	-	-	(36 124)	-	1 483 252
			3 225 314		19 222 569
-	-	-	3 225 314	-	19 222 569
			170 166		353 419
-	-	-	170 166	-	353 419
				(182 062)	1 416 904
-	-	-	-	(182 062)	1 416 904
-	-	-	3 341 287	(182 062)	22 988 887
			3 341 287		21 571 964
				(182 062)	1 416 923
-	-	-	3 341 287	(182 062)	22 988 887

ÉDUCATION

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Administration		
Autres		3 702
	3 702	3 702
Programme 2 – Soutien aux organismes		
Institut national des mines		1 529
Programme d'action communautaire		49 323
Autres		98 357
	149 542	149 210
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal		
Subvention d'équilibre fiscal		1 483 252
	1 483 252	1 483 252
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		
Comités patronaux de négociation		11 800
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public		14 981 934
Enseignement privé		763 935
Financement des infrastructures des centres de services scolaires et des commissions scolaires		2 763 501
Programme d'aide financière pour la rétention des conducteurs d'autobus scolaire		31 414
Transport scolaire		623 854
	19 222 569	19 176 438
Programme 5 – Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air		
Équipe Québec		4 780
Promotion de l'activité physique		2 324
Promotion du loisir		17 952
Promotion du sport		51 418
Société des établissements de plein air du Québec		95 869
Soutien aux organismes multidisciplinaires		67 301
Autres		7 275
	249 227	246 919
Programme 6 – Régimes de retraite		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		1 162 047
Régime de retraite des enseignants		99 083
Régime de retraite du personnel d'encadrement		155 775
	1 416 904	1 416 904
	22 525 197	22 476 425
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	22 525 197	22 525 197
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(48 772)
	22 525 197	22 476 425

ÉDUCATION

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Ventilation par bénéficiaires

	Dépenses
Entreprises du secteur privé	(652)
Institutions d'enseignement	22 129 282
Municipalités	3
Organismes à but non lucratif	310 071
Organismes et entreprises du gouvernement	1 529
Personnes	36 193
	22 476 425

Ventilation par catégories de dépenses

Rémunération	15 980 029
Fonctionnement	2 351 000
Capital	2 619 452
Intérêts	367 142
Support	1 158 802
	22 476 425

ÉDUCATION

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Capital		85 392
	<u>85 392</u>	<u>85 392</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	85 392	85 392
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>85 392</u>	<u>85 392</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	42 354	40 010
Revenus divers	180 526	162 032
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	222 880	202 042
Transferts du gouvernement fédéral	744 768	750 904
	967 648	952 947

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Annuels	582 338	582 338			
Permanents	69	69			
Ne nécessitant pas de crédits		(278)			
	<u>582 407</u>	<u>582 129</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire					
Annuels	3 841 142	3 841 142			
Permanents	82 043	82 043			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 923 185</u>	<u>3 923 185</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Emploi					
Annuels	924 225	924 225			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>924 225</u>	<u>924 225</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>5 429 816</u>	<u>5 429 538</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	5 347 705	5 347 705			
Permanents	82 111	82 111			
Ne nécessitant pas de crédits		(278)			
	<u>5 429 816</u>	<u>5 429 538</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	5 429 816	5 429 538			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
	<u>5 429 816</u>	<u>5 429 538</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle							
1. Direction et administration	126 833	57 611	59 386		404	9 431	
Permanents (1)	19		19				
Permanents (2)	4			4			
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	143 443	135 964	7 478				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Services d'aide à l'emploi	209 172				1 365	207 807	
4. Services Québec	93 344					93 344	
5. Recouvrement	9 546	9 077	470				
Permanents (2)	45		45				
	<u>582 407</u>	<u>202 653</u>	<u>67 398</u>	<u>4</u>	<u>1 769</u>	<u>310 581</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire

1. Aide aux personnes et aux familles	3 675 695				3 613 330	62 366	
Permanents (1)	82 043			82 043			
2. Action communautaire	138 370				84 108	54 262	
3. Office de la sécurité économique des chasseurs cris	27 077				27 077		
	<u>3 923 185</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>82 043</u>	<u>3 724 515</u>	<u>116 628</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(270)
						(7)
-	-	-	-	-	-	(278)
-	-	-	-	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Emploi							
1. Mesures d'aide à l'emploi	924 225				18 964	905 260	
	924 225	-	-	-	18 964	905 260	-
Répartition :							
Annuels	5 347 705	202 653	67 334		3 745 248	1 332 469	
Permanents	82 111		64	82 047			
Ne nécessitant pas de crédits							
	5 429 816	202 653	67 398	82 047	3 745 248	1 332 469	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	202 653	(183)	202 469
Fonctionnement	67 398	(94)	67 304
Créances douteuses, autres provisions et pertes	82 047		82 047
Transfert	3 745 248		3 745 248
Affectation à un fonds spécial	1 332 469		1 332 469
Service de la dette			
	5 429 816	(278)	5 429 538

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
						(278)
-	-	-	-	-	-	(278)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle			
Annuels	568 433		
Permanents	19		
	<u>568 452</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire			
Annuels	3 734 863		
Permanents	5 500		
	<u>3 740 363</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Emploi			
Annuels	896 660		
Permanents			
	<u>896 660</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>5 205 475</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	5 199 955		
Permanents	5 519		
	<u>5 205 475</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
7 250			6 655		582 338
				49	69
7 250	-	-	6 655	49	582 407
			106 280		3 841 142
				76 543	82 043
-	-	-	106 280	76 543	3 923 185
			27 564		924 225
-	-	-	27 564	-	924 225
7 250	-	-	140 500	76 592	5 429 816
7 250			140 500		5 347 705
				76 592	82 111
7 250	-	-	140 500	76 592	5 429 816

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle		
Commission des partenaires du marché du travail		1 365
Autres		404
	1 769	1 769
Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire		
Aide aux personnes et aux familles		3 595 750
Office de la sécurité économique des chasseurs cris		27 077
Programme de soutien à l'action bénévole		22 391
Programme de soutien aux carrefours jeunesse-emploi		40 841
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires		1 695
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire		12 481
Programme spécifique pour l'aide aux Ukrainiens		17 579
Autres		6 700
	3 724 515	3 724 515
Programme 3 – Emploi		
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		18 964
	18 964	18 964
	3 745 248	3 745 248
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	3 745 248	3 745 248
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	3 745 248	3 745 248
Ventilation par bénéficiaires		
Établissements de santé et de services sociaux		105
Institutions d'enseignement		934
Municipalités		934
Organismes à but non lucratif		85 546
Organismes et entreprises du gouvernement		22 830
Personnes		3 634 899
		3 745 248
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		1 741
Fonctionnement		704
Capital		49
Support		3 742 754
		3 745 248

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		189 627
Fonctionnement		119 569
Capital		5 219
Intérêt		779
Support		1 017 277
	<u>1 332 469</u>	<u>1 332 469</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	1 332 469	1 332 469
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>1 332 469</u>	<u>1 332 469</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	16	
Revenus divers	50 769	60 606
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	50 785	60 606
Transferts du gouvernement fédéral		
	50 785	60 606

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Administration					
Annuels	140 963	137 692	3 138	133	
Permanents	15	15			
Ne nécessitant pas de crédits		1 316			
	<u>140 978</u>	<u>139 022</u>	<u>3 138</u>	<u>133</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes					
Annuels	51 786	51 786			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		6			
	<u>51 786</u>	<u>51 792</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives					
Annuels	1 188 931	1 067 869	121 062		
Permanents	52 501	52 501			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 241 432</u>	<u>1 120 370</u>	<u>121 062</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Enseignement supérieur					
Annuels	8 418 748	8 418 748			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(23 983)			
	<u>8 418 748</u>	<u>8 394 764</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	241 953	241 953			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>241 953</u>	<u>241 953</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>10 094 896</u>	<u>9 947 901</u>	<u>124 200</u>	<u>133</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	9 800 428	9 676 095	124 200	133	
Permanents	294 468	294 468			
Ne nécessitant pas de crédits		(22 661)			
	10 094 896	9 947 901	124 200	133	-
Dépenses	9 970 696	9 947 901		133	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	121 062		121 062		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles	3 138		3 138		
	10 094 896	9 947 901	124 200	133	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Administration							
1. Direction	9 506	6 127	3 237		142		
Permanents (1)	15		15				
2. Financement, budget et infrastructures	49 469	16 850	32 619				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Affaires collégiales et interventions régionales	17 110	11 178	5 799				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Accessibilité, réussite et expérience étudiante	32 683	19 939	12 744				
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Affaires universitaires, recherche et transformation numérique	32 196	7 442	15 238		6 378		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>140 978</u>	<u>61 536</u>	<u>69 652</u>	<u>-</u>	<u>6 519</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Soutien aux organismes							
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	37 037				37 037		
2. Soutien à des partenaires en enseignement supérieur	12 330				12 330		
3. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	120	90	30				
4. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 299	2 049	251				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>51 786</u>	<u>2 139</u>	<u>280</u>	<u>-</u>	<u>49 367</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(7)
					133	(128)
						1 449
		3 138				
						1
-	-	3 138	-	-	133	1 316
						6
-	-	-	-	-	-	6

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Moins : Crédits utilisés</u>					
		<u>Dépenses</u>					
		<u>Rémunération</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Créances douteuses, autres provisions et pertes</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives							
1. Bourses consécutives aux prêts	701 852				701 852		
2. Intérêts et remboursements aux banques	212 339			13 092	78 185		
Permanents (1)	52 501			52 501			
3. Autres bourses	18 987				18 987		
4. Bourses incitatives	255 753				255 753		
	1 241 432	-	-	65 593	1 054 777	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Programme 4 – Enseignement supérieur

1. Cégeps	2 997 292				2 997 292		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Universités	4 139 495				4 114 495	25 000	
3. Enseignement privé au collégial	165 399				165 399		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Financement des infrastructures des cégeps	390 996				390 996		
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Financement des infrastructures des universités	725 566				725 566		
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins en enseignement supérieur							
	<u>8 418 748</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>8 393 748</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
121 062						
121 062	-	-	-	-	-	-
						(6 809)
						(1 703)
						(15 472)
-	-	-	-	-	-	(23 983)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés				
		Dépenses				
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial
						Service de la dette
Programme 5 – Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (1)	212 138				212 138	
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (2)	29 815				29 815	
	<u>241 953</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>241 953</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

Répartition :

Annuels	9 800 428	63 674	69 917	13 092	9 504 411	25 000
Permanents	294 468		15	52 501	241 953	
Ne nécessitant pas de crédits						
	<u>10 094 896</u>	<u>63 674</u>	<u>69 932</u>	<u>65 593</u>	<u>9 746 363</u>	<u>25 000</u>
						<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	63 674	(7)	63 668
Fonctionnement	69 932	1 329	71 261
Créances douteuses, autres provisions et pertes	65 593		65 593
Transfert	9 746 363	(23 983)	9 722 380
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
	<u>9 970 563</u>	<u>(22 661)</u>	<u>9 947 901</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
121 062		3 138			133	
						(22 661)
121 062	-	3 138	-	-	133	(22 661)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Administration			
Annuels	117 805		
Permanents	10		
	<u>117 815</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Annuels	48 789		
Permanents			
	<u>48 789</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives			
Annuels	1 157 532		
Permanents	3 000		
	<u>1 160 532</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Enseignement supérieur			
Annuels	7 454 007		
Permanents			
	<u>7 454 007</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Régimes de retraite			
Annuels			
Permanents	270 691		
	<u>270 691</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>9 051 833</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	8 778 133		
Permanents	273 700		
	<u>9 051 833</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			23 158		140 963
				5	15
-	-	-	23 158	5	140 978
			2 997		51 786
-	-	-	2 997	-	51 786
			31 399		1 188 931
				49 501	52 501
-	-	-	31 399	49 501	1 241 432
			964 741		8 418 748
-	-	-	964 741	-	8 418 748
				(28 738)	241 953
-	-	-	-	(28 738)	241 953
-	-	-	1 022 295	20 768	10 094 896
			1 022 295		9 800 428
				20 768	294 468
-	-	-	1 022 295	20 768	10 094 896

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Administration		
Autres		6 519
	6 519	6 519
Programme 2 – Soutien aux organismes		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		37 037
Autres		12 330
	49 367	49 367
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives		
Bourses consécutives aux prêts		701 852
Intérêts et remboursements aux banques		78 185
Autres		274 740
	1 054 777	1 054 777
Programme 4 – Enseignement supérieur		
Cégeps		2 990 483
Enseignement privé au collégial		163 697
Financement des infrastructures des cégeps		375 524
Financement des infrastructures des universités		725 566
Universités		4 114 495
	8 393 748	8 369 764
Programme 5 – Régimes de retraite		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		212 138
Régime de retraite du personnel d'encadrement		29 815
	241 953	241 953
	9 746 363	9 722 380
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	9 746 363	9 746 363
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(23 983)
	9 746 363	9 722 380

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

Ventilation par bénéficiaires

Institutions d'enseignement	8 608 456
Organismes à but non lucratif	15 725
Organismes et entreprises du gouvernement	37 037
Personnes	1 061 162
	9 722 380

Ventilation par catégories de dépenses

Rémunération	3 912 156
Fonctionnement	628 739
Capital	958 392
Intérêts	191 405
Support	4 031 689
	9 722 380

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Support		25 000
	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	25 000	25 000
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	43 786	42 502
Revenus divers	74 477	8 193
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	118 263	50 695
Transferts du gouvernement fédéral	40 000	25 000
	158 263	75 695

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune					
Annuels	579 213	529 531	40 629	9 053	
Permanents	81	81			
Ne nécessitant pas de crédits		30 791	(706)		
	<u>579 294</u>	<u>560 403</u>	<u>39 923</u>	<u>9 053</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Annuels	8 156	8 033	87	37	
Permanents		71			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 156</u>	<u>8 104</u>	<u>87</u>	<u>37</u>	<u>-</u>
	<u>587 451</u>	<u>568 508</u>	<u>40 009</u>	<u>9 090</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	587 370	537 564	40 715	9 090	
Permanents	81	81			
Ne nécessitant pas de crédits		30 862	(706)		
	<u>587 451</u>	<u>568 508</u>	<u>40 009</u>	<u>9 090</u>	<u>-</u>
Dépenses	537 645	568 508			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	21		21		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	42 258		35 362	6 190	
Immobilisations en ressources informationnelles	7 527		4 627	2 900	
	<u>587 451</u>	<u>568 508</u>	<u>40 009</u>	<u>9 090</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune							
1. Direction du Ministère	41 351	14 537	26 282		532		
Permanents (1)	8		8				
2. Soutien et transformation organisationnelle	111 823	47 625	52 002		6		
Permanents (2)	73			73			
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Autorisations environnementales et opérations régionales	82 230	56 942	5 909		15 942		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Contrôle environnemental, protection de la faune et sécurité des barrages	71 446	61 242	6 222		3 167		
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	95 783	32 601	2 437		17 069	38 822	
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Gestion des barrages	29 048	12 631	5 889				
Ne nécessitant pas de crédits							
7. Expertise et politiques en milieu terrestre et développement durable	9 726	5 143	134		4 450		
8. Biodiversité, faune et parcs	137 806	30 561	18 253		71 134		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>579 294</u>	<u>261 281</u>	<u>117 135</u>	<u>73</u>	<u>112 300</u>	<u>38 822</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	8 156	6 705	1 328				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>8 156</u>	<u>6 705</u>	<u>1 328</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	3 667	4 541			3 982	
						31 544
	3 395				43	
						(76)
15	614				186	
						(50)
1	3 979				873	
						(213)
2	10 526					
						(71)
3	13 886				3 969	
						(1 048)
21	36 066	4 541	-	-	9 053	30 086
	1	85			37	
						71
-	1	85	-	-	37	71

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	587 370	267 987	118 455		112 300	38 822	
Permanents	81		8	73			
Ne nécessitant pas de crédits							
	587 451	267 987	118 463	73	112 300	38 822	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	267 987		267 987
Fonctionnement	118 463	31 348	149 811
Créances douteuses, autres provisions et pertes	73		73
Transfert	112 300	(486)	111 815
Affectation à un fonds spécial	38 822		38 822
Service de la dette			
	537 645	30 862	568 508

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
21	36 068	4 627			9 090	
						30 156
21	36 068	4 627	-	-	9 090	30 156

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune			
Annuels	561 863		
Permanents	110		
	561 973	-	-
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Annuels	9 054		
Permanents			
	9 054	-	-
	571 026	-	-
Répartition :			
Annuels	570 917		
Permanents	110		
	571 026	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
16 615			735		579 213
				(29)	81
16 615	-	-	735	(29)	579 294
			(897)		8 156
-	-	-	(897)	-	8 156
16 615	-	-	(162)	(29)	587 451
16 615			(162)		587 370
				(29)	81
16 615	-	-	(162)	(29)	587 451

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune		
Assainissement de l'air		3 300
Plan Nature 2030		62 915
Programme ClimatSol		283
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux		2 119
Programme de réduction de la pollution atmosphérique et sonore		3 650
Programme de réhabilitation des terrains contaminés		82
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent		290
Programmes, ententes et comités avec les Premières Nations et les Inuit		15 562
Soutien à la mission des organismes environnementaux		700
Soutien aux conseils régionaux en environnement		3 750
Soutien aux organismes de bassin versant		9 543
Autres		9 622
	112 300	111 815
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	112 300	112 300
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(486)
	112 300	111 815
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		725
Institutions d'enseignement		1 821
Municipalités		24 238
Organismes à but non lucratif		84 037
Organismes et entreprises du gouvernement		993
		111 815
Ventilation par catégories de dépenses		
Capital		(256)
Intérêts		620
Support		111 450
		111 815

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Fonctionnement		
Capital		
Support		38 822
	<u>38 822</u>	<u>38 822</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	38 822	38 822
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>38 822</u>	<u>38 822</u>

FAMILLE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	30 413	26 838
Revenus divers	1 433	2 938
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	31 845	29 776
Transferts du gouvernement fédéral		
	31 845	29 776

FAMILLE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Planification, recherche et administration					
Annuels	94 523	89 993	4 530		
Permanents	255	255			
Ne nécessitant pas de crédits		3 215			
	<u>94 778</u>	<u>93 463</u>	<u>4 530</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille					
Annuels	165 634	165 634			
Permanents	3	3			
Ne nécessitant pas de crédits		(112)			
	<u>165 637</u>	<u>165 525</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Services de garde éducatifs à l'enfance					
Annuels	4 378 104	4 378 104			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(11 296)			
	<u>4 378 104</u>	<u>4 366 808</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Curateur public					
Annuels	90 924	79 307	11 617		
Permanents	30 058	30 058			
Ne nécessitant pas de crédits		4 597			
	<u>120 981</u>	<u>113 962</u>	<u>11 617</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>4 759 500</u>	<u>4 739 758</u>	<u>16 146</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	4 729 184	4 713 038	16 146		
Permanents	30 316	30 316			
Ne nécessitant pas de crédits		(3 596)			
	<u>4 759 500</u>	<u>4 739 758</u>	<u>16 146</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 743 354	4 739 758			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	102		102		
Immobilisations en ressources informationnelles	16 044		16 044		
	<u>4 759 500</u>	<u>4 739 758</u>	<u>16 146</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Planification, recherche et administration							
1. Direction et administration	41 697	15 570	21 447		150		
Permanents (1)	10		10				
Permanents (2)	246			246			
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Planification, politique et recherche	52 826	49 384	3 442				
	94 778	64 954	24 899	246	150	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Programme 2 – Mesures d'aide à la famille

1. Soutien financier lié aux services à la famille	61 432		3 295		58 137		
Permanents (1)	3			3			
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Administration de l'Allocation famille	50 265		50 265				
3. Soutien financier aux organismes communautaires	53 936				53 936		
	165 637	-	53 560	3	112 074	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	80	4 449				3 215
-	80	4 449	-	-	-	3 215
						(112)
-	-	-	-	-	-	(112)

FAMILLE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Services de garde éducatifs à l'enfance							
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	26 180					26 180	
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	298 964					298 964	
3. Régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde éducatifs à l'enfance Ne nécessitant pas de crédits	124 950					124 950	
4. Régime d'assurance collective	61 617					61 617	
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance Ne nécessitant pas de crédits	1 946 855					1 946 855	
6. Soutien financier aux garderies Ne nécessitant pas de crédits	1 124 627					1 124 627	
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial Ne nécessitant pas de crédits	794 910					794 910	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement des services de garde éducatifs à l'enfance							
	<u>4 378 104</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>4 378 104</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Curateur public							
1. Direction et administration du Curateur public	20 099	13 556	6 521				
Permanents (1)	32			32			
Permanents (2)	8 629	5 231	3 398				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Mesures de protection	70 825	42 530	16 700				
Permanents (2)	21 397	20 997	400				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>120 981</u>	<u>82 313</u>	<u>27 020</u>	<u>32</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(5 567)
						(3 536)
						(236)
						(1 957)
-	-	-	-	-	-	(11 296)
	22					
		11 595				4 608
						(11)
-	22	11 595	-	-	-	4 597

FAMILLE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	4 729 184	121 040	101 670		112 224	4 378 104	
Permanents	30 316	26 228	3 808	281			
Ne nécessitant pas de crédits							
	4 759 500	147 268	105 478	281	112 224	4 378 104	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	147 268		147 268
Fonctionnement	105 478	7 838	113 316
Créances douteuses, autres provisions et pertes	281	(83)	198
Transfert	112 224	(55)	112 169
Affectation à un fonds spécial	4 378 104	(11 296)	4 366 808
Service de la dette			
	4 743 354	(3 596)	4 739 758

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	102	16 044				(3 596)
-	102	16 044	-	-	-	(3 596)

FAMILLE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Planification, recherche et administration			
Annuels	84 926		
Permanents	110		
	85 035	-	-
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille			
Annuels	173 722		
Permanents			
	173 722	-	-
Programme 3 – Services de garde éducatifs à l'enfance			
Annuels	3 734 961		
Permanents			
	3 734 961	-	-
Programme 4 – Curateur public			
Annuels	89 524		
Permanents	100		
	89 624	-	-
	4 083 342	-	-
Répartition :			
Annuels	4 083 132		
Permanents	210		
	4 083 342	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			9 597		94 523
				146	255
-	-	-	9 597	146	94 778
			(8 088)		165 634
				3	3
-	-	-	(8 088)	3	165 637
			643 143		4 378 104
-	-	-	643 143	-	4 378 104
		30 026	1 399		90 924
				(68)	30 058
-	-	30 026	1 399	(68)	120 981
-	-	30 026	646 052	81	4 759 500
		30 026	646 052		4 729 184
				81	30 316
-	-	30 026	646 052	81	4 759 500

FAMILLE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Planification, recherche et administration		
Autres		150
	150	150
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille		
Démarrage d'un service de garde éducatif en milieu familial		9 011
Haltes-garderies		13 495
Intimidation		706
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance		3 177
Mesures pour les responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial		3 408
Organismes communautaires – famille		53 936
Pédiatrie sociale		15 000
Soutien financier à l'action communautaire en milieu autochtone		3 777
Soutien financier pour l'amélioration de la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance		2 055
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans		2 193
Autres		5 260
	112 074	112 019
	112 224	112 169
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	112 224	112 224
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(55)
	112 224	112 169
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		12 985
Institutions d'enseignement		761
Municipalités		2 137
Organismes à but non lucratif		96 270
Personnes		15
		112 169
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		112 169
		112 169

FAMILLE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Capital		278 431
Intérêt		20 533
Support		4 067 844
	<u>4 378 104</u>	<u>4 366 808</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	4 378 104	4 378 104
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(11 296)
	<u>4 378 104</u>	<u>4 366 808</u>

FINANCES

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens	11 445 682	11 036 570
Taxes à la consommation	45 224	29 700
Droits, permis et redevances	6	
Revenus divers	534 115	2 080 884
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 203 292	4 636 812
Revenus autonomes	16 228 319	17 783 967
Transferts du gouvernement fédéral	24 831 977	24 670 489
	41 060 296	42 454 456
Revenus confiés au ministre du Revenu dont les fonctions sont exercées par le ministre ⁽¹⁾		
	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens	48 002 315	44 100 259
Taxes à la consommation	29 480 071	28 376 402
Droits, permis et redevances	1 178 797	512 873
Revenus divers	1 349 492	1 539 374
	80 010 675	74 528 908

(1) Revenus liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

FINANCES

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	41 606	39 400	2 179	27	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(646)			
	<u>41 615</u>	<u>38 764</u>	<u>2 179</u>	<u>27</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Annuels	64 699	62 924	454	1 321	
Permanents		36			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>64 699</u>	<u>62 959</u>	<u>454</u>	<u>1 321</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provision pour transférer des crédits					
Annuels	27 277	25 676		1 600	
Permanents	15 306	15 306			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>42 583</u>	<u>40 983</u>	<u>-</u>	<u>1 600</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Annuels	15 867	15 867			
Permanents		(8)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>15 867</u>	<u>15 859</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Service de la dette					
Annuels					
Permanents	7 542 444	7 542 444			
Ne nécessitant pas de crédits		(384 724)			
	<u>7 542 444</u>	<u>7 157 721</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>7 707 209</u>	<u>7 316 286</u>	<u>2 633</u>	<u>2 948</u>	<u>-</u>

FINANCES

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	149 448	143 867	2 633	2 948	
Permanents	7 557 760	7 557 760			
Ne nécessitant pas de crédits		(385 342)			
	7 707 209	7 316 286	2 633	2 948	-
Dépenses	7 704 575	7 316 286		2 948	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	13		13		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 620		2 620		
	7 707 209	7 316 286	2 633	2 948	-

FINANCES

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et administration							
1. Direction et administration	41 606	21 674	17 372		355		
Permanents (1)	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>41 615</u>	<u>21 674</u>	<u>17 381</u>	<u>-</u>	<u>355</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière							
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	23 686	22 328	724				
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 828	7 318	55				
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	18 933		10 859		7 474	300	
4. Contrôleur des finances	14 252	13 763	103				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>64 699</u>	<u>43 408</u>	<u>11 741</u>	<u>-</u>	<u>7 474</u>	<u>300</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provision pour transférer des crédits							
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	27 277				25 676		
2. Frais de services bancaires							
Permanents (1)	15 306		15 306				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État							
	<u>42 583</u>	<u>-</u>	<u>15 306</u>	<u>-</u>	<u>25 676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	13	2 166	26		1	
						(646)
-	13	2 166	26	-	1	(646)
			634		1	
		454				
			300			
			386			36
-	-	454	1 320	-	1	36
			1 600			
-	-	-	1 600	-	-	-

FINANCES

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise							
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	15 867	1 228	102		14 536		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>15 867</u>	<u>1 228</u>	<u>102</u>	<u>-</u>	<u>14 536</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Service de la dette							
1. Service de la dette directe							
Permanents (1)	7 542 444						7 542 444
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite							
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants							
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés							
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>7 542 444</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7 542 444</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(8)
-	-	-	-	-	-	(8)
						(329 543)
						(3 223)
						(51 958)
-	-	-	-	-	-	(384 724)

FINANCES

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés				
		Dépenses				
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial
						Service de la dette
Répartition :						
Annuels	149 448	66 311	29 215		48 041	300
Permanents	7 557 760		15 316			
Ne nécessitant pas de crédits						7 542 444
	7 707 209	66 311	44 531	-	48 041	300
						7 542 444

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	66 311		66 311
Fonctionnement	44 531	302	44 833
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	48 041	(920)	47 121
Affectation à un fonds spécial	300		300
Service de la dette	7 542 444	(384 724)	7 157 721
	7 701 627	(385 342)	7 316 286

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	13	2 620	2 947		2	
						(385 342)
-	13	2 620	2 947	-	2	(385 342)

FINANCES

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et administration			
Annuels	44 389		
Permanents	10		
	<u>44 398</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Annuels	62 386		
Permanents			
	<u>62 386</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provision pour transférer des crédits			
Annuels	76 529		
Permanents	12 993		
	<u>89 521</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Annuels	15 022		
Permanents			
	<u>15 022</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Service de la dette			
Annuels			
Permanents	6 849 000		
	<u>6 849 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>7 060 327</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	198 325		
Permanents	6 862 002		
	<u>7 060 327</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(2 783)		41 606
					10
-	-	-	(2 783)	-	41 615
			2 313		64 699
-	-	-	2 313	-	64 699
			(49 252)		27 277
				2 314	15 306
-	-	-	(49 252)	2 314	42 583
			845		15 867
-	-	-	845	-	15 867
				693 444	7 542 444
-	-	-	-	693 444	7 542 444
-	-	-	(48 877)	695 758	7 707 209
			(48 877)		149 448
				695 758	7 557 760
-	-	-	(48 877)	695 758	7 707 209

FINANCES

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et administration		
Autres		(558)
	355	(558)
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière		
Autres		7 474
	7 474	7 474
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provision pour transférer des crédits		
Institut de la statistique du Québec		25 676
	27 277	25 676
Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise		
Mise en place d'une stratégie d'employabilité		955
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise		11 573
Seniors Wellness Program		2 000
	14 536	14 528
	49 641	47 121
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	49 641	48 041
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(920)
	49 641	47 121
Ventilation par bénéficiaires		
Institutions d'enseignement		3 377
Organismes à but non lucratif		18 978
Organismes et entreprises du gouvernement		24 766
		47 121
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		18 239
Fonctionnement		7 437
Support		21 445
		47 121

FINANCES

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Support		300
	<u>600</u>	<u>300</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	600	300
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>600</u>	<u>300</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	40 200	83 830
Revenus divers	6 231	10 522
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	46 431	94 352
Transferts du gouvernement fédéral	867 335	1 550 435
	913 766	1 644 787

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère					
Annuels	94 233	83 443	10 635	155	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		8 727	(3)		
	<u>94 233</u>	<u>92 171</u>	<u>10 632</u>	<u>155</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration					
Annuels	518 368	494 900		23 468	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(1 539)			
	<u>518 368</u>	<u>493 361</u>	<u>-</u>	<u>23 468</u>	<u>-</u>
	<u>612 601</u>	<u>585 531</u>	<u>10 632</u>	<u>23 623</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	612 601	578 343	10 635	23 623	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7 188	(3)		
	<u>612 601</u>	<u>585 531</u>	<u>10 632</u>	<u>23 623</u>	<u>-</u>
Dépenses	601 966	585 531		23 623	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles	10 635		10 632		
	<u>612 601</u>	<u>585 531</u>	<u>10 632</u>	<u>23 623</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère							
1. Direction et administration	94 233	49 159	34 037		248		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>94 233</u>	<u>49 159</u>	<u>34 037</u>	<u>-</u>	<u>248</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration							
1. Francisation	273 786	99 147	58 272		96 993		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Intégration	145 226	26 665	6 975		109 119		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Immigration et reconnaissance des compétences	83 946	38 102	16 219		29 494		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Planification de l'immigration et affaires extérieures	15 410	10 703	3 212				
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants							
	<u>518 368</u>	<u>174 617</u>	<u>84 677</u>	<u>-</u>	<u>235 606</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		10 635	155			8 724
-	-	10 635	155	-	-	8 724
			8 204		11 170	(498)
			756		1 710	(53)
			131			(372)
			1 496			(617)
-	-	-	10 588	-	12 880	(1 539)

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	612 601	223 776	118 713		235 854		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
	612 601	223 776	118 713	-	235 854	-	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	223 776	(80)	223 696
Fonctionnement	118 713	8 597	127 311
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	235 854	(1 329)	234 525
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	578 343	7 188	585 531

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		10 635	10 743		12 880	
						7 185
-	-	10 635	10 743	-	12 880	7 185

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère			
Annuels	53 717		
Permanents			
	53 717	-	-
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration			
Annuels	757 432		
Permanents			
	757 432	-	-
	811 149	-	-
Répartition :			
Annuels	811 149		
Permanents			
	811 149	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			40 516		94 233
-	-	-	40 516	-	94 233
14 035			(253 099)		518 368
14 035	-	-	(253 099)	-	518 368
14 035	-	-	(212 583)	-	612 601
14 035			(212 583)		612 601
14 035	-	-	(212 583)	-	612 601

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère		
Autres		248
	248	248
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration		
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		81 620
Programme d'aide à la reconnaissance des compétences		1 605
Programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences		26 512
Programme d'appui aux collectivités		19 898
Programme de soutien à la francisation		7 119
Programme québécois d'apprentissage du français		89 523
Programme Soutien à la mission		7 452
Autres		548
	240 782	234 277
	241 029	234 525
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	241 029	235 854
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(1 329)
	241 029	234 525
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		2 366
Municipalités		10 638
Organismes à but non lucratif		98 993
Personnes		122 529
		234 525
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		234 525
		234 525

JUSTICE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	7 312	5 934
Revenus divers	232 174	209 190
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	239 486	215 125
Transferts du gouvernement fédéral	49 203	53 190
	288 690	268 315

JUSTICE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Administration de la justice					
Annuels	1 066 339	1 046 996	19 340	3	
Permanents	20 016	20 016			
Ne nécessitant pas de crédits		9 187	(9)		
	<u>1 086 355</u>	<u>1 076 199</u>	<u>19 331</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Activité judiciaire					
Annuels	57 740	57 324	416		
Permanents	138 749	138 749			
Ne nécessitant pas de crédits		(1)	(4)		
	<u>196 489</u>	<u>196 072</u>	<u>412</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Justice administrative					
Annuels	22 608	22 608			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>22 608</u>	<u>22 608</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance					
Annuels					
Permanents	547 460	547 460			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>547 460</u>	<u>547 460</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre					
Annuels	251 041	250 244	797		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		86			
	<u>251 041</u>	<u>250 329</u>	<u>797</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales					
Annuels	243 613	242 987	626		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1 929			
	<u>243 613</u>	<u>244 917</u>	<u>626</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>2 347 566</u>	<u>2 337 584</u>	<u>21 166</u>	<u>3</u>	<u>-</u>

JUSTICE

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	1 641 341	1 620 159	21 179	3	
Permanents	706 225	706 225			
Ne nécessitant pas de crédits		11 200	(13)		
	2 347 566	2 337 584	21 166	3	-
Dépenses	2 326 386	2 337 584		3	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1		1		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	706		702		
Immobilisations en ressources informationnelles	20 471		20 462		
	2 347 566	2 337 584	21 166	3	-

JUSTICE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Administration de la justice							
1. Direction, gouvernance et administration	725 133	58 354	665 488		1 144		
Permanents (1)	12		12				
Permanents (2)	7 843	7 843					
Permanents (3)	1 405	1 405					
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	85 813	25 793	40 828				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	109 994	87 679	22 312				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	135 182	84 873	5 447		11 606	33 256	
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Bureau des infractions et amendes	10 216	8 773	1 444				
Permanents (4)	10 756			10 756			
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>1 086 355</u>	<u>274 719</u>	<u>735 531</u>	<u>10 756</u>	<u>12 751</u>	<u>33 256</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur les employés publics (RLRQ, chapitre E-6).

(4) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Programme 2 – Activité judiciaire

1. Magistrature	6 420	5 241	819				
Permanents (1)	137 999	133 652	4 347				
Permanents (2)	28		28				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Conseil de la magistrature	3 209	770	2 439				
Permanents (1)	579	46	533				
3. Soutien à la magistrature	48 111	46 193	1 862				
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Comité sur la rémunération des juges							
Permanents (1)	<u>143</u>	<u>57</u>	<u>85</u>				
	<u>196 489</u>	<u>185 959</u>	<u>10 114</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(2) Loi sur les cours municipales (RLRQ, chapitre C-72.01).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	146					
						9 762
		19 192				(23)
1					3	(224)
						(335)
						(3)
1	146	19 192	-	-	3	9 177
	360					
						(4)
	56					(1)
-	416	-	-	-	-	(5)

JUSTICE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Justice administrative							
1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	21 612		10 121			11 491	
2. Conseil de la justice administrative	995	627	369				
	22 608	627	10 490	-	-	11 491	-
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance							
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels							
Permanents (1)	544 883		36 026		507 433	1 423	
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme							
Permanents (2)	2 577		211		2 366		
	547 460	-	36 237	-	509 799	1 423	-
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre							
1. Commission des services juridiques	212 103				212 103		
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	22 474	18 735	2 979				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Office de la protection du consommateur	16 465	12 056	3 763		608		
Ne nécessitant pas de crédits							
	251 041	30 790	6 742	-	212 711	-	-

(1) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

[illegible]

JUSTICE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales							
1. Direction, gouvernance et administration	19 705	15 579	4 126				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	223 908	178 576	44 706				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales							
	<u>243 613</u>	<u>194 155</u>	<u>48 832</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	1 641 341	543 247	806 703		225 462	44 747	
Permanents	706 225	143 003	41 243	10 756	509 799	1 423	
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>2 347 566</u>	<u>686 250</u>	<u>847 946</u>	<u>10 756</u>	<u>735 261</u>	<u>46 170</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	686 250	(458)	685 793
Fonctionnement	847 946	11 825	859 771
Créances douteuses, autres provisions et pertes	10 756		10 756
Transfert	735 261	(167)	735 094
Affectation à un fonds spécial	46 170		46 170
Service de la dette			
	<u>2 326 384</u>	<u>11 200</u>	<u>2 337 584</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	143	483				(2)
						1 931
-	143	483	-	-	-	1 929
1	706	20 471			3	
						11 187
1	706	20 471	-	-	3	11 187

JUSTICE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Administration de la justice			
Annuels	547 348		
Permanents	24 784		
	572 132	-	-
Programme 2 – Activité judiciaire			
Annuels	50 155		
Permanents	135 857		
	186 012	-	-
Programme 3 – Justice administrative			
Annuels	22 743		
Permanents			
	22 743	-	-
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance			
Annuels			
Permanents	661 784		
	661 784	-	-
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre			
Annuels	219 725		
Permanents			
	219 725	-	-
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales			
Annuels	226 213		
Permanents	301		
	226 514	-	-
	1 888 910	-	-
Répartition :			
Annuels	1 066 183		
Permanents	822 727		
	1 888 910	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
350			518 641		1 066 339
			(1 922)	(2 846)	20 016
350	-	-	516 719	(2 846)	1 086 355
			7 586		57 740
			1 922	969	138 749
-	-	-	9 508	969	196 489
			(135)		22 608
-	-	-	(135)	-	22 608
				(114 325)	547 460
-	-	-	-	(114 325)	547 460
7 658			23 658		251 041
7 658	-	-	23 658	-	251 041
			17 400		243 613
				(301)	
-	-	-	17 400	(301)	243 613
8 008	-	-	567 150	(116 502)	2 347 566
8 008			567 150		1 641 341
				(116 502)	706 225
8 008	-	-	567 150	(116 502)	2 347 566

JUSTICE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Administration de la justice		
Mesures en matière de justice en milieu autochtone		4 694
Programme de mesures de rechange général pour adultes		3 874
Société québécoise d'information juridique		931
Autres		3 085
	12 751	12 583
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance		
Actes de civisme		2 366
Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels		507 433
	509 799	509 799
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre		
Aide juridique		79 109
Autres services juridiques		2 746
Bourse d'études		8
Commission des services juridiques		130 248
Projets et partenariats stratégiques		200
Soutien aux activités d'éducation financière		400
	212 711	212 711
	735 261	735 094
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	735 261	735 261
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(167)
	735 261	735 094
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		3
Institutions d'enseignement		9
Municipalités		1 638
Organismes à but non lucratif		8 311
Organismes et entreprises du gouvernement		133 477
Personnes		591 656
		735 094
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		106 875
Fonctionnement		21 416
Capital		5 186
Support		601 617
		735 094

JUSTICE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		9 505
Fonctionnement		3 286
Capital		512
Support		32 867
	<u>46 170</u>	<u>46 170</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	46 170	46 170
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>46 170</u>	<u>46 170</u>

LANGUE FRANÇAISE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
 (en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	984	627
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	984	627
Transferts du gouvernement fédéral		
	984	627

LANGUE FRANÇAISE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Langue française					
Annuels	83 510	81 745	1 765		
Permanents		441			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	83 510	81 745	1 765		
Permanents		441			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	81 745	82 187			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	2		2		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 763		1 763		
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>83 510</u>	<u>82 187</u>	<u>1 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

LANGUE FRANÇAISE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Langue française							
1. Direction et administration Ne nécessitant pas de crédits	8 610	3 941	4 362		100		
2. Promotion, valorisation et protection de la langue française et de son statut Ne nécessitant pas de crédits	29 451	9 920	4 588		14 942		
3. Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	45 449	36 379	6 433		1 080		
	<u>83 510</u>	<u>50 241</u>	<u>15 383</u>	<u>-</u>	<u>16 122</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	83 510	50 241	15 383		16 122		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>83 510</u>	<u>50 241</u>	<u>15 383</u>	<u>-</u>	<u>16 122</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	50 241	(46)	50 194
Fonctionnement	15 383	655	16 039
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	16 122	(168)	15 953
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>81 745</u>	<u>441</u>	<u>82 187</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	1	206				32
	1					(168)
		1 558				577
-	2	1 763	-	-	-	441
	2	1 763				441
-	2	1 763	-	-	-	441

LANGUE FRANÇAISE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Langue française			
Annuels	81 464		
Permanents			
	81 464	-	-
	81 464	-	-
Répartition :			
Annuels	81 464		
Permanents			
	81 464	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			2 047		83 510
-	-	-	2 047	-	83 510
-	-	-	2 047	-	83 510
			2 047		83 510
-	-	-	2 047	-	83 510

LANGUE FRANÇAISE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Langue française		
Appui à la francophonie canadienne		3 491
Centre de la francophonie des Amériques		2 540
Plan d'action pour la défense du français, seule langue officielle du Québec		3 416
Promotion et diffusion de la langue française		5 326
Réussir ensemble en français		1 080
Autres		100
	16 122	15 953
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	16 122	16 122
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(168)
	16 122	15 953
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		142
Institutions d'enseignement		1 329
Municipalités		827
Organismes à but non lucratif		10 981
Organismes et entreprises du gouvernement		2 667
Personnes		8
		15 953
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		15 953
		15 953

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	455	1 312
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	455	1 312
Transferts du gouvernement fédéral		
	455	1 312

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	26 058	24 313	1 739	6	
Permanents	355	355			
Ne nécessitant pas de crédits		1 088			
	<u>26 414</u>	<u>25 756</u>	<u>1 739</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Affaires internationales					
Annuels	121 249	115 842	5 406		
Permanents		2 929			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>121 249</u>	<u>118 771</u>	<u>5 406</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Condition féminine					
Annuels	32 878	32 870	8		
Permanents		12			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>32 878</u>	<u>32 882</u>	<u>8</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>180 540</u>	<u>177 409</u>	<u>7 153</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	180 185	173 025	7 153	6	
Permanents	355	355			
Ne nécessitant pas de crédits		4 029			
	<u>180 540</u>	<u>177 409</u>	<u>7 153</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
Dépenses	173 382	177 409		1	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	701		701		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	5 627		5 627		
Immobilisations en ressources informationnelles	830		825	5	
	<u>180 540</u>	<u>177 409</u>	<u>7 153</u>	<u>6</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et administration							
1. Direction et administration	26 058	17 417	6 784		113		
Permanents (1)	355		355				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>26 414</u>	<u>17 417</u>	<u>7 139</u>	<u>-</u>	<u>113</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Affaires internationales							
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	27 619	5 236	321		18 813	3 248	
2. Représentation du Québec à l'étranger	76 685	56 847	14 432				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Relations Europe, Indo-Pacifique et affaires institutionnelles	6 206	3 973	423		1 810		
4. Protocole	3 390	2 854	535				
5. Relations Amériques, Affaires économiques et Intelligence stratégique	4 941	4 158	526		257		
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	2 408				2 408		
	<u>121 249</u>	<u>73 069</u>	<u>16 237</u>	<u>-</u>	<u>23 288</u>	<u>3 248</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	922	816			6	
						1 088
-	922	816	-	-	6	1 088
701	4 705					2 929
701	4 705	-	-	-	-	2 929

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Condition féminine							
1. Conseil du statut de la femme	3 458	2 681	769				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Secrétariat à la condition féminine	29 420	4 757	1 249		23 415		
	<u>32 878</u>	<u>7 437</u>	<u>2 017</u>	<u>-</u>	<u>23 415</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	180 185	97 923	25 039		46 815	3 248	
Permanents	355		355				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>180 540</u>	<u>97 923</u>	<u>25 394</u>	<u>-</u>	<u>46 815</u>	<u>3 248</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	97 923	(14)	97 909
Fonctionnement	25 394	4 043	29 437
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	46 815		46 815
Affectation à un fonds spécial	3 248		3 248
Service de la dette			
	<u>173 381</u>	<u>4 029</u>	<u>177 409</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		8				12
-	-	8	-	-	-	12
701	5 627	825			6	4 029
701	5 627	825	-	-	6	4 029

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et administration			
Annuels	22 702		
Permanents	110		
	22 811	-	-
Programme 2 – Affaires internationales			
Annuels	118 318		
Permanents			
	118 318	-	-
Programme 3 – Condition féminine			
Annuels	35 131		
Permanents			
	35 131	-	-
	176 260	-	-
Répartition :			
Annuels	176 150		
Permanents	110		
	176 260	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			3 357		26 058
				246	355
-	-	-	3 357	246	26 414
			2 931		121 249
-	-	-	2 931	-	121 249
			(2 253)		32 878
-	-	-	(2 253)	-	32 878
-	-	-	4 035	246	180 540
			4 035		180 185
				246	355
-	-	-	4 035	246	180 540

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et administration		
Autres		113
	113	113
Programme 2 – Affaires internationales		
Organismes voués à la jeunesse		2 408
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		18 813
Relations Amériques, Affaires économiques et Intelligence stratégique		257
Relations Europe, Indo-Pacifique et affaires institutionnelles		1 810
	23 288	23 288
Programme 3 – Condition féminine		
Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie		415
Programme d'aide financière en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de violence sexuelle et de violence conjugale		18 110
Programme d'aide financière en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie		2 809
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones		2 050
Autres		32
	23 415	23 415
	46 815	46 815
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	46 815	46 815
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	46 815	46 815
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		1 938
Établissements de santé et de services sociaux		29
Institutions d'enseignement		922
Municipalités		119
Organismes à but non lucratif		38 075
Organismes et entreprises du gouvernement		5 520
Personnes		212
		46 815
Ventilation par catégories de dépenses		
Support		46 815
		46 815

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		122
Fonctionnement		7
Support		3 120
	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	3 248	3 248
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	26 189	16 386
Revenus divers	3 950	2 013
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	30 138	18 399
Transferts du gouvernement fédéral		
	30 138	18 399

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières					
Annuels	688 360	677 499	10 862		
Permanents	4 093	4 093			
Ne nécessitant pas de crédits		10 514	(60)		
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	688 360	677 499	10 862		
Permanents	4 093	4 093			
Ne nécessitant pas de crédits		10 514	(60)		
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	681 591	692 106			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	8 274		8 214		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 588		2 588		
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>692 453</u>	<u>692 106</u>	<u>10 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières							
1. Direction du Ministère	10 204	8 608	1 343		253		
Permanents (1)	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Services à la gestion	41 235	23 311	15 178				
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Territoire et affaires stratégiques	74 544	3 161	515		70 868		
4. Aménagement durable du territoire forestier	212 009					212 009	
Permanents (2)	20				20		
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Forestier en chef	6 752	5 913	839				
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Opérations régionales	325 819	58 506	16 047		375	242 776	
Permanents (3)	448					448	
Ne nécessitant pas de crédits							
7. Ressources minérales	17 796	4 222	1 656			11 918	
Permanents (3)	3 614		3 614				
Ne nécessitant pas de crédits							
	692 453	103 721	39 203	-	71 516	467 152	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(3) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						32
	158	2 588				3 609
						(592)
						1
	8 115					7 362
						42
-	8 274	2 588	-	-	-	10 454

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	688 360	103 721	35 579		71 496	466 703	
Permanents	4 093		3 624		20	448	
Ne nécessitant pas de crédits							
	692 453	103 721	39 203	-	71 516	467 152	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	103 721		103 721
Fonctionnement	39 203	11 106	50 309
Créances douteuses, autres provisions et pertes		(592)	(592)
Transfert	71 516		71 516
Affectation à un fonds spécial	467 152		467 152
Service de la dette			
	681 591	10 514	692 106

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	8 274	2 588				10 454
-	8 274	2 588	-	-	-	10 454

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières			
Annuels	498 480		
Permanents	30		
	498 509	-	-
	498 509	-	-
Répartition :			
Annuels	498 480		
Permanents	30		
	498 509	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			189 881		688 360
				4 063	4 093
-	-	-	189 881	4 063	692 453
-	-	-	189 881	4 063	692 453
			189 881		688 360
				4 063	4 093
-	-	-	189 881	4 063	692 453

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières		
Développement du territoire nordique		70 868
Prêts forestiers		20
Autres		628
	71 516	71 516
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	71 516	71 516
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	71 516	71 516
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		3
Institutions d'enseignement		18
Municipalités		447
Organismes à but non lucratif		152
Organismes et entreprises du gouvernement		70 895
		71 516
Ventilation par catégories de dépenses		
Fonctionnement		3 160
Capital		67 326
Intérêts		381
Support		648
		71 516

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		80 163
Fonctionnement		259 549
Support		127 440
	<u>467 152</u>	<u>467 152</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	467 152	467 152
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>467 152</u>	<u>467 152</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	11	2 153
Revenus divers	771 496	720 012
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	771 506	722 165
Transferts du gouvernement fédéral	162 291	228 155
	933 798	950 320

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Fonctions de coordination					
Annuels	261 249	226 268	571	34 410	
Permanents	22	22			
Ne nécessitant pas de crédits		19 807			
	<u>261 271</u>	<u>246 097</u>	<u>571</u>	<u>34 410</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Services dispensés à la population					
Annuels	41 758 246	41 758 246			
Permanents	7 561 072	7 561 072			
Ne nécessitant pas de crédits		(263 207)			
	<u>49 319 318</u>	<u>49 056 112</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec					
Annuels	16 947	15 091	49	1 806	
Permanents		45			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>16 947</u>	<u>15 136</u>	<u>49</u>	<u>1 806</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec					
Annuels					
Permanents	12 109 531	12 109 531			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 109 531</u>	<u>12 109 531</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Condition des Aînés					
Annuels	51 772	50 474		1 297	
Permanents		(298)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>51 772</u>	<u>50 176</u>	<u>-</u>	<u>1 297</u>	<u>-</u>
	<u>61 758 838</u>	<u>61 477 052</u>	<u>621</u>	<u>37 513</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	42 088 213	42 050 079	621	37 513	
Permanents	19 670 625	19 670 625			
Ne nécessitant pas de crédits		(243 652)			
	61 758 838	61 477 052	621	37 513	-
Dépenses	61 756 663	61 477 052		35 959	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	145		82	63	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 030		538	1 492	
	61 758 838	61 477 052	621	37 513	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Fonctions de coordination							
1. Direction et gestion ministérielle	233 883	106 995	95 407				
Permanents (1)	22		22				
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Organisme-conseil	5 140	2 895	2 099		147		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Activités nationales	22 226				18 726		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>261 271</u>	<u>109 890</u>	<u>97 528</u>	<u>-</u>	<u>18 873</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Programme 2 – Services dispensés à la population

1. Santé publique	1 079 766				1 079 766		
2. Services généraux – Activités cliniques et d'aide	1 425 636				1 425 636		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	2 573 396				2 573 396		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	6 065 067				6 065 067		
Ne nécessitant pas de crédits							
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 489 545				1 489 545		
Ne nécessitant pas de crédits							
6. Jeunes en difficulté	2 560 596				2 560 596		
Ne nécessitant pas de crédits							
7. Dépendances	223 345				223 345		
8. Santé mentale	2 052 989				2 052 989		
Ne nécessitant pas de crédits							
9. Santé physique	9 417 870				9 417 870		
Permanents (1)	5 722 841				5 722 841 ⁽⁷⁾		
Permanents (2)	6 429				6 429		
Ne nécessitant pas de crédits							
10. Administration	2 523 164				2 523 164		
Ne nécessitant pas de crédits							

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	63	508			30 910	19 824
						(22)
					3 500	
						4
-	63	508	-	-	34 410	19 807

(3 707)

(1 989)

(15 193)

(3 844)

(832)

(225)

(142 546)

(8 477)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 2 – Services dispensés à la population (suite)							
11. Soutien aux services	1 519 171				1 519 171		
Ne nécessitant pas de crédits							
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 842 931				1 842 931		
Ne nécessitant pas de crédits							
13. Organismes communautaires et autres organismes	1 223 586				1 223 586		
Ne nécessitant pas de crédits							
14. Activités connexes	2 420 881				2 420 881		
Permanents (3)	1 478 921				1 478 921		
Permanents (4)	206 721				206 721		
Permanents (5)	3 382				3 382		
Ne nécessitant pas de crédits							
15. Financement des infrastructures de santé et de services sociaux	4 402 861				4 402 861		
Permanents (6)	142 779				142 779		
Ne nécessitant pas de crédits							
16. Financement d'achats centralisés	32 280				32 280		
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	10 000				10 000		
18. Déficience physique	895 162				895 162		
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée							
	49 319 318	-	-	-	49 319 318	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(5) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(6) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

(7) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(27 078)
						(345)
						(192)
						(55 276)
						(3 502)
-	-	-	-	-	-	(263 207)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec							
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	16 947	11 435	2 615		1 040		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>16 947</u>	<u>11 435</u>	<u>2 615</u>	<u>-</u>	<u>1 040</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec							
1. Services médicaux							
Permanents (1)	8 554 005				8 554 005		
Permanents (2)	6 146				6 146		
2. Services optométriques							
Permanents (1)	149 420				149 420		
3. Services dentaires							
Permanents (1)	198 087				198 087		
4. Services pharmaceutiques et médicaments							
Permanents (1)	2 759 820				2 759 820		
5. Autres services							
Permanents (1)	244 061				244 061		
6. Administration							
Permanents (1)	197 992				197 992		
	<u>12 109 531</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>12 109 531</u> ⁽³⁾	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 5 722 841 milliers de dollars, financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	20	30			1 806	45
-	20	30	-	-	1 806	45
-	-	-	-	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 5 – Condition des Aînés							
1. Vieillessement actif	24 158		130		24 025		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	27 613		3 215		23 105		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>51 772</u>	<u>-</u>	<u>3 345</u>	<u>-</u>	<u>47 129</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :							
Annuels	42 088 213	121 325	103 466		41 825 288		
Permanents	19 670 625		22		19 670 603		
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>61 758 838</u>	<u>121 325</u>	<u>103 488</u>	<u>-</u>	<u>61 495 891</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	121 325	(1 532)	119 794
Fonctionnement	103 488	21 133	124 621
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	61 495 891	(263 253)	61 232 638
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>61 720 704</u>	<u>(243 652)</u>	<u>61 477 052</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
					4	
						(157)
					1 294	
						(141)
-	-	-	-	-	1 297	(298)
	82	538			37 513	
						(243 652)
-	82	538	-	-	37 513	(243 652)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Fonctions de coordination			
Annuels	305 575		
Permanents	29		
	305 603	-	-
Programme 2 – Services dispensés à la population			
Annuels	37 468 189		
Permanents	7 453 865		
	44 922 055	-	-
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec			
Annuels	16 997		
Permanents			
	16 997	-	-
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec			
Annuels			
Permanents	11 727 741		
	11 727 741	-	-
Programme 5 – Condition des Aînés			
Annuels	60 775		
Permanents			
	60 775	-	-
	57 033 171	-	-
Répartition :			
Annuels	37 851 536		
Permanents	19 181 636		
	57 033 171	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(44 326)		261 249
				(6)	22
-	-	-	(44 326)	(6)	261 271
			4 290 057		41 758 246
				107 207	7 561 072
-	-	-	4 290 057	107 207	49 319 318
			(50)		16 947
-	-	-	(50)	-	16 947
				381 790	12 109 531
-	-	-	-	381 790	12 109 531
			(9 004)		51 772
-	-	-	(9 004)	-	51 772
-	-	-	4 236 677	488 990	61 758 838
			4 236 677		42 088 213
-	-	-	4 236 677	488 990	19 670 625
-	-	-	4 236 677	488 990	61 758 838

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Fonctions de coordination		
Autres		18 877
	18 873	18 877
Programme 2 – Services dispensés à la population		
Achat de vaccins et de produits biologiques		396 114
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux		115 271
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles		40 902
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite		1 685 642
Établissements privés		1 316 681
Financement des infrastructures de Santé et Services sociaux		4 542 137
Organismes communautaires et autres organismes		1 223 394
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique		196 984
Rémunération des résidents en médecine		345 854
Ressources de type familial		758 431
Santé Québec et établissements publics		35 980 860
Services hospitaliers hors Québec		311 475
Services sanitaires aériens		53 549
Soutien aux proches aidants		122 024
Système du sang		534 162
Transporteurs ambulanciers		912 202
Autres		520 432
	49 319 318	49 056 112
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec		
Soutien à l'intégration des personnes handicapées		1 040
	1 087	1 040
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec		
Aides techniques		221 572
Bourses d'études et de recherche		22 489
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie		197 992
Services dentaires		198 087
Services médicaux		8 560 151
Services optométriques		149 420
Services pharmaceutiques et médicaments		2 759 820
	12 109 531	12 109 531
Programme 5 – Condition des Aînés		
Lutte contre la maltraitance envers les aînés		23 064
Politique Vieillir et vivre ensemble		24 015
	47 129	47 079
	61 495 938	61 232 638

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Dépenses de transfert (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	61 495 938	61 495 891
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(263 253)
	<u>61 495 938</u>	<u>61 232 638</u>
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		7 062
Établissements de santé et de services sociaux		46 696 301
Institutions d'enseignement		16 134
Municipalités		11 066
Organismes à but non lucratif		1 362 636
Organismes et entreprises du gouvernement		636 424
Personnes		12 503 014
		<u>61 232 638</u>
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		37 197 755
Fonctionnement		15 295 616
Capital		3 816 273
Intérêts		369 555
Support		4 553 440
		<u>61 232 638</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	26 570	25 433
Revenus divers	12 999	11 667
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	39 568	37 100
Transferts du gouvernement fédéral	20 100	44 200
	59 668	81 300

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	375 399	355 914	19 485		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		11 740	(71)		
	<u>375 408</u>	<u>367 663</u>	<u>19 414</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec					
Annuels	1 102 007	1 081 368	20 639		
Permanents	2 884	2 884			
Ne nécessitant pas de crédits		17 823			
	<u>1 104 891</u>	<u>1 102 075</u>	<u>20 639</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Gestion du système correctionnel					
Annuels	719 935	719 935			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(833)			
	<u>719 935</u>	<u>719 102</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Affaires policières					
Annuels	330 650	330 650			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(1 654)			
	<u>330 650</u>	<u>328 996</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales					
Annuels	44 934	44 914	20		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(308)			
	<u>44 934</u>	<u>44 606</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Encadrement et surveillance					
Annuels	69 289	69 266	23		
Permanents	102	102			
Ne nécessitant pas de crédits		981	(3)		
	<u>69 390</u>	<u>70 349</u>	<u>20</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie					
Annuels	93 231	93 231			
Permanents	81 478	81 478			
Ne nécessitant pas de crédits		(204)			
	<u>174 709</u>	<u>174 506</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>2 819 917</u>	<u>2 807 297</u>	<u>40 093</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crédits, dépenses et investissements par programmes (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Répartition :					
Annuels	2 735 444	2 695 278	40 166		
Permanents	84 473	84 473			
Ne nécessitant pas de crédits		27 546	(74)		
	2 819 917	2 807 297	40 093	-	-
Dépenses	2 779 751	2 807 297			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	22 029		22 029		
Immobilisations en ressources informationnelles	18 137		18 064		
	2 819 917	2 807 297	40 093	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction et administration							
1. Direction et administration	375 399	64 699	291 007		208		
Permanents (1)	10		10				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>375 408</u>	<u>64 699</u>	<u>291 016</u>	<u>-</u>	<u>208</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec							
1. Surveillance du territoire	709 200	362 212	48 611			298 094	
Permanents (1)	2 881	2 881					
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Enquêtes criminelles	392 807	98 162	119 647			154 643	
Permanents (2)	3			3			
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>1 104 891</u>	<u>463 255</u>	<u>168 258</u>	<u>3</u>	<u>-</u>	<u>452 736</u>	<u>-</u>
(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).							
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).							
Programme 3 – Gestion du système correctionnel							
1. Services correctionnels	677 353	445 016	232 132		205		
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Prestation des organismes communautaires	35 427		34 256		1 171		
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	7 155	6 500	654				
	<u>719 935</u>	<u>451 516</u>	<u>267 043</u>	<u>-</u>	<u>1 376</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
	6 121	13 364				
						11 669
-	6 121	13 364	-	-	-	11 669
	28	255				
						34
	15 837	4 519				
						17 790
-	15 865	4 773	-	-	-	17 823
						(833)
-	-	-	-	-	-	(833)

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 4 – Affaires policières							
1. Organisation et pratiques policières	21 751	3 776	415		17 560		
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	119 068	1 780	33		117 255		
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions Ne nécessitant pas de crédits	67 901	55 161	12 740				
4. Lutte contre la criminalité Ne nécessitant pas de crédits	111 233	3 954	5 275		102 003		
5. Coordination	10 697	498			10 199		
	<u>330 650</u>	<u>65 169</u>	<u>18 464</u>	<u>-</u>	<u>247 017</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales							
1. Services et expertises judiciaires	24 159	18 017	6 141				
2. Bureau du coroner Ne nécessitant pas de crédits	20 775	16 334	4 421				
	<u>44 934</u>	<u>34 351</u>	<u>10 563</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 6 – Encadrement et surveillance							
1. Commissaire à la déontologie policière	7 029	6 430	599				
2. Tribunal administratif de déontologie policière	2 821	2 226	595				
3. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents (1) Ne nécessitant pas de crédits	20 710 102	15 555	5 147	102			
4. Commissaire à la lutte contre la corruption Ne nécessitant pas de crédits	28 725	23 207	5 504				
5. Bureau des enquêtes indépendantes	10 004	8 566	1 438				
	<u>69 390</u>	<u>55 983</u>	<u>13 283</u>	<u>102</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(1)
						(1 653)
-	-	-	-	-	-	(1 654)
	20					(308)
-	20	-	-	-	-	(308)
	8					984
	14					(6)
-	23	-	-	-	-	978

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie							
1. Prévention des sinistres et atténuation des risques Ne nécessitant pas de crédits	21 741	5 464	6 282		9 995		
2. Interventions de sécurité civile	20 674	12 106	8 436		132		
3. Gestion du rétablissement et adaptation	11 717	11 104	14		600		
Permanents (1)	32 236	70	2 736		29 431		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Sécurité incendie et télécommunications d'urgence Ne nécessitant pas de crédits	16 484	3 902	35		12 548		
5. Gestion des risques d'incendies de forêt	22 614	815	13 799		8 000		
Permanents (2)	49 242		49 242				
	174 709	33 460	80 544	-	60 706	-	-

(1) Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres, (RLRQ, chapitre S-2.4).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

Répartition :

Annuels	2 735 444	1 165 483	797 183		279 876	452 736	
Permanents	84 473	2 950	51 987	105	29 431		
Ne nécessitant pas de crédits							
	2 819 917	1 168 433	849 170	105	309 307	452 736	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	1 168 433		1 168 433
Fonctionnement	849 170	29 397	878 567
Créances douteuses, autres provisions et pertes	105		105
Transfert	309 307	(1 851)	307 456
Affectation à un fonds spécial	452 736		452 736
Service de la dette			
	2 779 751	27 546	2 807 297

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
						(5)
						(1)
						(197)
-	-	-	-	-	-	(204)
	22 029	18 137				
						27 472
-	22 029	18 137	-	-	-	27 472

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction et administration			
Annuels	101 197		
Permanents	10		
	101 207	-	-
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec			
Annuels	886 145		
Permanents			
	886 145	-	-
Programme 3 – Gestion du système correctionnel			
Annuels	680 204		
Permanents			
	680 204	-	-
Programme 4 – Affaires policières			
Annuels	296 427		
Permanents			
	296 427	-	-
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales			
Annuels	41 288		
Permanents			
	41 288	-	-
Programme 6 – Encadrement et surveillance			
Annuels	67 809		
Permanents	34		
	67 844	-	-
Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie			
Annuels	76 127		
Permanents	47 670		
	123 797	-	-
	2 196 911	-	-
Répartition :			
Annuels	2 149 196		
Permanents	47 714		
	2 196 911	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			274 202		375 399
					10
-	-	-	274 202	-	375 408
1 636			214 226		1 102 007
		2 881		3	2 884
1 636	-	2 881	214 226	3	1 104 891
			39 731		719 935
-	-	-	39 731	-	719 935
			34 223		330 650
-	-	-	34 223	-	330 650
			3 646		44 934
-	-	-	3 646	-	44 934
			1 480		69 289
-	-	-		67	102
			1 480	67	69 390
			17 105		93 231
-	-	-		33 808	81 478
			17 105	33 808	174 709
1 636	-	2 881	584 612	33 878	2 819 917
1 636			584 612		2 735 444
		2 881		33 878	84 473
1 636	-	2 881	584 612	33 878	2 819 917

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Direction et administration		
Autres		208
	208	208
Programme 3 – Gestion du système correctionnel		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes		1 171
Autres		205
	1 376	1 376
Programme 4 – Affaires policières		
Formation des policiers et des pompiers		16 710
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes		101 200
Services policiers en milieu autochtone		117 255
Autres		10 199
	247 017	245 363
Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie		
Cadre pour la prévention de sinistres		9 995
Formation des policiers et des pompiers		3 802
Sécurité civile et incendie		46 341
Autres		370
	60 706	60 508
	309 307	307 456
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	309 307	309 307
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(1 851)
	309 307	307 456
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		8 060
Établissements de santé et de services sociaux		610
Institutions d'enseignement		1 009
Municipalités		237 970
Organismes à but non lucratif		50 375
Organismes et entreprises du gouvernement		5 972
Personnes		3 460
		307 456
Ventilation par catégories de dépenses		
Capital		8 333
Support		299 123
		307 456

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		355 874
Fonctionnement		86 369
Capital		10 378
Intérêt		115
	<u>452 736</u>	<u>452 736</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	452 736	452 736
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>452 736</u>	<u>452 736</u>

TOURISME

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers		
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	-	-
Transferts du gouvernement fédéral		
	-	-

TOURISME

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes					
Annuels	12 843	12 843			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 853</u>	<u>12 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Développement du tourisme					
Annuels	96 012	96 012			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>96 012</u>	<u>96 012</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Organismes relevant du ministre					
Annuels	341 214	341 214			
Permanents	11 289	11 289			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>352 503</u>	<u>352 503</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>461 367</u>	<u>461 367</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	450 069	450 069			
Permanents	11 298	11 298			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>461 367</u>	<u>461 367</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	461 367	461 367			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
	<u>461 367</u>	<u>461 367</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TOURISME

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes							
1. Direction et administration	3 845					3 845	
Permanents (1)	10					10	
2. Gestion des programmes	8 998					8 998	
	12 853	-	-	-	-	12 853	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
Programme 2 – Développement du tourisme							
1. Soutien aux projets de développement du tourisme	40 311					40 311	
2. Appui aux organisations de développement touristique régional	22 613					22 613	
3. Soutien aux événements touristiques	33 088					33 088	
	96 012	-	-	-	-	96 012	-
Programme 3 – Organismes relevant du ministre							
1. Société du Centre des congrès de Québec	16 732				16 732		
Permanents (1)	3				3		
2. Société du Palais des congrès de Montréal	35 157				35 157		
Permanents (1)	19				19		
3. Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	289 326				289 326		
Permanents (1)	11 267				11 267		
	352 503	-	-	-	352 503	-	-

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	450 069				341 214	108 855	
Permanents	11 298				11 289	10	
	461 367	-	-	-	352 503	108 864	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	352 503		352 503
Affectation à un fonds spécial	108 864		108 864
Service de la dette			
	461 367	-	461 367

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes			
Annuels	13 393		
Permanents	10		
	13 403	-	-
Programme 2 – Développement du tourisme			
Annuels	71 983		
Permanents			
	71 983	-	-
Programme 3 – Organismes relevant du ministre			
Annuels	38 476		
Permanents			
	38 476	-	-
	123 862	-	-
Répartition :			
Annuels	123 853		
Permanents	10		
	123 862	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(551)		12 843
					10
-	-	-	(551)	-	12 853
			24 028		96 012
-	-	-			
			24 028	-	96 012
			302 738		341 214
				11 289	11 289
-	-	-	302 738	11 289	352 503
-	-	-	326 216	11 289	461 367
			326 216		450 069
				11 289	11 298
-	-	-	326 216	11 289	461 367

TOURISME

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 3 – Organismes relevant du ministre		
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique		300 593
Société du Centre des congrès de Québec		16 734
Société du Palais des congrès de Montréal		35 176
	352 503	352 503
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	352 503	352 503
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	352 503	352 503
Ventilation par bénéficiaires		
Organismes et entreprises du gouvernement		352 503
		352 503
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		16 928
Fonctionnement		26 190
Capital		303 727
Intérêts		5 658
		352 503

TOURISME

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		9 051
Fonctionnement		3 351
Capital		16 044
Intérêt		3 416
Support		77 001
	<u>108 864</u>	<u>108 864</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	108 864	108 864
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>108 864</u>	<u>108 864</u>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	64 484	60 068
Revenus divers	10 501	3 952
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	74 985	64 020
Transferts du gouvernement fédéral		188
	74 985	64 208

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport					
Annuels	5 200 352	4 918 718	281 634		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		14 316	(5 055)		
	<u>5 200 352</u>	<u>4 933 035</u>	<u>276 578</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs					
Annuels	78 506	73 126	5 380		
Permanents	50	50			
Ne nécessitant pas de crédits		5 592	(105)		
	<u>78 556</u>	<u>78 769</u>	<u>5 274</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>5 278 908</u>	<u>5 011 803</u>	<u>281 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :					
Annuels	5 278 858	4 991 844	287 013		
Permanents	50	50			
Ne nécessitant pas de crédits		19 909	(5 161)		
	<u>5 278 908</u>	<u>5 011 803</u>	<u>281 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 991 895	5 011 803			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 401		2 401		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	279 245		274 190		
Immobilisations en ressources informationnelles	5 368		5 262		
	<u>5 278 908</u>	<u>5 011 803</u>	<u>281 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport							
1. Transport terrestre	4 666 208	77 715	520 940		178 027	3 661 755	
Ne nécessitant pas de crédits							
2. Transport maritime	344 550	1 350	4 690		334 134		
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Transport aérien	177 680	12 772	17 983		97 520		
Ne nécessitant pas de crédits							
4. Commission des transports du Québec	11 914	9 207	2 624				
Ne nécessitant pas de crédits							
	<u>5 200 352</u>	<u>101 044</u>	<u>546 237</u>	<u>-</u>	<u>609 682</u>	<u>3 661 755</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs							
1. Direction	9 996	9 227	528		241		
Permanents (1)	10		10				
2. Services corporatifs	59 426	41 265	12 782				
Permanents (2)	41			41			
Ne nécessitant pas de crédits							
3. Planification, recherche et développement	<u>9 083</u>	<u>8 553</u>	<u>405</u>		<u>126</u>		
	78 556	59 044	13 724	41	367	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
2 401	225 219	149				(6 814)
	4 375					677
	49 406					15 209
	2	81				189
2 401	279 002	231	-	-	-	9 261
	243	5 137				5 487
-	243	5 137	-	-	-	5 487

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés					
		Dépenses					
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Répartition :							
Annuels	5 278 858	160 088	559 952		610 049	3 661 755	
Permanents	50		10	41			
Ne nécessitant pas de crédits							
	5 278 908	160 088	559 962	41	610 049	3 661 755	-

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	160 088	(19)	160 069
Fonctionnement	559 962	35 158	595 120
Créances douteuses, autres provisions et pertes	41		41
Transfert	610 049	(15 230)	594 818
Affectation à un fonds spécial	3 661 755		3 661 755
Service de la dette			
	4 991 895	19 909	5 011 803

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
2 401	279 245	5 368				14 748
2 401	279 245	5 368	-	-	-	14 748

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits initiaux		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport			
Annuels	3 336 932		
Permanents			
	<u>3 336 932</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs			
Annuels	69 887		
Permanents	35		
	<u>69 922</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>3 406 854</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Répartition :			
Annuels	3 406 819		
Permanents	35		
	<u>3 406 854</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
3 311			1 860 109		5 200 352
3 311	-	-	1 860 109	-	5 200 352
			8 619		78 506
-	-	-		16	50
			8 619	16	78 556
3 311	-	-	1 868 728	16	5 278 908
3 311			1 868 728		5 278 858
				16	50
3 311	-	-	1 868 728	16	5 278 908

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport		
Aide à l'adaptation des taxis et autocars		3 904
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées		12 250
Aide spécifique pour le transport adapté		136 230
Appuyer la construction du terminal de Contrecoeur		30 000
Programme d'accès aérien aux régions		83 056
Programme de soutien aux infrastructures de transport ferroviaire et à l'intégration modale		8 481
Réhabilitation du chemin de fer de la Gaspésie		4 000
Société des Traversiers du Québec		267 365
Autres - Transport aérien		11 471
Autres - Transport ferroviaire		1 200
Autres - Transport maritime		35 355
Autres - Transport terrestre		1 139
	609 682	594 451
Programme 2 – Administration et services corporatifs		
Aide à la recherche et au développement en transport		126
Autres		241
	367	367
	610 049	594 818
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	610 049	610 049
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(15 230)
	610 049	594 818
Ventilation par bénéficiaires		
Entreprises du secteur privé		103 812
Institutions d'enseignement		92
Municipalités		147 198
Organismes à but non lucratif		11 380
Organismes et entreprises du gouvernement		329 534
Personnes		2 803
		594 818
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		78 708
Fonctionnement		149 179
Capital		122 040
Intérêts		6 042
Support		238 849
		594 818

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		13 306
Fonctionnement		207 466
Capital		2 960 619
Intérêt		93 370
Support		386 995
	<u>3 661 755</u>	<u>3 661 755</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	3 661 755	3 661 755
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>3 661 755</u>	<u>3 661 755</u>

TRAVAIL

Revenus par catégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026	2025
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	7	138
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	7	138
Transferts du gouvernement fédéral		
	7	138

TRAVAIL

Crédits, dépenses et investissements par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	Investissements	Crédits non utilisés	Excédents
Programme 1 – Travail					
Annuels	51 560	40 499	478	10 584	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(182)			
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-
Répartition :					
Annuels	51 560	40 499	478	10 584	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(182)			
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-
Dépenses	46 809	40 327		6 300	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1			1	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	4 085			4 085	
Immobilisations en ressources informationnelles	675		478	197	
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-
	<u>51 570</u>	<u>40 327</u>	<u>478</u>	<u>10 584</u>	-

TRAVAIL

Crédits autorisés, dépenses et autres coûts par programmes, éléments et supercatégories

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Moins : Crédits utilisés				
		Dépenses				
		Rémunération	Fonctionnement	Créances douteuses, autres provisions et pertes	Transfert	Affectation à un fonds spécial
						Service de la dette
Programme 1 – Travail						
1. Gouvernance et administration	8 634	3 281	403		190	
Permanents (1)	10		10			
Ne nécessitant pas de crédits						
2. Politiques et relations du travail	34 099	8 128	7 893		12 078	
Ne nécessitant pas de crédits						
3. Tribunal administratif du travail	5 859					5 559
4. Régie du bâtiment du Québec	2 968				2 968	
	<u>51 570</u>	<u>11 408</u>	<u>8 305</u>	<u>-</u>	<u>15 236</u>	<u>5 559</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

Répartition :

Annuels	51 560	11 408	8 295		15 236	5 559
Permanents	10		10			
Ne nécessitant pas de crédits						
	<u>51 570</u>	<u>11 408</u>	<u>8 305</u>	<u>-</u>	<u>15 236</u>	<u>5 559</u>

Ventilation des dépenses par supercatégories

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	11 408	(498)	10 910
Fonctionnement	8 305	316	8 621
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
Transfert	15 236		15 236
Affectation à un fonds spécial	5 559		5 559
Service de la dette			
	<u>40 509</u>	<u>(182)</u>	<u>40 327</u>

Moins : Crédits utilisés (suite)			Crédits non utilisés (Excédents)			Ne nécessitant pas de crédits
Investissements			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles				
		478	3 600		683	
						316
			233		5 768	(498)
			300			
-	-	478	4 133	-	6 451	(182)
		478	4 133		6 451	(182)
-	-	478	4 133	-	6 451	(182)

TRAVAIL

Évolution des crédits initiaux par programmes

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

		Crédits initiaux	
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures
			Reports Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 – Travail			
Annuels	40 195		
Permanents	10		
	40 205	-	-
	40 205	-	-
Répartition :			
Annuels	40 195		
Permanents	10		
	40 205	-	-

Crédits complémentaires			Transferts de crédits	Ajustements aux crédits permanents	Crédits autorisés
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			11 366		51 560
				(1)	10
-	-	-	11 366	(1)	51 570
-	-	-	11 366	(1)	51 570
			11 366		51 560
				(1)	10
-	-	-	11 366	(1)	51 570

TRAVAIL

Dépenses de transfert

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Ventilation par objets d'aide		
Programme 1 – Travail		
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		5 178
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction		9 268
Autres		790
	21 004	15 236
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	21 004	15 236
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	21 004	15 236
Ventilation par bénéficiaires		
Institutions d'enseignement		11
Municipalités		2
Organismes à but non lucratif		178
Organismes et entreprises du gouvernement		15 046
		15 236
Ventilation par catégories de dépenses		
Rémunération		2 968
Support		12 268
		15 236

TRAVAIL

Dépenses d'affectation à un fonds spécial par catégories de dépenses

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Rémunération		4 606
Fonctionnement		953
	<u>5 859</u>	<u>5 559</u>
Répartition :		
Dépenses nécessitant des crédits	5 859	5 559
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		
	<u>5 859</u>	<u>5 559</u>

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Revenus et dépenses des comptes à fin déterminée

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026		2025	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
ASSEMBLÉE NATIONALE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			(4)	(4)
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	3 988	3 988	6 226	6 226
	3 988	3 988	6 222	6 222
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION				
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	24 957	24 957	19 102	19 102
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			(1 951)	(1 951)
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	9 851	9 851	17 847	17 847
Projets d'infrastructures 2008	(2 429)	(2 429)	10 485	10 485
Projets d'infrastructures 2015	865	865	446	446
	33 244	33 244	45 930	45 930
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan d'action nordique	1 108	1 108	(38)	(38)
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	173 107	173 107	259 457	259 457
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	289	289	183	183
	174 503	174 503	259 602	259 602
CONSEIL EXÉCUTIF				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	18	18	6	6
	18	18	6	6
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 940	1 940	2 164	2 164
Financement des unités autonomes de service – Centre de conservation du Québec	1 289	1 289	1 608	1 608
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	4 473	4 473	15 526	15 526
Projets d'infrastructures 2008	8 807	8 807	7 041	7 041
	16 509	16 509	26 340	26 340
ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	28	28	714	714
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	49	49	428	428
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	19 738	19 738	22 912	22 912
	19 815	19 815	24 054	24 054

Note :

Certains montants présentés sont négatifs, notamment en raison du renversement des crédateurs et des frais à payer comptabilisés lors d'une année antérieure.

Revenus et dépenses des comptes à fin déterminée (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026		2025	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
ÉDUCATION				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	25 389	25 389	24 688	24 688
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	(10)	(10)	1 444	1 444
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	74 238	74 238	27 946	27 946
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23 387	23 387	(38)	(38)
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	38 343	38 343	26 574	26 574
	161 348	161 348	80 613	80 613
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	11 861	11 861	12 938	12 938
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	6 407	6 407	2 085	2 085
Formation dans les pénitenciers fédéraux	288	288	223	223
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	5 182	5 182	16 660	16 660
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	1 960	1 960	5 146	5 146
	25 698	25 698	37 052	37 052
ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	630	630	231	231
	630	630	231	231
FAMILLE				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan d'action nordique 2023-2028	445	445		
	445	445	-	-
FINANCES				
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence (1)	557 557	557 557	535 255	535 255
	557 557	557 557	535 255	535 255
IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3	3	1	1
	3	3	1	1
JUSTICE				
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	812	812	701	701
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 935	3 935	2 242	2 242
	4 747	4 747	2 943	2 943
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	27	27	114	114
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 754	2 754	4 115	4 115
	2 781	2 781	4 229	4 229

(1) Ces sommes ont été transférées à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2026, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 758 449 milliers de dollars (837 630 milliers de dollars au 31 mars 2025).

Revenus et dépenses des comptes à fin déterminée (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	2026		2025	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS				
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	238	238	10	10
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	985	985	922	922
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	33 439	33 439	30 226	30 226
	34 662	34 662	31 158	31 158
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	155 996	155 996	150 891	150 891
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	9 618	9 618	(35)	(35)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	135 940	135 940	239 176	239 176
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux			3 975	3 975
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	22 953	22 953	18 016	18 016
	324 507	324 507	412 023	412 023
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Administration de la Loi sur les armes à feu	7 586	7 586	7 352	7 352
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan d'action nordique	558	558	850	850
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	103 744	103 744	68 384	68 384
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	9 370	9 370		
	121 259	121 259	76 586	76 586
TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE				
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes pour des projets de transport	25 545	25 545	13 373	13 373
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(1 184)	(1 184)	8 982	8 982
	24 361	24 361	22 356	22 356
TRAVAIL				
Financement du Bureau d'évaluation médicale	8 305	8 305	8 743	8 743
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 134	2 134	873	873
	10 439	10 439	9 615	9 615
	1 516 513	1 516 513	1 574 219	1 574 219

FONDS SPÉCIAUX

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2026

Par l'approbation des prévisions de dépenses et d'investissements d'un fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) ou de certaines lois particulières, le Parlement autorise annuellement le ministre ou l'organisme responsable à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit de ce fonds spécial.

À la fin de l'année financière, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2026, des excédents de dépenses de 2 604 294 milliers de dollars et d'investissements de 394 184 milliers de dollars des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés. Le détail des excédents est présenté dans l'annexe.

Au nom du gouvernement du Québec,

La sous-ministre des Finances,

La sous-ministre adjointe et
contrôleuse des finances,

Original signé

Original signé

Christyne Tremblay

Lucie Pageau, CPA

Québec, le 17 juillet 2026

Annexe

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	457	
Cybersécurité et Numérique		
Fonds de la cybersécurité et du numérique	13 548	12 909
Économie, Innovation et Énergie		
Capital ressources naturelles et énergie		58 672
Fonds du développement économique		74 519
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	22 729	25 826
Éducation		
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	18 275	
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs		
Fonds bleu		1
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	323 859	
Finances		
Fonds de financement		194
Fonds relatif à l'administration fiscale	7 036	
Justice		
Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	892	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	3 064	
Sécurité publique		
Fonds des services de police	3 154	7 508
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	6 111	

Annexe

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (suite) (en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Transports et Mobilité durable		
Fonds de gestion de l'équipement roulant		25 680
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 205 169	173 887
Travail		
Fonds du Tribunal administratif du travail		14 990
	2 604 294	394 184

**RENSEIGNEMENTS SUR
LES REVENUS, LES DÉPENSES ET
LES INVESTISSEMENTS DES
FONDS SPÉCIAUX PAR PORTEFEUILLES**

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	279 839	268 168	277 500
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	4 735	1 006	1 582
	284 574	269 174	279 082
Dépenses			
Transfert	289 775	221 918	278 427
	289 775	221 918	278 427
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		1 544	2 449
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	289 775	223 462	280 876
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(5 201)	47 256	655
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	99 932	110 229	109 574
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	94 731	157 485	110 229
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	29 500
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
	25 000	25 000	29 500
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	28 133
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	25 000	25 000	28 133
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	1 367
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	1 367	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	1 367	1 367
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 000	1 000	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	100	180	307
	6 100	6 180	5 307
Dépenses			
Rémunération	250		
Transfert	5 850	6 557	5 378
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	6 100	6 557	5 378
Excédent à approuver		457	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	(377)	(71)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	2	460	531
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2	83	460
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	40 350	25 334	22 168
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	500	2 336	3 140
	40 850	27 670	25 308
Dépenses			
Rémunération	752		
Fonctionnement	2	1	1
Transfert	46 821	24 649	18 411
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	47 575	24 650	18 412
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(6 725)	3 021	6 897
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	68 714	77 998	71 102
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	61 989	81 019	77 998
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

FONDS DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	93 470	157 737	136 761
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	574 871	540 730	538 638
	668 341	698 467	675 399
Dépenses			
Rémunération	168 848	161 644	166 631
Fonctionnement	498 219	517 625	488 903
Créances douteuses, autres provisions et pertes			(3)
Service de la dette	16 275	17 265	17 833
	683 341	696 534	673 365
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		355	491
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	683 341	696 889	673 856
Excédent à approuver		13 548	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(15 000)	1 934	2 034
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(852)	19 451	17 416
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(15 852)	21 384	19 451
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	7 898	9 686	42 404
Immobilisations en ressources informationnelles	92 609	103 729	101 851
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	100 507	113 415	144 255
Excédent à approuver		12 909	

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	10 323	14 379	8 775
	10 323	14 379	8 775
Dépenses			
Fonctionnement		2 634	3 232
Créances douteuses, autres provisions et pertes	35 477	250	1 318
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		4 872	3 680
	35 477	7 756	8 229
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(4 872)	(3 680)
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	35 477	2 884	4 550
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(25 154)	6 623	545
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(206 200)	(206 866)	(207 412)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(231 354)	(200 243)	(206 866)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	239 514	221 131	151 431
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 160	20 888	(55 435)
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	480 319	538 991	250 930
Investissements nécessitant des approbations annuelles	480 319	538 991	250 930
Excédent à approuver		58 672	

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	17 347	9 778	7 179
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	84	103	83
Revenus divers	706	867	1 106
	18 136	10 749	8 368
Dépenses			
Rémunération	2 957	2 497	2 625
Fonctionnement	5 492	2 206	2 227
Transfert	10 000		
Créances douteuses, autres provisions et pertes	1		7
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	18 449	4 703	4 859
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(313)	6 046	3 508
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	20 999	19 197	15 689
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	20 686	25 243	19 197
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles		13	15
Immobilisations en ressources informationnelles	25		
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	25	13	15
Excédent à approuver		-	

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Finalement, les informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts.

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 159 038	1 087 809	1 459 892
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	28	12 099	9 412
Revenus divers	319 860	265 677	353 726
	1 478 926	1 365 586	1 823 030
Dépenses			
Fonctionnement	144 100	162 251	188 114
Transfert	234 964	224 241	287 272
Créances douteuses, autres provisions et pertes	811 839	662 497	1 090 710
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		11 253	20 944
Service de la dette	288 023	305 344	235 990
	1 478 926	1 365 586	1 823 030
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		11 172	
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(11 253)	(20 944)
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	1 478 926	1 365 504	1 802 086
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	82 984	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 984	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	(94 769)	7 534	(119 299)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(11 785)	90 518	(36 315)
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			38 553
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 732 980	1 807 499	1 831 407
Investissements nécessitant des approbations annuelles	1 732 980	1 807 499	1 869 960
Excédent à approuver		74 519	

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	258	1 073	493
	258	1 073	493
Dépenses			
Fonctionnement	88	6	493
Créances douteuses, autres provisions et pertes		22 811	
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	88	22 817	493
Excédent à approuver		22 729	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	170	(21 744)	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(429)	(690)	(690)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(259)	(22 434)	(690)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	(18 674)	(27 898)	(30 979)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(18 933)	(50 333)	(31 670)
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	97 892	123 718	83 419
Investissements nécessitant des approbations annuelles	97 892	123 718	83 419
Excédent à approuver		25 826	

ÉDUCATION

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	123 072	86 107	104 122
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	88 000	88 000	89 000
Revenus divers	10 109	12 174	15 532
	221 182	186 281	208 655
Dépenses			
Rémunération	1 088	1 105	1 166
Fonctionnement	60	51	68
Transfert	151 726	170 029	143 245
Service de la dette	35		
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	152 909	171 185	144 479
Excédent à approuver		18 275	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	68 272	15 096	64 176
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	260 174	269 340	244 390
Redressements			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	-	(39 226) ⁽¹⁾
	-	-	(39 226)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début redressé	260 174	-	205 164
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	328 446	284 436	269 340

ÉDUCATION

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	213 640	70 502 ⁽¹⁾	68 737
	213 640	70 502	68 737
Investissements ne nécessitant pas d'approbation		(31 275)	(68 737)
Modification comptable - Paiements de transfert		(17 688) ⁽¹⁾	
Investissements nécessitant des approbations annuelles	213 640	21 538	-
Excédent à approuver		-	

(1) Les prêts, placements, avances et autres coûts incluent une somme de 39 226 milliers de dollars découlant d'une modification comptable avec redressement des années financières antérieures. De cette somme, un total de 17 688 milliers de dollars concerne des dépenses déjà approuvées en vertu des articles 141 et 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	57 362	54 262	57 874
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 248	3 248	3 248
	60 610	57 510	61 122
Dépenses			
Rémunération	2 793	2 424	3 252
Fonctionnement	1 817	1 614	1 442
Transfert	62 526	55 549	48 044
	67 137	59 588	52 738
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		3	2
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	67 137	59 590	52 741
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(6 526)	(2 078)	8 383
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	18 575	23 105	14 722
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	12 049	21 027	23 105
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 115 980	1 113 067	1 149 989
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		1 067	998
Droits, permis et redevances	1 800	2 274	1 811
Revenus divers	9 702	8 623	6 614
Transferts du gouvernement fédéral	9 165	41 759	27 390
	1 136 647	1 166 791	1 186 802
Dépenses			
Rémunération	201 270	195 906	192 535
Fonctionnement	64 350	55 483	57 984
Transfert	929 338	878 064	857 218
Créances douteuses, autres provisions et pertes	750	(688)	(765)
	1 195 708	1 128 765	1 106 972
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		250	155
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	1 195 708	1 129 015	1 107 127
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(59 061)	38 025	79 830
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	342 310	320 714	240 884
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	283 249	358 740	320 714
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	94 374	93 344	88 407
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	110 597	108 055	107 074
	204 971	201 399	195 481
Dépenses			
Rémunération	153 419	131 730	137 630
Fonctionnement	85 043	71 255	76 310
Créances douteuses, autres provisions et pertes	116	120	121
Service de la dette	493	1	7
	239 071	203 106	214 067
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		295	230
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	239 071	203 402	214 297
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(34 100)	(1 708)	(18 586)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	47 115	51 229	69 815
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	13 015	49 522	51 229
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	5 919	2 299	2 844
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	5 919	2 299	2 844
Excédent à approuver		-	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	11 173	9 431	7 145
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	7 791	8 692	7 282
	18 964	18 123	14 427
Dépenses			
Fonctionnement	17 713	16 671	13 347
Service de la dette	1 251	1 452	1 080
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	18 964	18 123	14 427
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles	16 650	13 113	20 452
Prêts, placements, avances et autres coûts			
	16 650	13 113	20 452
Variation à la baisse des créiteurs et frais à payer		50	75
Investissements nécessitant des approbations annuelles	16 650	13 163	20 526
Excédent à approuver		-	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	62 366	62 366	70 095
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	775	736	1 252
	63 141	63 102	71 347
Dépenses			
Rémunération	507	599	573
Fonctionnement	431	152	159
Transfert	65 178	62 548	68 924
Créances douteuses, autres provisions et pertes		29	2
	66 116	63 328	69 658
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		1	
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	66 116	63 328	69 658
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(2 975)	(226)	1 689
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	5 688	5 981	4 292
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2 712	5 755	5 981
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	25 000	25 000	25 000
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS BLEU

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026 ⁽¹⁾	2025 ⁽²⁾
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	67 800	38 822	10 484
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	32 100	29 407	30 033
Revenus divers	1 409	1 889	2 025
Transferts du gouvernement fédéral		768	817
	101 309	70 887	43 358
Dépenses			
Rémunération	11 348	10 871	10 707
Fonctionnement	27 197	16 371	17 267
Transfert	62 703	43 283	14 517
Créances douteuses, autres provisions et pertes		363	(16)
	101 248	70 887	42 475
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		5	13
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	101 248	70 892	42 487
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	61	-	884
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	38 332	39 215	38 332
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	38 393	39 215	39 215
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles		1	
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	1	-
Excédent à approuver		1	

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2024-2025 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2024-2025. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026 ⁽¹⁾	2025 ⁽²⁾
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	16 312	11 066	8 697
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	4 865	2 474	377
Droits, permis et redevances	1 572 226	1 208 205	1 414 899
Revenus divers	82 526	104 646	203 005
Transferts du gouvernement fédéral	38 138	32 780	54 597
	1 714 066	1 359 171	1 681 574
Dépenses			
Rémunération	33 384	33 549	33 420
Fonctionnement	69 990	46 146	55 015
Transfert	1 595 363	1 190 925	1 387 830
Créances douteuses, autres provisions et pertes		(8 314)	3 066
	1 698 737	1 262 306	1 479 332
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		19 411	315
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	1 698 737	1 281 717	1 479 647
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	15 329	96 865	202 242
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	1 734 672	1 843 279	1 641 036
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	1 750 001	1 940 144	1 843 279
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			1 461
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts		19 293	169 421
	-	19 293	170 882
Investissements ne nécessitant pas d'approbation		(19 293)	(169 421)
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	1 461
Excédent à approuver		-	

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026 ⁽¹⁾	2025 ⁽²⁾
Dépenses par portefeuilles ministériels			
Affaires municipales et Habitation	81 906	26 096	5 846
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 745	41 371	3 186
Économie, Innovation et Énergie	141 996	46 769	49 453
Éducation	4 172	2 362	5 171
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	1 011 443	855 683	1 199 610
Relations internationales et Francophonie	250	525	250
Ressources naturelles et Forêts	17 292	10 033	7 825
Santé et Services sociaux	4 755	6 117	10 424
Sécurité publique	25 490	21 993	11 644
Transports et Mobilité durable	397 688	251 357	185 924
	1 698 737	1 262 306	1 479 332

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2024-2025 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2024-2025. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026 ⁽¹⁾	2025 ⁽²⁾
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	15 607	5 306	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		8 658	15 069
Droits, permis et redevances	327 219	316 195	305 777
Revenus divers	49 770	42 747	49 736
Transferts du gouvernement fédéral	24 146	9 911	14 232
	416 742	382 818	384 814
Dépenses			
Rémunération	48 436	56 770	57 735
Fonctionnement	37 338	27 284	25 648
Transfert	264 196	164 067	163 109
Créances douteuses, autres provisions et pertes		1 090	(253)
	349 970	249 211	246 238
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		14 626	482
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	349 970	263 837	246 721
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	66 772	133 607	138 576
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	724 509	748 059	609 483
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	791 281	881 666	748 059
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	800	47	549
Immobilisations en ressources informationnelles		281	1 694
Prêts, placements, avances et autres coûts	105 000	122 399	217 735
	105 800	122 727	219 978
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		10	
Investissements ne nécessitant pas d'approbation		(122 399)	(217 735)
Investissements nécessitant des approbations annuelles	105 800	338	2 243
Excédent à approuver		-	

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2024-2025 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2024-2025. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	29	20	31
	<u>29</u>	<u>20</u>	<u>31</u>
Dépenses			
Fonctionnement	29	1	1
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	<u>29</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	19	30
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	49	52	22
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>49</u>	<u>71</u>	<u>52</u>
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Excédent à approuver		-	

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Finalement, les informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts.

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	4 055 302	4 366 808	3 846 539
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		1 057	2 248
	4 055 302	4 367 864	3 848 787
Dépenses			
Transfert	4 055 147	4 367 864	3 848 868
Créances douteuses, autres provisions et pertes	155		(81)
	4 055 302	4 367 864	3 848 787
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		11 296	730
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	4 055 302	4 379 161	3 849 517
Excédent à approuver		323 859	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	3 203 654	3 048 692	2 625 498
	3 203 654	3 048 692	2 625 498
Dépenses			
Rémunération	3 077	2 657	2 408
Fonctionnement	386	319	423
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	3 463	2 976	2 831
Excédent à approuver		-	
Service de la dette	2 988 213	2 829 817	2 591 093
	2 991 676	2 832 793	2 593 923
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	211 978	215 899	31 575
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	812 984	806 044	774 469
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	1 024 962	1 021 942	806 044
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	(35 877)	(221 012)	(44 624)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	989 085	800 930	761 420
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	9 223 366	8 727 261	8 389 732
	9 223 366	8 727 261	8 389 732
Investissements ne nécessitant pas d'approbation	(9 223 366)	(8 727 067)	(8 389 732)
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	194	-
Excédent à approuver		194	

FINANCES

FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	253 000	222 837	239 236
	253 000	222 837	239 236
Dépenses			
Transfert	253 000	222 837	239 236
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	253 000	222 837	239 236
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

FINANCES

FONDS DE LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Taxes à la consommation	106 884	117 859	111 839
Revenus divers	4 460	4 822	6 807
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	158 096	164 433	150 041
	269 440	287 114	268 687
Dépenses			
Fonctionnement	29 519	22 692	22 459
Transfert	239 803	238 840	205 433
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	269 322	261 532	227 891
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	118	25 582	40 796
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	177 778	218 456	177 660
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	177 896	244 038	218 456
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			400 000
Droits, permis et redevances	878 000	868 559	870 698
Revenus divers	649 000	770 604	875 874
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	650 000	650 000	650 000
	2 177 000	2 289 163	2 796 572
Dépenses			
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	2 177 000	2 289 163	2 796 572
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	16 812 420	16 854 992	18 458 420
Remboursement d'emprunts	(2 500 000)	(2 500 000)	(4 400 000)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	16 489 420	16 644 156	16 854 992
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 177 000	2 291 273	2 753 682
	2 177 000	2 291 273	2 753 682
Investissements ne nécessitant pas d'approbation	(2 177 000)	(2 291 273)	(2 753 682)
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Budget</u>	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	600	300	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	<u>1 691</u>	<u>2 003</u>	<u>1 660</u>
	<u>2 291</u>	<u>2 303</u>	<u>2 260</u>
Dépenses			
Fonctionnement			
Transfert	<u>1 934</u>	<u>1 934</u>	<u>1 896</u>
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	<u>1 934</u>	<u>1 934</u>	<u>1 896</u>
Excédent à approuver		<u>-</u>	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	357	369	363
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>2 960</u>	<u>2 956</u>	<u>2 593</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>3 317</u>	<u>3 326</u>	<u>2 956</u>
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements nécessitant des approbations annuelles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Excédent à approuver		<u>-</u>	

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Budget</u>	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000		
Impôt sur le revenu et les biens	110 000	110 000	110 000
Revenus divers	<u>3 892</u>	<u>20 346</u>	<u>24 149</u>
	<u>128 892</u>	<u>130 346</u>	<u>134 149</u>
Dépenses			
Fonctionnement	94	91	101
Transfert	<u>179 561</u>	<u>132 893</u>	<u>127 824</u>
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	<u>179 655</u>	<u>132 984</u>	<u>127 925</u>
Excédent à approuver		<u>-</u>	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(50 763)	(2 639)	6 224
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>136 520</u>	<u>156 857</u>	<u>150 634</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>85 757</u>	<u>154 219</u>	<u>156 857</u>
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements nécessitant des approbations annuelles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Excédent à approuver		<u>-</u>	

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026 ⁽¹⁾	2025
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 916		
Droits, permis et redevances	5	3	4
Revenus divers	166	4 079	3 546
	4 086	4 082	3 550
Dépenses			
Rémunération	3 273	3 153	2 955
Fonctionnement	955	805	796
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	4 228	3 958	3 751
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(141)	124	(201)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	4 808	4 661	4 862
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	4 667	4 786	4 661
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	3		
Immobilisations en ressources informationnelles	5	2	
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	8	2	-
Excédent à approuver		-	

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Impôt sur le revenu et les biens	1 316 161	1 323 197	1 329 143
	1 316 161	1 323 197	1 329 143
Dépenses			
Fonctionnement	1 316 161	1 323 197	1 329 143
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	1 316 161	1 323 197	1 329 143
Excédent à approuver		7 036	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	12 666	13 954	8 540
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	20 324	19 677	16 835
Transferts du gouvernement fédéral	2 605	2 652	2 677
	35 596	36 283	28 053
Dépenses			
Rémunération	4 364	3 753	3 699
Fonctionnement	24 165	14 859	17 758
Transfert	12 718	11 542	12 346
Créances douteuses, autres provisions et pertes	100	99	139
	41 347	30 253	33 943
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		1 255	
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	41 347	31 509	33 943
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(5 752)	6 029	(5 890)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	5 841	7 535	13 425
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	90	13 564	7 535
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

JUSTICE

FONDS AFFECTÉ À L'AIDE DES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	10 713	17 169	24 679
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	36 074	36 828	30 068
Transferts du gouvernement fédéral	14 456	13 774	2 550
	61 243	67 770	57 298
Dépenses			
Rémunération	2 939	3 041	3 600
Fonctionnement	465	620	1 164
Transfert	64 605	64 834	55 676
Créances douteuses, autres provisions et pertes	500	894	565
	68 509	69 389	61 006
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		12	6
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	68 509	69 401	61 011
Excédent à approuver		892	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(7 266)	(1 618)	(3 708)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(1 327)	2 965	6 672
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(8 593)	1 346	2 965
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles	512	428	363
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	512	428	363
Excédent à approuver		-	

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	53 135	53 454	50 814
	53 135	53 454	50 814
Dépenses			
Rémunération	32 036	31 416	30 863
Fonctionnement	19 915	14 304	16 777
Créances douteuses, autres provisions et pertes			
	51 951	45 719	47 640
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		304	15
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	51 951	46 023	47 655
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	1 184	7 735	3 174
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	122 015	123 239	120 065
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	123 198	130 974	123 239
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	600	192	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 868	2 106	3 017
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	5 468	2 298	3 017
Excédent à approuver		-	

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	11 756	11 491	10 934
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	9 982		
Revenus divers	33 363	43 185	39 382
	55 101	54 676	50 316
Dépenses			
Rémunération	44 171	45 491	44 276
Fonctionnement	10 818	12 581	11 292
Service de la dette	20		1
	55 009	58 072	55 568
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer			44
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	55 009	58 072	55 612
Excédent à approuver		3 064	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	92	(3 396)	(5 252)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	37 096	33 019	38 271
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	37 189	29 623	33 019
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	150	2	34
Immobilisations en ressources informationnelles	969	788	1 526
Prêts, placements, avances et autres coûts			
	1 119	791	1 560
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer			9
Investissements nécessitant des approbations annuelles	1 119	791	1 569
Excédent à approuver		-	

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	425 657	438 726	432 501
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	100		
Droits, permis et redevances	349 578	218 669	321 644
Revenus divers	9 900	5 407	11 710
Transferts du gouvernement fédéral	11 050	18 550	49
	796 284	681 352	765 904
Dépenses			
Rémunération	99 064	95 067	98 593
Fonctionnement	492 993	455 714	474 336
Transfert	218 273	166 435	210 343
Créances douteuses, autres provisions et pertes		155	88
	810 330	717 371	783 361
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		7 379	8 882
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		(343)	(356)
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	810 330	724 407	791 888
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(14 046)	(36 019)	(17 457)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	116 226	117 195	134 652
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	102 181	81 176	117 195

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	21 690	10 086	16 454
Immobilisations en ressources informationnelles	7 629	2 335	1 156
Prêts, placements, avances et autres coûts			
	29 319	12 422	17 610
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer			7
Investissements nécessitant des approbations annuelles	29 319	12 422	17 618
Excédent à approuver		-	

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Finalement, les informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts.

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Droits, permis et redevances		130	82
Revenus divers	207 588	210 759	252 110
	207 588	210 889	252 192
Dépenses			
Rémunération	60 439	57 510	59 257
Fonctionnement	135 117	105 789	109 946
Transfert	4 200	2 737	402 304
Créances douteuses, autres provisions et pertes		143	102
	199 756	166 178	571 609
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		239	225
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	199 756	166 417	571 835
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	7 832	44 710	(319 418)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	466 338	522 142	841 560
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	474 170	566 853	522 142
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	479	48	701
Immobilisations en ressources informationnelles	8 345	6 930	4 236
Prêts, placements, avances et autres coûts	25 908	55 183	62 498
	34 731	62 161	67 435
Investissements ne nécessitant pas d'approbation		(55 183)	(45 495)
Investissements nécessitant des approbations annuelles	34 731	6 978	21 940
Excédent à approuver		-	

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	120 620	128 300	123 095
Revenus divers	2 550	10 745	5 156
	123 170	139 045	128 251
Dépenses			
Rémunération	2 037	1 327	1 807
Fonctionnement	13 931	4 998	5 620
Transfert	107 202	109 977	98 995
	123 170	116 302	106 423
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		114	5 457
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	123 170	116 416	111 880
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	22 743	21 828
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	72 590	94 418	72 590
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	72 590	117 161	94 418
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	-	-	-
Excédent à approuver		-	

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	460 687	452 736	451 537
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	446 507	457 605	427 444
	907 194	910 341	878 981
Dépenses			
Rémunération	711 046	715 575	697 328
Fonctionnement	195 848	194 535	181 374
Créances douteuses, autres provisions et pertes		41	2
Service de la dette	300	191	277
	907 194	910 341	878 981
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		7	734
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	907 194	910 348	879 715
Excédent à approuver		3 154	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	17 470	28 002	28 467
Immobilisations en ressources informationnelles	7 941	4 917	7 651
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	25 411	32 918	36 118
Excédent à approuver		7 508	

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	160 745	160 414	178 027
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	177 998	183 402	168 395
Droits, permis et redevances	3 850	3 440	3 251
Revenus divers	1 294	4 729	7 766
	343 887	351 984	357 438
Dépenses			
Rémunération	25 058	24 848	24 973
Fonctionnement	12 908	14 108	13 932
Transfert	309 554	312 830	314 549
Créances douteuses, autres provisions et pertes	30	632	1 669
	347 550	352 417	355 123
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		1 244	
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	347 550	353 661	355 123
Excédent à approuver		6 111	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(3 663)	(433)	2 315
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	19 910	19 419	17 104
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	16 247	18 986	19 419
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	355	265	1
Immobilisations en ressources informationnelles	73	266	61
Prêts, placements, avances et autres coûts	500		
Investissements nécessitant des approbations annuelles	928	531	62
Excédent à approuver		-	

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS AÉRIEN

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	126 326	121 295	115 463
	126 326	121 295	115 463
Dépenses			
Rémunération	40 795	35 602	34 633
Fonctionnement	79 261	81 785	77 746
Service de la dette	3 530	2 208	547
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	123 586	119 596	112 926
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	2 739	1 699	2 537
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	68 776	68 970	66 433
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	71 515	70 669	68 970
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	93 985	58 243	29 949
Immobilisations en ressources informationnelles	166	165	1 112
Prêts, placements, avances et autres coûts		15 045	23 054
Investissements nécessitant des approbations annuelles	94 151	73 453	54 115
Excédent à approuver		-	

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 056	811	1 715
Revenus divers	196 374	189 764	178 130
Transferts du gouvernement fédéral	100	260	
	197 530	190 834	179 845
Dépenses			
Rémunération	45 221	40 994	41 304
Fonctionnement	139 454	135 924	126 580
Service de la dette	11 335	11 856	10 839
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	196 010	188 775	178 723
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	1 520	2 060	1 121
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	26 828	27 949	26 828
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	28 348	30 009	27 949
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	91 101	114 542	91 976
Immobilisations en ressources informationnelles	879	349	328
Prêts, placements, avances et autres coûts		2 770	8 117
Investissements nécessitant des approbations annuelles	91 981	117 661	100 420
Excédent à approuver		25 680	

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Revenus divers	90 347	118 570	91 293
	90 347	118 570	91 293
Dépenses			
Rémunération	21 738	18 638	17 353
Fonctionnement	36 453	22 271	19 597
Transfert	32 112	10 843	20 829
Créances douteuses, autres provisions et pertes	4 517	408	594
	94 820	52 159	58 373
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer		87	
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	94 820	52 246	58 373
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(4 473)	66 411	32 920
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	123 827	132 272	99 352
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	119 355	198 683	132 272
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	101	88	251
Immobilisations en ressources informationnelles			
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	101	88	251
Excédent à approuver		-	

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Budget</u>	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	2 046 861	3 661 755	2 436 378
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	320 414	266 777	164 642
Taxes à la consommation	2 122 000	2 138 181	2 120 466
Droits, permis et redevances	1 495 166	1 767 638	1 631 477
Revenus divers	227 661	56 973	54 242
Transferts du gouvernement fédéral	<u>342 408</u>	<u>465 188</u>	<u>359 247</u>
	<u>6 554 509</u>	<u>8 356 513</u>	<u>6 766 453</u>
Dépenses			
Rémunération	377 056	391 660	396 704
Fonctionnement	2 265 685	2 420 514	2 304 742
Transfert	2 842 479	4 504 034	3 162 451
Créances douteuses, autres provisions et pertes	9 198	8 173	9 280
Service de la dette	<u>1 156 877</u>	<u>1 093 031</u>	<u>1 009 906</u>
	<u>6 651 295</u>	<u>8 417 411</u>	<u>6 883 083</u>
Contribution des automobilistes au transport en commun	(90 199)	(94 239)	(90 167)
Modification comptable – Paiements de transfert			(427 611)
Variation à la baisse des créiteurs et frais à payer		<u>443 092</u>	<u>327 912</u>
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	<u>6 561 096</u>	<u>8 766 265</u>	<u>6 693 217</u>
Excédent à approuver		<u>2 205 169</u>	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(96 786)	(60 899)	(116 630)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>1 905 756</u>	<u>1 965 183</u>	<u>2 081 813</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>1 808 970</u>	<u>1 904 284</u>	<u>1 965 183</u>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	<u>Budget</u>	<u>2026</u>	<u>2025</u>
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	3 656 660	3 754 617	4 012 692
Immobilisations en ressources informationnelles	16 507	15 892	22 175
Prêts, placements, avances et autres coûts		75 203	372 290
	3 673 167	3 845 712	4 407 157
Variation à la baisse des créiteurs et frais à payer		1 341	
Investissements nécessitant des approbations annuelles	3 673 167	3 847 053	4 407 157
Excédent à approuver		173 887	

TRAVAIL

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements

Année financière terminée le 31 mars 2026
(en milliers de dollars)

	Budget	2026	2025
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	5 859	5 525	5 673
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34		
Revenus divers	104 068	96 728	93 047
	109 961	102 254	98 721
Dépenses			
Rémunération	88 600	82 896	80 294
Fonctionnement	22 556	19 048	18 178
Créances douteuses, autres provisions et pertes		1	1
Service de la dette	305	309	247
Dépenses nécessitant des approbations annuelles	111 461	102 254	98 721
Excédent à approuver		-	
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(1 500)	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	11 488	11 488	11 488
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	9 988	11 488	11 488
Investissements			
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	4 366	19 332	372
Immobilisations en ressources informationnelles	700	724	510
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Investissements nécessitant des approbations annuelles	5 066	20 056	881
Excédent à approuver		14 990	



DESCRIPTIONS DES PROGRAMMES

Descriptions des programmes¹

Assemblée nationale

Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles. Il vise également les services reliés à la sécurité des personnes et des biens, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale. Le budget de dépenses de ce programme concerne essentiellement la rémunération des parlementaires et du personnel politique à l'Assemblée nationale, de même que le budget de fonctionnement leur étant alloué.

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programme 1 – Le Protecteur du citoyen

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyennes et citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, avec équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande des correctifs aux situations préjudiciables qu'il constate. Ce programme permet également au Protecteur du citoyen de veiller à l'intégrité des services publics en effectuant des vérifications et des enquêtes à la suite de divulgations d'actes répréhensibles ou de plaintes en matière de représailles et, le cas échéant, en formulant les recommandations qu'il juge appropriées, ou en entreprenant des démarches pénales afin de veiller au respect des droits des lanceurs d'alerte.

Programme 2 – Le Vérificateur général

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer des audits d'états financiers, des audits de performance ainsi que des audits de conformité des opérations avec les lois, règlements, politiques et directives. Il vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

¹ Ces descriptions des programmes sont tirées du *Budget de dépenses 2025-2026* du Secrétariat du Conseil du trésor.

Descriptions des programmes (suite)

Personnes désignées par l'Assemblée nationale (suite)

Programme 3 – Administration du système électoral

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement politique. Le budget de dépenses du Directeur général des élections et celui de la Commission de la représentation électorale sont inclus dans ce programme.

Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement de la confiance des citoyens dans leurs institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi qu'envers les personnes qui les dirigent. Par son action, le Commissaire au lobbyisme met en œuvre la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme ainsi que le droit du public d'être informé des communications d'influence faites auprès des institutions publiques québécoises.

Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel (RLRQ, chapitre C-23.1, r. 2).

Programme 6 – Le Commissaire à la langue française

Ce programme offre au Commissaire à la langue française les ressources nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont conférées par la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11). Les analyses, vérifications et enquêtes réalisées par l'organisation servent d'assises à la formulation de recommandations visant à assurer au français son rôle de langue commune de la nation québécoise. Ce programme permet aussi au commissaire de transmettre le fruit de ses travaux à l'Assemblée nationale et à la population.

Programme 7 – Le Commissaire au bien-être et aux droits des enfants

Ce programme vise à permettre au Commissaire au bien-être et aux droits des enfants de promouvoir le bien-être et le respect des droits des enfants et de veiller à la protection de l'intérêt de l'enfant.

Descriptions des programmes (suite)

Affaires municipales et Habitation

Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, l'habitation ainsi que l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, des infrastructures collectives ou des infrastructures pour mitiger ou atténuer les impacts des changements climatiques, dont les inondations.

Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités

Ce programme englobe principalement des mesures à caractère fiscal et des programmes de transferts inconditionnels aux municipalités. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Programme 4 – Développement des régions et des territoires

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développement en accord avec les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté (MRC) dans l'exercice de leurs compétences pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor territorial, économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

Descriptions des programmes (suite)

Affaires municipales et Habitation (suite)

Programme 6 – Commission municipale du Québec

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans des municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux et des actes répréhensibles qui concernent les organismes municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou l'accompagnement d'une municipalité.

Programme 7 – Habitation

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il appuie financièrement le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordables, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois ainsi que les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités du Tribunal administratif du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celui-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont il est saisi, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations résultant d'un bail de logement. Le Tribunal veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments

Ce programme a pour objet le développement d'un secteur bioalimentaire prospère, durable et dynamique à l'écoute des consommateurs par le soutien aux entreprises de la production agricole, des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires. Il vise également à exercer une surveillance de toute la chaîne alimentaire aux fins de la protection de la santé publique, de même que de l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux.

Programme 2 – Organismes d'État

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires, de former des personnes compétentes en agroalimentaire et de préserver la vocation agricole des sols arables. Le budget de dépenses de ce programme regroupe La Financière agricole du Québec, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec et la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

Descriptions des programmes (suite)

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor

Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines et matérielles.

Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales

Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

Programme 3 – Commission de la fonction publique

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de procéder à des vérifications et à des enquêtes en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances. Il regroupe les contributions du gouvernement aux régimes de retraite des employés des ministères et organismes budgétaires et des juges, ainsi que les assurances collectives sur la vie des employés des secteurs public et parapublic.

Programme 5 – Fonds de suppléance

Ce programme vise notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier, celles pour les infrastructures subventionnées ainsi que certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales

Ce programme est responsable de la planification et du suivi des investissements publics en infrastructures. Il élabore l'encadrement (politiques, stratégies et directives) nécessaire afin d'assurer une gouvernance optimale des investissements et des projets d'infrastructures publiques et il voit à sa mise en œuvre dans l'application de la Loi sur les infrastructures publiques (RLRQ, chapitre I-8.3).

Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et à la mise en valeur de ses sites, de ses monuments et de ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

Descriptions des programmes (suite)

Conseil exécutif

Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur du Québec d'assumer les fonctions constitutionnelles (exécutive et législative), protocolaires et communautaires qui lui sont dévolues par la loi.

Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

Ce programme vise à assurer le financement des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles requises pour assister le premier ministre, le Conseil exécutif et ses comités dans l'exercice de leurs fonctions.

Programme 3 – Relations canadiennes

Ce programme vise la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement politique des activités gouvernementales en matière de relations avec les Premières Nations et les Inuit.

Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de transparence des institutions et de laïcité de l'État. Il vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

Culture et Communications

Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission

Les objectifs et les priorités de ce programme sont les suivants : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture et de communications; assurer les services de soutien à la gestion; assurer le classement des films et proposer, à travers les services offerts par le Centre de conservation du Québec, un accompagnement des clientèles du Ministère pour la préservation de biens patrimoniaux. De plus, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

Descriptions des programmes (suite)

Culture et Communications (suite)

Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants, partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la formation artistique et la sensibilisation des jeunes aux arts et à la culture.

Programme 3 – Jeunesse

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers jeunesse à portée interministérielle et à administrer le Plan d'action jeunesse.

Cybersécurité et Numérique

Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à allouer les ressources administratives nécessaires à l'exercice de la mission du Ministère et celles permettant d'assumer les différentes responsabilités prévues par la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (RLRQ, chapitre M-17.1.1). En outre, il pourvoit au financement des fonctions de gouvernance du Ministère et il permet la conception et la mise en œuvre des politiques, stratégies et cadres de gestion relatifs à la transformation numérique et à la cybersécurité. Ce programme peut aussi inclure le financement de projets majeurs et de transformation numérique ainsi que des activités récurrentes au bénéfice du Fonds de la cybersécurité et du numérique.

Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques

Ce programme vise à favoriser l'accélération de la transformation numérique en contribuant au financement des services en infrastructures technologiques lors de la conception et de la réalisation des projets majeurs, de la conception et de la réalisation des solutions communes et des projets appuyant l'accélération de la transformation numérique de l'État, notamment le Service québécois d'identité numérique.

Programme 3 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité

Ce programme vise à compléter les projets visant à offrir aux citoyens, aux organismes et aux entreprises situés en milieu rural, un service Internet haut débit là où il n'est pas offert, de qualité et à coûts comparables au service offert en milieu urbain. De plus, ce programme contribue à améliorer la couverture cellulaire sur l'ensemble du territoire habité et du réseau routier du Québec, afin de répondre à des enjeux de sécurité et de connectivité sur le territoire tout en contribuant à la vitalité économique des régions de façon durable.

Descriptions des programmes (suite)

Économie, Innovation et Énergie

Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

Programme 2 – Développement de l'économie

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois à valeur ajoutée, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus précisément, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que par la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique est institué au sein du Ministère et son administration est confiée à Investissement Québec.

Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation

Ce programme vise principalement le financement du Fonds de recherche du Québec, dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

Programme 6 – Énergie

Ce programme vise à soutenir la production énergétique locale et à assurer un approvisionnement énergétique fiable, diversifié, sécuritaire et abordable pour le Québec.

Descriptions des programmes (suite)

Éducation

Programme 1 – Administration

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du secteur du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air.

Programme 2 – Soutien aux organismes

Ce programme vise à réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, à estimer les besoins de formation et à accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. Il assure aussi le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation, de la Commission consultative de l'enseignement privé et du Protecteur national de l'élève. Enfin, ce programme vise à assurer un soutien financier aux organismes communautaires et partenaires des réseaux de l'éducation.

Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal

Ce programme vise à financer la subvention d'équilibre fiscal afin que chaque centre de services scolaire et commission scolaire puisse obtenir le montant pour le financement de besoins locaux calculé selon les modalités fixées annuellement par règlement du gouvernement. Il finance également les pertes de revenus accessoires à la taxe scolaire.

Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services éducatifs d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire et secondaire, y compris la formation professionnelle, l'éducation des adultes, les services de garde en milieu scolaire et les services de transport scolaire, en fournissant les ressources financières aux centres de services scolaires, aux commissions scolaires et aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions.

Programme 5 – Développement du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air

Ce programme vise à favoriser les activités de sport, de loisir, de l'activité physique et de plein air, ainsi qu'à promouvoir la pratique régulière d'activités physiques dans des environnements sains et sécuritaires par un soutien aux organismes du milieu et à des groupes particuliers. Il porte également sur la sécurité et la protection de l'intégrité des personnes dans la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives.

Programme 6 – Régimes de retraite

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

Descriptions des programmes (suite)

Emploi et Solidarité sociale

Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère tels que les mesures d'aide financière, les mesures d'aide à l'emploi ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Ce programme vise aussi à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à l'exercice de la mission dévolue au Ministère. Également, il permet d'assurer l'administration de la Commission des partenaires du marché du travail.

Aussi, il vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyens, ainsi qu'à contribuer au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer à l'Office de la sécurité économique des chasseurs criés les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme prévoit le financement à des organismes communautaires en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise à pourvoir les actions du Fonds québécois d'initiatives sociales.

Programme 3 – Emploi

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Il favorise également la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi, dont l'information sur le marché du travail ainsi que des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

Enseignement supérieur

Programme 1 – Administration

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'enseignement supérieur en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études.

Descriptions des programmes (suite)

Enseignement supérieur (suite)

Programme 2 – Soutien aux organismes

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant de la ministre ainsi que le fonctionnement ou les projets des divers partenaires œuvrant en enseignement supérieur.

Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes. Ce programme offre également des bourses incitatives aux étudiants dans des domaines ciblés.

Programme 4 – Enseignement supérieur

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

Programme 5 – Régimes de retraite

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel des réseaux.

Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs

Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales ainsi que la protection de la faune et des parcs. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

Descriptions des programmes (suite)

Famille

Programme 1 – Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

Programme 2 – Mesures d'aide à la famille

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires œuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission. Aussi, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de halte-garderie. Il assure le soutien aux municipalités qui souhaitent mettre en œuvre une mesure prévue au plan d'action issu d'une politique familiale ainsi qu'aux municipalités régionales de comté et municipalités qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer la qualité éducative des services de garde éducatifs à l'enfance, de même que pour soutenir les travaux liés à la planification de la main-d'œuvre, aux conditions et aux relations de travail dans ce secteur. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

Programme 3 – Services de garde éducatifs à l'enfance

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) de qualité. Il procure les ressources nécessaires au financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes.

Programme 4 – Curateur public

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

Descriptions des programmes (suite)

Finances

Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, et à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provision pour transférer des crédits

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État.

Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés d'expression anglaise du Québec pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales, ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et des organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, les ententes, les programmes ou les politiques qui peuvent avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

Programme 5 – Service de la dette

Ce programme vise à financer les dépenses gouvernementales relatives aux intérêts sur la dette directe, sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.

Immigration, Francisation et Intégration

Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

Programme 2 – Immigration, francisation et intégration

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles. Ce programme inclut également les montants qui seront transférés aux quatre autres ministères qui offrent des services d'intégration et de francisation aux personnes immigrantes.

Descriptions des programmes (suite)

Justice

Programme 1 – Administration de la justice

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, et à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

Programme 2 – Activité judiciaire

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

Programme 3 – Justice administrative

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux personnes victimes d'infractions criminelles. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre

Ce programme vise à financer un organisme autre que budgétaire et deux organismes budgétaires. La Commission des services juridiques vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12). L'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

Descriptions des programmes (suite)

Langue française

Programme 1 – Langue française

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation, la promotion et la défense du français et de son statut dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique. Il vise enfin à renforcer l'exemplarité des pratiques linguistiques de l'État.

Relations internationales et Francophonie

Programme 1 – Direction et administration

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités nécessaires à la réalisation de sa mission.

Programme 2 – Affaires internationales

Ce programme vise à promouvoir les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

Programme 3 – Condition féminine

Ce programme vise à assurer l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes par la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Ressources naturelles et Forêts

Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées, ainsi qu'à assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources minérales du Québec, dans une perspective de développement durable. Il vise également à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle et couvre les activités administratives de l'organisation.

Santé et Services sociaux

Programme 1 – Fonctions de coordination

Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil du Commissaire à la santé et au bien-être les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation de services de santé et de services sociaux.

Descriptions des programmes (suite)

Santé et Services sociaux (suite)

Programme 2 – Services dispensés à la population

Ce programme vise à offrir à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec

Ce programme vise à assurer la mise en œuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec

Ce programme vise à financer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

Programme 5 – Condition des Aînés

Ce programme finance des mesures qui permettent de favoriser le vieillissement actif des Québécois. Par ailleurs, il permet la mise en place des mesures visant à lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et à soutenir de façon particulière les personnes âgées les plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, coordonner et soutenir les politiques et mesures les plus à même de combattre les préjugés et l'âgisme, et de favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

Sécurité publique

Programme 1 – Direction et administration

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

Programme 3 – Gestion du système correctionnel

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

Programme 4 – Affaires policières

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux.

Descriptions des programmes (suite)

Sécurité publique (suite)

Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

Programme 6 – Encadrement et surveillance

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie

Ce programme veille à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

Tourisme

Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

Programme 2 – Développement du tourisme

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

Programme 3 – Organismes relevant du ministre

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

Transports et Mobilité durable

Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières, de même que l'amélioration, la réfection et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions, notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

Descriptions des programmes (suite)

Transports et Mobilité durable (suite)

Programme 2 – Administration et services corporatifs

Ce programme vise à fournir les divers services de direction et de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Travail

Programme 1 – Travail

Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.



GLOSSAIRE

Glossaire

Compte à fin déterminée

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière créé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur l'administration financière. Il permet à un ministère ou à un organisme budgétaire de comptabiliser de façon distincte des sommes versées au fonds général du fonds consolidé du revenu par un tiers en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin particulière. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Il existe deux types de compte à fin déterminée, soit :

- le compte général « Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux » qui peut être utilisé par les ministères et les organismes budgétaires pour des projets particuliers qui visent des activités de formation, de partenariat ou d'organisation d'événements spéciaux;
- le compte à fin spécifique qui peut être créé pour des projets spécifiques

Crédits alloués par décisions

Les crédits alloués par décisions présentés dans les crédits complémentaires représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaires;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- d'une disposition d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- d'une nouvelle loi autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu;
- d'un mandat spécial lorsque les crédits autorisés ne font pas partie des crédits du budget de dépenses.

Crédits annuels

Les crédits annuels représentent les crédits adoptés par le Parlement en vertu de lois annuelles sur les crédits ou particulières, autorisant des crédits pour un exercice financier précis. S'il y a lieu, les autorisations obtenues en vertu d'un mandat spécial s'y ajoutent.

Crédits associés à des crédits au net

Les crédits associés à des crédits au net présentés dans les crédits complémentaires représentent l'augmentation de crédits annuels en fonction de certains revenus. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 50 de la Loi sur l'administration publique. S'il y a lieu, les conditions concernant le crédit au net sont prévues dans le budget de dépenses.

Glossaire (suite)

Crédits associés à des produits d'aliénation

Les crédits associés à des produits d'aliénation présentés dans les crédits complémentaires représentent les crédits obtenus en lien avec les produits d'aliénation de biens. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration publique.

Crédits autorisés

Les crédits autorisés sont la somme des crédits initiaux, des crédits complémentaires, des virements et transferts de crédits ainsi que des ajustements aux crédits permanents. Ils regroupent les crédits annuels et les crédits permanents et permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

Crédits complémentaires

Les crédits complémentaires sont constitués des crédits associés à des crédits au net, des crédits associés à des produits d'aliénation et des crédits alloués par décisions.

Crédits initiaux

Les crédits initiaux représentent les crédits apparaissant dans le budget de dépenses de l'exercice, soit les crédits annuels (y compris ceux pour une période de plus d'un an déjà votés dans un exercice antérieur), les crédits permanents prévus et, s'il y a lieu, les crédits reportés permis en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique.

Crédits permanents

Les crédits permanents sont autorisés par des lois particulières et n'ont pas à être votés chaque année. De façon générale, chacune des lois particulières précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les crédits associés à des produits d'aliénation et certains crédits alloués par décisions font également partie des crédits permanents.

Pour ces crédits, le montant présenté à titre de « crédits autorisés » correspond à la somme des crédits initiaux et des crédits complémentaires, ajustée, s'il y a lieu, pour correspondre aux dépenses et investissements réels. Cet ajustement est présenté dans la colonne « Ajustements aux crédits permanents ».

Élément

L'élément est une division plus détaillée d'un programme et sert à refléter différents champs d'intervention.

Glossaire (suite)

Fonds consolidé du revenu

Le fonds consolidé du revenu est constitué des sommes d'argent perçues ou reçues de diverses sources et sur lesquelles le Parlement du Québec a droit d'allocation. Il comprend un fonds général et des fonds spéciaux.

Fonds général

Le fonds général est constitué des sommes d'argent versées au fonds consolidé du revenu qui n'ont pas été portées au crédit d'un fonds spécial en vertu de dispositions législatives.

Fonds spécial

Un fonds spécial est un fonds institué par une loi afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

Fonds spécial – Investissements

Les investissements d'un fonds spécial sont constitués des éléments suivants :

- Immobilisations : comprennent les sommes pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles. Elles comprennent également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui sont capitalisables;
- Prêts, placements, avances et autres coûts : comprennent les prêts; les fonds locaux; les avances autres que celles effectuées au fonds général du fonds consolidé du revenu; les placements à long terme d'une durée supérieure à 12 mois consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds; les dépôts à participation; les obligations; les billets. Sont également incluses les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.

Portefeuille

Un portefeuille regroupe, sous la responsabilité d'un ministre, l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires, les fonds spéciaux, ainsi que les comptes à fin déterminée.

Programme

Un programme regroupe les dépenses destinées à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent d'activités qui concourent à la réalisation d'objectifs pour lesquels il est possible de rendre compte. Le vote des crédits par les membres de l'Assemblée nationale se fait par programme.

Glossaire (suite)

Provision

Une provision est un élément de programme pour lequel la loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et selon les conditions, s'il y a lieu, prévus dans le budget de dépenses.

Supercatégories

Les supercatégories sont une subdivision de l'élément de programme et servent à répartir l'ensemble des crédits, des dépenses, des investissements et des autres coûts.

Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une charge publique et le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses, autres provisions et pertes ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût lié à la réévaluation et aux obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, les dépenses de désactualisation, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les sommes virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer. Ces affectations à un fonds spécial se regroupent sous cinq catégories : rémunération, fonctionnement, capital, intérêt et support.

Glossaire (suite)

Affectation à un fonds spécial (suite)

La catégorie « Affectation à un fonds spécial – Rémunération » comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.

La catégorie « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement » comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'un fonds spécial. Le fonctionnement inclut notamment l'amortissement des immobilisations et les autres coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

La catégorie « Affectation à un fonds spécial – Capital » comprend les affectations pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations du fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations destinées à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.

La catégorie « Affectation à un fonds spécial – Intérêt » comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations pour subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.

La catégorie « Affectation à un fonds spécial – Support » comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré par un fonds spécial, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », « Affectation à un fonds spécial – Capital » et « Affectation à un fonds spécial – Intérêt ».

Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Pour le gouvernement, ces dépenses ne constituent ni des acquisitions directes de biens ou de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts. Ces transferts se regroupent sous cinq catégories : rémunération, fonctionnement, capital, intérêt et support.

La catégorie « Transfert – Rémunération » comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Cette catégorie comprend également les honoraires des professionnels de la santé, y compris ceux de la main-d'œuvre indépendante.

La catégorie « Transfert – Fonctionnement » comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Le fonctionnement inclut notamment les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Glossaire (suite)

Transfert (suite)

La catégorie « Transfert – Capital » comprend les transferts pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations subventionnées qui appartiennent à des tiers. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.

La catégorie « Transfert – Intérêt » comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour une immobilisation subventionnée lorsque la dépense d'intérêt est assumée en tout ou en partie par le gouvernement. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.

La catégorie « Transfert – Support » comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».

Créances douteuses, autres provisions et pertes

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement, de la provision pour moins-value sur les prêts, les placements et les avances ainsi que les pertes de change, de juste valeur et de disposition réalisées sur les prêts, les placements et les avances.

Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts sur les dettes, les dépenses sur les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés visant à réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change et d'intérêt, les pertes sur les placements des fonds d'amortissement afférents à des emprunts et les pertes sur les équivalents de trésorerie et les placements liés à la gestion de la dette. Ces dépenses sont réduites des revenus sur les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés, des revenus sur les placements des fonds d'amortissement afférents à des emprunts et des revenus sur les équivalents de trésorerie et les placements liés à la gestion de la dette. Les intérêts sur les dettes comprennent ceux relatifs aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux prestations acquises aux régimes de retraite et aux autres des avantages sociaux futurs lesquels sont réduits des revenus de placement des fonds destinés à ces avantages sociaux futurs.

Glossaire (suite)

Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend les étapes allant de la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations en ressources informationnelles qui sont capitalisables.

Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, mais excluant les immobilisations en ressources informationnelles. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui sont capitalisables.

Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inscrits à son périmètre comptable, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend également l'inscription de stock et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

Transferts de crédits

Les transferts de crédits concernent les crédits qui ont été transférés d'un programme à un autre, que ce soit au sein d'un même portefeuille ou, dans le cas notamment de provisions, de portefeuilles différents.

